

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DU MODE DE NOMINATION
DES
ÉVÊQUES DE FRANCE
DE L'ÉPOQUE MÉROVINGIENNE A NOS JOURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 28 NOVEMBRE 1903, A 3 H. 1/2

Dans la Salle des Actes de l'Université de Caen

PAR

GASTON CANTINIAU

ROUEN
IMPRIMERIE PAUL LEPRÊTRE

75, RUE DE LA VICOMTÉ, 75

—
1903

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1903-1904

Doyen

M. Edmond VILLEY (*, I. U), Correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Professeurs

MM. DANJON (I. U), Assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. U), Professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAIES (Z, A. U), Professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. U, C. X, G. O. X, C. I. C. X, O. X, L. X), Professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. U) (ancien Député du Calvados, ancien Ministre de la Justice), Professeur de *Droit civil* et chargé du cours de *Législation financière*.

CABOUAT (I. U), Professeur de *Droit international public et privé* et chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. U), Professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. U), Professeur de *Droit romain* et chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, Professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments de Droit constitutionnel*.

ASTOUL, Professeur de *Droit romain* et chargé du cours sur la *Coutume de Normandie*.

Agrégés

MM. DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français* et d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat) et d'*Histoire des doctrines économiques*.

Secrétaire

M. GILLET (I. U), Secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DU MODE DE NOMINATION

DES

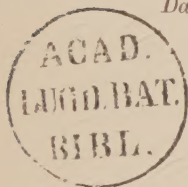
ÉVÊQUES DE FRANCE

DE L'ÉPOQUE MÉROVINGIENNE A NOS JOURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 28 NOVEMBRE 1903, A 3 H. 1/2

Dans la Salle des Actes de l'Université de Caen



PAR

GASTON CANTINIAU

Président... M. DEBRAY, *Professeur, Président de la Thèse.*

Suffragants. { M. LE FUR, *Professeur.*
 { M. GÉNESTAL, *Agrégé.*

ROUEN

IMPRIMERIE PAUL LEPRÊTRE

75, RUE DE LA VICOMTÉ, 75

1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

- Affre** (Mgr). — De l'appel comme d'abus.
- Albanès**. — *Gallia Christiana novissima*.
- Artaud**. — Histoire du pape Pie VII.
- Audin**. — Histoire de Léon X.
- Baluze**. — *Capitularia regum Francorum*.
- Baronius**. — *Annales ecclesiastici*.
- Beaucourt** (de). — Histoire de Charles VII.
- Bouquet**. — Recueil des historiens des Gaules et de la France
(nouvelle édition publiée sous la direction de M. Léopold
Delisle).
- Bourgain** (L.). — L'Eglise de France et l'Etat au XIX^e siècle
(1802-1900).
- Bulletin des Lois.*
- Collection des procès-verbaux des assemblées générales du clergé
de France.*
- Correspondance de Napoléon I^{er}.*
- Crétineau-Joly**. — Mémoires du cardinal Consalvi.
- Crépon des Varennes**. — Nomination et institution canonique
des évêques.
- Dalloz**. — Répertoire de jurisprudence. Mot culte.
- Debidour**. — Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat de
1789 à 1870.
- Dufey**. — Histoire, actes et remontrances des Parlements de
France.
- Essmein**. — Etude sur la question des investitures dans les
lettres d'Yves de Chartres.

- Essmein.** — Cours d'histoire du droit français.
- Fleury.** — Institution au droit ecclésiastique.
- Fustel de Coulanges.** — La monarchie franque.
- Frassynous** (l'abbé). — Les vrais principes de l'Eglise gallicane.
Gallia Christiana.
- Gaillardin.** — Histoire de Louis XIV.
- Gérin.** — Les deux pragmatiques sanctions attribuées à saint Louis.
- Gérin.** — La pragmatique sanction de saint Louis (Réponse à la Bibliothèque de l'école des Chartes).
- Gosselin.** — Vie de M. Emery.
- Gournerie** (de la). — Histoire de François I^{er}.
- Grégoire de Tours.** — Histoire des Francs (Livres I-VI publiés par H. Omont ; livres VII-X publiés par G. Collon).
- Héféle.** — Histoire des conciles (traduite de l'allemand par l'abbé Delarc).
- Hemmer** (l'abbé). — Histoire de l'Eglise.
- Héricourt** (d'). — Des lois ecclésiastiques en France.
- Haussonville** (d'). — L'Eglise romaine et le premier Empire.
- Imbart de la Tour.** — Les élections épiscopales dans l'Eglise de France du ix^e au xii^e siècle.
- Isambert.** — Recueil général des anciennes lois françaises.
- Krauss.** — Histoire de l'Eglise (traduction Godet et Verschaffel).
- Kurth.** — Clovis.
- Labbe et Cossart.** — *Conciliorum collectio maxima.*
- Lecestre** (Léon). — Lettres inédites de Napoléon I^{er}.
- Longueval.** — Histoire de l'Eglise gallicane.
- Luchaire.** — Louis VI le Gros. Annales de sa vie et de son règne.
- Maillane** (Durand de). — Dictionnaire de droit canonique.
- Mathieu** (cardinal). — Le Concordat de 1801.
- Mention.** — Documents relatifs aux rapports du clergé avec la royauté de 1682 à 1705.
- Migne.** — *Patrologiæ cursus completus.*

- Nain de Tillemont** (Le). — Vie de saint Louis.
Ordonnances des rois de France.
- Pfister.** — Etudes sur le règne de Louis-le-Pieux.
- Picot.** — Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle.
- Picot** (Georges). — Histoire des Etats-Généraux.
- Pradt** (de). — Les quatre concordats.
Recueil général des Etats tenus en France sous les rois Charles VI, Charles VIII, Charles IX, Henri III et Louis XIII.
- Recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires du clergé de France.*
- Rohrbacher.** — Histoire universelle de l'Eglise catholique.
- Séché** (Léon). — Les origines du Concordat.
- Sciout** (L.). — Histoire de la Constitution civile du clergé.
- Smedt** (de). — Principes de la critique historique.
- Theiner.** — Histoire des deux concordats entre Napoléon Bonaparte et le Saint-Siège.
- Thiers.** — Histoire de la Révolution française.
- Thiers.** — Histoire du Consulat et de l'Empire.
- Thomassin.** — Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise.
- Viollet.** — Histoire des institutions politiques et administratives de la France.
- Wallon.** — Saint Louis et son temps.
-

PÉRIODIQUES

- Le Correspondant.*
- Revue du clergé français.*
- Revue des questions historiques.*
- Revue des Deux-Mondes.*
- Revue d'histoire des religions.*
-

PRÉFACE

Il nous a paru intéressant, à une époque où la question de la nomination des évêques soulève tant de discussions, de rechercher comment, dans le cours des siècles, s'est reculé l'épiscopat français.

Quelle que soit l'époque que nous envisagions, la nomination d'un évêque comprend toujours trois phases distinctes : le choix de la personne ; la confirmation ou institution canonique, par laquelle le métropolitain ou le Pape donne à l'évêque la juridiction sur une église déterminée ; enfin, le sacre qui confère le sacrement de l'ordre.

En Gaule, les évêques furent élus d'abord par le clergé et le peuple, mais l'évêque ne pouvait exercer sa fonction avant d'avoir reçu la confirmation ; ce rôle était réservé au métropolitain, chef de la province ecclésiastique. Quant à la consécration, elle était donnée par le même personnage assisté de deux évêques, usage qui s'est du reste conservé jusqu'à nos jours. Mais, à mesure que les diocèses prirent une plus grande extension, l'assemblée électorale, au contraire, se resserra, et alors que, primitivement, elle se composait de toutes les classes de la société, elle ne compta bientôt plus que les clercs, les hommes les plus influents de

la classe moyenne et la population urbaine. Puis le peuple, les laïques et les moines furent à leur tour exclus par les chanoines des cathédrales qui réussirent, après de longs efforts, à s'emparer à eux seuls de l'élection. De leur côté les métropolitains, qui devaient appeler leurs suffragants à la confirmation, supprimèrent cette formalité. Ces deux transformations étaient accomplies à la fin du XII^e siècle.

Cependant les abus, qui se renouvelèrent de plus en plus nombreux à dater de cette époque, amenèrent bientôt la chute du système électif. Le concordat, conclu en 1516 par François I^{er} et Léon X, condamna d'une façon définitive le principe de l'élection. Désormais, les évêques furent nommés par le Roi; et l'institution canonique du Pape remplaça celle du métropolitain.

Malgré de vives et longues oppositions, le concordat finit par être accepté en France presque unanimement. Il y resta en vigueur jusqu'au jour où la Constituante, malgré le principe qu'elle-même avait proclamé de la liberté des cultes, imagina cette œuvre étrange appelée Constitution civile du Clergé, qui ne devait pas survivre à la période révolutionnaire. Ce fut en partie pour remédier aux désordres et aux conflits qu'elle avait engendrés, et aussi et surtout pour des raisons purement politiques, que Bonaparte, devenu premier consul, conclut avec le pape Pie VII un nouveau concordat qui régit encore aujourd'hui les rapports du Saint-Siège et de l'Etat français.

Nous étudierons donc d'abord le système électif, tel qu'il a fonctionné en France pendant les quinze premiers siècles.

Cette étude sera divisée en trois périodes : une première comprendra l'examen du système jusqu'à la mort de Charlemagne, c'est-à-dire jusqu'à une époque où les élections

se maintinrent à peu près intacts, partagées entre le pouvoir royal et le suffrage populaire ; dans un second livre, nous verrons, qu'à compter des premières années du IX^e siècle, la royauté commença à abandonner une partie de ses droits en même temps que se dessinait nettement une véritable réaction cléricale : ces deux faits amenèrent de nombreuses et importantes modifications dans les élections, dues aussi, pour partie, à l'avènement de la féodalité ; puis la Papauté commit de si criants abus que le pouvoir civil fut obligé d'intervenir pour les refréner : ce fut l'œuvre, sinon de la Pragmatique de saint Louis, du moins celle de la Pragmatique de 1438.

Nous examinerons ces deux actes, puis nous verrons comment, par le Concordat de 1516, les élections disparurent complètement au profit de la Royauté et du Saint-Siège.

Nous passerons ensuite en revue les divers concordats et projets de concordats qui se sont succédé ou ont été élaborés depuis l'année 1516, en passant par la Constitution civile du Clergé.

Nous rechercherons, enfin, les interprétations diverses auxquelles ces actes ont donné lieu, et les difficultés qu'ils ont rencontré dans leur application, en nous efforçant de présenter un travail aussi complet que possible, malgré les limites restreintes que nous sommes obligés de nous assigner.

DU MODE DE NOMINATION
DES
ÉVÊQUES DE FRANCE
DE L'ÉPOQUE MÉROVINGIENNE A NOS JOURS

LIVRE PREMIER

LES ÉLECTIONS ÉPISCOPALES JUSQU'A LA MORT
DE CHARLEMAGNE

CHAPITRE PREMIER

Election, Confirmation et Sacre

§ 1 Nomination ou désignation de la personne

L'histoire de l'Eglise nous apprend que, dans les temps apostoliques, le choix des évêques était fait de façon presque exclusive par les Apôtres ou leurs disciples. Mais comme il arrivait trop souvent qu'on imposait à une ville un évêque étranger, la coutume s'établit de faire élire les évêques par le clergé de la cité en présence du peuple, sous les yeux de tous « *plebe præsente sub omnium oculis deligatur* » (1).

(1) Fr. X. Krauss. *Histoire de l'Eglise*, t. I, p. 175.

Cependant il n'y avait pas là, à proprement parler, une assemblée populaire ayant une participation effective et directe à l'élection, car on n'émettait aucun vote. Du reste, il n'est pas douteux que le rôle prépondérant appartenait aux évêques dont la décision était souveraine. Il y a tout lieu de penser que les fidèles se contentaient de donner leur assentiment sur les mérites de l'élu, car le Concile tenu à Laodicée en l'an 372 déclare que l'évêque doit être institué par le choix du métropolitain et des évêques comprovinciaux et qu'il ne faut pas laisser à la foule le choix de cet évêque (1).

Voici, d'après saint Cyprien comment se faisaient les élections épiscopales : « Presque dans toutes les provinces, » dit-il, les choses se passent de cette manière : les évêques » de la province les plus proches se réunissent dans la » ville pour laquelle doit se faire l'élection. L'évêque est » ensuite élu *plebe præsente* ; il faut que le peuple assiste » à l'élection... ; la dignité épiscopale est après cela conférée » *universa fraternitatis suffragio et episcoporum* » *judicio* (2). »

En Gaule, c'est seulement à la fin du iv^e siècle que ce simple *consensus* s'est étendu pour prendre une forme nouvelle qui va se continuer pendant de longs siècles dans l'Eglise de France : l'élection par le clergé et le peuple.

(1) « Περὶ τοῦ, τοὺς ἐπισκόπους κρίσει τῶν μητροπολιτῶν καὶ τῶν πέριξ ἐπισκόπων καθίστασθαι εἰς τὴν ἐκκλησιαστικὴν ἀρχήν, ὄντας ἐκ πολλοῦ δεδοκιμασμένους, ἔντε τῷ λόγῳ τῆς πίστεως, καὶ τῇ τοῦ εὐθέως λόγου πολιτείᾳ. » Canon 12, Héfélé, t. II, p. 144.

« Περὶ τοῦ, μὴ τοῖς ἑγχοῖς ἐπιτρέπειν τὰς ἐκλογὰς ποιεσθαι τῶν μελλόντων καθίστασθαι εἰς ἱερατεῖον. » Canon 13, Héfélé, t. II, p. 144.

(2) Héfélé, t. I, p. 373.

Jusqu'à cette époque, les textes se contentent de déclarer que rien ne peut contraindre une cité à accepter un évêque qui ne lui convient pas, et que les évêques sont tenus de demander l'avis du clergé et du peuple. Nous comprendrons alors pourquoi, la liberté des élections n'étant pas un antique et indiscutable principe de l'Eglise, elle ait été si peu respectée et du côté de la royauté et du côté de l'épiscopat.

Cette opinion néanmoins a été contestée, notamment par M. Essmein qui prétend que la pratique des élections populaires est démontrée par la *Δι᾽ἐκκλῆς* et les *Κανονες*. Il en conclut qu'elles remonteraient aux dernières années du ⁱⁱe siècle, au plus tard au début du ⁱⁱⁱe. Il ajoute que, dès le ⁱⁱⁱe siècle, il n'y a plus d'élections municipales et qu'on ne comprendrait dès lors pas comment, au siècle suivant, on aurait pu les imiter (1).

La formule, à cette époque, était des plus simples : à la mort d'un évêque, le métropolitain et ses comprovinciaux se rendaient dans l'Eglise vacante pour solliciter l'élection de son successeur et la présider, afin qu'elle ne subit aucun retard et que les règles fussent scrupuleusement observées. On se mettait d'accord sur le nom d'un candidat ; le président le présentait au peuple qui le nommait par acclamation. Nulle trace d'une action même indirecte de la royauté, qui ne songeait pas encore à s'immiscer dans les élections épiscopales.

Cependant l'Eglise s'aperçut bien vite qu'elle devait compter avec la puissance chaque jour grandissante des Rois mérovingiens, et dès l'année 549, le cinquième Concile

(1) *Revue de l'Histoire des Religions* (1895), t. 31.

d'Orléans, tenu sous le règne de Childeberr 1^{er}, déclara, dans son dixième canon, que l'évêque devait être nommé par le métropolitain avec la volonté du Roi « *cum voluntate regis* » (1), et bien qu'en réalité ce canon ait surtout visé la confirmation royale, ce fut à dater de cette époque que l'Eglise reconnut au prince une intervention officielle et légitime dans les élections, intervention qui se manifesta dans une première phase de la nomination : la nécessité d'obtenir du Roi l'autorisation d'y procéder.

C'était ordinairement le clergé de la Cathédrale qui rédigeait la supplique, *suggestio*, dont, en principe, l'initiative appartenait aux électeurs. Elle était envoyée au métropolitain qui la faisait parvenir à la Cour. Le consentement, *concessio regalis*, était remis à un délégué royal qui le portait au clergé et au peuple. A dater de ce jour-là commençait la période électorale.

En théorie, l'élection devait être faite par le clergé et le peuple, c'est-à-dire par la communauté toute entière, selon les prescriptions des canons. Le deuxième Concile d'Orléans (538) dit que le métropolitain doit être choisi par le clergé et par le peuple (2); le Concile tenu en la

(1) « *Ut nulli episcopatum præmiis aut comparatione liceat adipisci sed cum voluntate regis, juxta electionem cleri ac plebis, sicut in antiquis canonibus tenetur scriptum, a metropolitano vel quem in vice sua præmiserit, cum comprovincialibus pontifex consecratur.* » Canon 10, Labbe et Cossart, *Sacrosancta concilia*, t. V, p. 393.

(2) « *In ordinandis metropolitanis episcopis antiquam institutionis formulam renovamus, quam per incuriam omnimodis videmus amissam. Itaque metropolitanus episcopus a comprovincialibus episcopis, clericis, vel populi electus, congregatis in unum omnibus comprovincialibus episcopis ordinetur, ut talis Deo propitio ad gradum hujus dignitatis accedat, per quem regula ecclesia in*

même ville, en 538, déclare que les métropolitains devront être élus par les évêques de la Province conjointement avec le clergé et les bourgeois, et l'évêque ordinaire par les bourgeois avec le consentement du métropolitain (1); celui de 549 décide que l'évêque doit être consacré par le métropolitain, d'après l'élection du clergé et du peuple et d'après les anciens canons, *juxta electionem cleri ac populi sicut in antiquis canonibus tenetur scriptum*. Les Conciles postérieurs font aussi mention de l'élection de la cité: celui de Paris (557) défend de recevoir les évêques qui se seraient fait nommer par le Roi sans avoir été élus par le peuple, le clergé et les évêques (2); celui de Reims (625) prescrit, dans son vingt-cinquième canon, que l'élection se fera par le suffrage de tout le peuple, du consentement des évêques de la Province (3).

D'un autre côté la papauté surveillait la régularité des élections: en 428, le pape Célestin déclarait dans une de ses épîtres qu'aucun évêque ne devait être donné à une population malgré elle, « *nullus invitis detur episcopus*, » et il ajoutait qu'il fallait demander au clergé, au peuple

melius aucta plus floreat. » Canon 7, t. IV, p. 1781. — Héfélé, t. III, p. 361.

(1) « *Ipse tamen metropolitanus a comprovincialibus episcopis, sicut decreta sedis apostolicæ continent, cum consensu cleri vel civium eligatur: quia æquum est, sicut ipsa sedes apostolica dixit, ut qui præponendus est omnibus, ab omnibus eligatur. De comprovincialibus vero ordinandis, cum consensu metropolitani, clerici et civium juxta priorum canonicum statuta, electio et voluntas requiratur*. » Canon 3, Labbe et Cossart, t. V, p. 296. — Héfélé, t. III, p. 380.

(2) « *Nullus civibus invitis ordinetur episcopus*. » Labbe et Cossart, t. V, p. 813. — Héfélé, t. III, p. 554.

(3) Héfélé, t. III, p. 618.

et aux décurions leur consentement : « *cleri plebis et ordinis consensus et desiderium requirantur* » (1). Saint Léon, dans une épître aux évêques de la province viennoise, reproche à Hilarius, archevêque d'Arles, d'avoir ordonné l'évêque de Die sans l'avis du clergé et de la population de la cité ; il dit encore que celui qui doit être au-dessus de tous doit être choisi par tous : « *qui præfaturus est omnibus ab omnibus eligatur* » (2).

Mais en fait les élections offraient-elles une régularité aussi grande que semblent l'indiquer les canons et les épîtres pontificales ?

M. Fustel de Coulanges, dans son remarquable ouvrage sur la Monarchie franque, nous dit que « ce sont les évêques et le métropolitain qui font l'évêque » (3). Cette assertion nous paraît exagérée.

Certes on ne peut nier l'influence des évêques dans l'assemblée populaire ; ils interviennent directement pour la présider et la dirigent dans son choix ; souvent, ils désignent eux-mêmes un candidat au peuple, mais toujours le choix de la communauté précède la proclamation faite par le corps épiscopal, toujours il est nécessaire qu'elle donne son assentiment. Et puis (M. Fustel de Coulanges semble faire cette confusion) autre est le droit d'élire, autre celui de consacrer. D'ailleurs toujours dans son discours de présentation, le président du collège électoral rappelle la participation du clergé et du peuple, et toujours,

(1) Epître adressée aux évêques des provinces de Vienne et de Narbonne, Labbe et Cossart, t. II, p. 1621.

(2) Epître X, 6, citée par M. Vacandard, les Elections épiscopales sous les Mérovingiens (*Revue des Questions historiques*, 1^{er} avril 1898).

(3) Fustel de Coulanges, *la Monarchie franque*, p. 531.

dans les formules de rédaction du procès-verbal des élections, l'élu est représenté comme choisi par l'unanimité des fidèles.

La présidence du collège électoral appartenait au visiteur ordinairement choisi parmi les collègues du défunt ; nommé d'abord exclusivement par le métropolitain, il dut bientôt accepter ses pouvoirs du Roi. Sa nomination se faisait aussitôt après la mort de l'évêque, car il devait assister aux obsèques de ce dernier, faire ensuite l'inventaire de tout ce qui se trouvait dans le palais épiscopal et laisser toutes choses en garde à des personnes probes. Ses pouvoirs expiraient avec la fin de la période électorale, ordinairement fixée à trois mois depuis la vacance du siège.

L'assemblée avait surtout un caractère religieux ; elle était convoquée par l'évêque et se réunissait dans l'église.

Quelle était exactement sa composition ? Il est assez difficile de le dire. La plupart des textes comprennent, dans le mot peuple, le clergé, l'ordre des décurions et les hommes libres, *clerus*, *ordo*, *plebs*. Mais si tout le peuple du clergé urbain et les décurions se trouvaient là, ainsi que la plupart des fidèles, le clergé et la population rurale devaient être bien mal représentés. « L'ensemble de la » *civitas*, écrit Fustel de Coulanges (1), aurait formé une » assemblée infiniment nombreuse. Où se serait-elle » tenue ? D'après les exemples que nous connaissons, la » réunion avait lieu dans une église. Mais les églises, » surtout celles de ce temps-là, ne pouvaient contenir » toute la population d'une *civitas*. Nous devons donc

(1) *La Monarchie franque*, p. 542-543.

» penser qu'il s'en fallait de beaucoup que tout le monde » fut présent. » Néanmoins, le nombre des électeurs était toujours très grand.

En général, on choisissait un prêtre de l'Eglise vacante. Déjà le pape Célestin avait ordonné que l'évêque fut pris autant que possible dans le clergé de la ville (1), et le vingt-cinquième canon du concile de Reims décida qu'on n'élirait pour évêque d'une ville qu'une personne qui soit de la ville même (2).

En outre, les canons interdisèrent d'ordonner évêques ceux qui avaient exercé la judicature du siècle, quand même ils auraient été élus par le peuple, parce qu'il était évident que ceux qui avaient possédé des charges ne pouvaient être exempts de fautes (3). De même, ils recommandaient de ne choisir que ceux qui étaient déjà clercs, parce qu'il n'était pas convenable de mettre à la tête du clergé ceux qui n'avaient pas servi dans les ordres inférieurs (4).

Les inconvénients de ce système électoral populaire ne devaient du reste pas tarder à se montrer; tant qu'autour de chaque Eglise le groupe des fidèles fut restreint, l'élection était relativement facile; il n'en fut plus de même quand la population vint à s'accroître; à chaque vacance de siège, les candidatures se firent de plus en

(1) Epître aux provinces de Vienne et de Narbonne, Labbe et Cossart, t. I, p. 1620.

(2) « *Ut decedente episcopo in locum ejus non alius subrogetur nisi loci illius indigena.* » Labbe et Cossart, t. V, p. 1693.

(3) Nous trouvons cette prescription notamment dans le dixième canon du concile de Rome de 405, Labbe et Cossart, t. II, p. 1320.

(4) *Synode* tenu à Rome en 402, sous Innocent I^{er}, Labbe et Cossart, t. II, p. 1322.

plus nombreuses, ce qui devint une source de conflits permanents, surtout à une époque où on ignorait le principe de la représentation. Il est vrai que pour apporter un remède à ces discordes, le concile tenu à Arles en l'année 452 décida que lorsqu'il s'agissait d'élire un évêque, trois candidats devaient être, sans aucune intrigue et sans ambition, nommés par les évêques de la province; les clercs et les bourgeois de la ville n'avaient qu'à choisir parmi eux (1).

Malgré ce canon, le mal existait toujours et les évêques durent avoir recours à des moyens détournés pour éviter les brigues et la confusion. M. Vacandard raconte, d'après Sidoine Apollinaire, comment procédèrent les évêques, en 470, à la mort de Paulus, évêque de Châlon: « Le métropolitain et les autres évêques comprovinciaux se rendent à Châlon pour procéder à l'élection du successeur. Ils convoquent le peuple de la cité dont ils devaient prendre l'avis préalable. Mais ils se trouvent en présence d'une foule divisée par les brigues, *variæ voluntates*, *studia privata*. Trois compétiteurs se présentaient, également indignes de l'épiscopat. L'un n'avait pour lui que la « noblesse de ses ancêtres »; le second n'avait d'autre mérite que l'opulence de sa table « et les nombreux amis de sa cuisine »; quant au troisième, il s'était fait des partisans en promettant de distribuer à ses électeurs l'argent et les terres de l'Eglise. Le métropolitain et les évêques ne pouvaient accepter, encore

(1) « *Placuit in ordinatione episcopi hunc ordinem custodiri, ut primo loco venalitate, vel ambitione submota, tres ab episcopis nominentur, de quibus clerici, vel cives erga unum eligendi habeant potestatem* ». Canon 54, Labbe et Cossart, t. IV, p. 1617.

» moins favoriser de telles candidatures. Ils se tirèrent
» d'embarras par un coup d'audace. Brusquement, sans
» consulter le peuple, ils portèrent leur choix sur un
» prêtre du nom de Jean que recommandaient une longue
» série de services rendus à l'Eglise de Châlon. Ils pro-
» cédèrent aux cérémonies de l'ordination et placèrent
» ainsi la population surprise en présence du candidat de
» leur choix. Les factieux furent stupéfaits, nous dit
» Sidoine, les méchants confondus ; les bons acclamèrent
» un candidat que tout le monde s'accordait à reconnaître
» irréprochable. Il fut sacré sans que personne osât sou-
» lever contre lui la moindre réclamation (1). » Vers 472
les mêmes difficultés se présentèrent à Bourges. Le
nombre des compétiteurs, raconte Sidoine Apollinaire,
était tellement grand que tous ces candidats à un seul
siège, n'auraient pu tenir sur deux bancs. Heureusement
le peuple, malgré quelques protestations, voulut bien s'en
remettre au jugement des évêques et ce fut Sidoine, en
qualité de métropolitain, qui nomma Simplicius (2). La
plupart du temps on s'entendait à l'avance sur le nom d'un
candidat, et lorsqu'on était à peu près certain qu'il réunirait
la majorité des suffrages, le président le proposait à
l'assemblée ; parfois les électeurs discutaient par groupes
suivant leur condition ; dans d'autres cas enfin, on s'en
remettait à la volonté de Dieu. Le président présentait le
candidat au clergé et au peuple, et prononçait un long
discours, dans lequel il résumait les mérites de l'élu et qui
se terminait ainsi : « *Secundum voluntatem ergo Domini,*
» *in locum sanctæ memoriæ Illius nomine virum vene-*

(1) Vacandard, p. 324.

(2) Sidonius, Epistol. VII, 9, *ad perpetuum*.

» *rabilem Illum testimonio præsbyterorum et totius*
» *cleri consilio civium ac consistentium credimus eli-*
» *gendum.* » Le président, après avoir terminé l'éloge du
nouvel évêque, ajoutait : « *Hunc ergo, dilectissimi*
» *fratres, testimonio bonis operis electum, dignissimum*
» *sacerdotio consonantes laudibus clamate et dicite :*
» *Dignus est.* » Et l'assemblée acclamait l'élu par ce cri :
« *Dignus est* » (1).

L'élection terminée, le visiteur rédigeait le procès-verbal
« *decretum* » écrit sur un long parchemin « *in ampla*
pergamena » et signé des principaux du clergé, des
moines et du peuple. Le « *decretum* » était envoyé au
métropolitain qui l'examinait.

§ 2 Confirmation et Sacre

L'élection était la première condition requise pour
obtenir un siège, mais avant de remplir ces fonctions,
l'évêque devait recevoir la confirmation ou institution
canonique.

La confirmation était réservée à celui qu'on désignait
comme le chef de la province, dans laquelle il jouait un
rôle prépondérant, le métropolitain. Les pouvoirs de ce
primat remontaient à l'origine même de l'organisation de
l'Eglise, car le quatrième canon du Concile de Nicée por-
tait que force ne doit être donnée à ce qui a été fait dans
les assemblées ecclésiastiques pour les élections, que
lorsque ce qui a été réglé se trouve approuvé par le métro-
politain (2), et le Concile de Sardique décida que l'élection
des évêques ne saurait être valide qu'autant qu'elle aurait

(1) L'abbé Vacandard, p. 324.

(2) Labbe et Cossart, t. II, p. 40.

été confirmée par lui, règle d'ailleurs reproduite dans les conciles de Grèce et d'Afrique et dans les décrétales de tous les papes depuis saint Sirice.

Le métropolitain invitait à la cérémonie tous les comprovinciaux, qui étaient tenus d'y assister, ou tout au moins de se faire représenter par un de leurs clercs, porteur d'une lettre d'approbation, car s'il suffisait que trois évêques seulement fussent présents, tous devaient donner leur assentiment (1). L'élu était présenté à l'assemblée des évêques, et on procédait à un examen en sa personne, ses doctrines, ses mœurs et sa foi, selon les prescriptions du premier canon du Concile de Carthage, qui voulait qu'on examinât celui qui devait être élevé à la dignité d'évêque : sur ses mœurs, s'il était prudent, chaste, sobre, miséricordieux, humble, affable ; sur son savoir, s'il était instruit dans la loi du Seigneur, intelligent dans les saintes Écritures et versé dans la connaissance des dogmes de l'Église ; sur sa foi, s'il croyait tous les articles du symbole (2). Après l'examen, l'élu lisait sa profession de foi ; le métropolitain fixait les jour, heure et lieu de la consécration, et l'assemblée se séparait.

Plus tard, le roi exigea que sa confirmation précédât

(1) Le Concile de Nicée le déclare expressément : « *Tribus tamen omnimodis in idipsum convenientibus et absentibus quoque parimodo decernentibus, et per scripta consentientibus, tunc ordinatio celebretur.* » Canon 4; Labbe et Cossart, t. II, col. 40. — Hefélé t. I, p. 372.

(2) « *Qui episcopus ordinandus est antea examinetur si natura sit prudens, si docibilis, si moribus temperatus, si vita castus, si sobrius, si semper suis negotiis cavens, si humilis, si affabilis, si misericors, si litteratus, si in lege domini instructus, si in scripturarum sensibus cautus, si in dogmatibus ecclesiasticis exercitatus.* » Canon 1, Labbe et Conart, t. II, p. 1198.

celle du collège épiscopal. Il est difficile de dire à quelle époque s'est faite cette transformation, mais cet usage ne paraît pas remonter au-delà du ix^e siècle.

L'évêque élu par le clergé et le peuple et confirmé par le métropolitain ne pouvait prendre possession de son église avant d'avoir été consacré. Ce rôle était encore dévolu au métropolitain, assisté de deux évêques. Cependant, les canons, tout en indiquant que la présence de deux ou trois prélats était indispensable pour la validité de la consécration, admettaient néanmoins qu'un seul évêque pût y procéder, quand les circonstances l'exigeaient. La consécration, suivant une coutume très ancienne, avait lieu le dimanche. Le cinquième canon du quatrième Concile d'Orléans (540), prescrivait en outre que l'évêque devait être sacré dans l'église par laquelle il avait été élu (1). Au milieu de la célébration de la messe, l'évêque officiant mettait le livre des Évangiles ouvert sur la tête de l'élu, en lisait un passage, et le remettait au diacre qui le tenait sur les épaules de l'ordinand. Le consécrateur et les évêques procédaient ensuite à l'imposition des mains, puis l'ordinand recevait l'onction sur le front et les mains. Le consécrateur bénissait alors le bâton et l'anneau, fermait le livre de l'Évangile et le donnait à l'évêque en lui disant : « Reçois l'Évangile et va prêcher au peuple qui t'est confié. »

Le nouvel évêque était alors porté en triomphe à la cathédrale où avait lieu son installation officielle.

(1) « *Id etiam regulariter esse perspeximus decemendum, ut episcopus in civitate, in qua per decretum eligitur ordinandus, in sua ecclesia cui præfuturus est, consecratur.* » Canon 5. Labbe et Cossart t. I, p. 382. — Iléféle, t. III, p. 386.

CHAPITRE II

La Royauté et les Elections

De bonne heure l'Église comprit que l'État ne pouvait pas se désintéresser des élections épiscopales, et dès l'année 549, nous avons constaté qu'elle avait officiellement reconnu l'autorité du Roi. Cette première intervention est importante à noter. Jusqu'à cette époque le pouvoir absolu et les principes ecclésiastiques se heurtent; en reconnaissant les droits du roi, l'Église en même temps les limite. Le concile, en effet, ne dit pas que les évêques seront nommés par le Roi, mais se borne à déclarer qu'en dehors du choix populaire et de la confirmation du métropolitain, il faudra le consentement du prince. Donc la seule concession qu'il fait à cette époque, c'est que nul ne pourra être promu malgré le Roi. Et il s'empresse d'ajouter que le droit du peuple devra rester intact : « Qu'on ne donne pas un évêque à une population malgré elle, décide-t-il dans son onzième canon, et que les citoyens et les clercs ne s'inclinent pas devant la violence des puissants (1); » et le Concile de Paris (557) renforce cette disposition en déclarant nulle l'ordination d'un évêque nommé par le roi malgré les citoyens et contre la volonté du métropolitain et des évêques de la province (2).

(1) « *Juxta antiquos canones, nullus invitis ordinetur episcopus, sed nec oppressione potentium ad consensum cives aut clerici inclinentur, quod nefas est, quod si fiat, episcopus violenter, et non legitimo decreto promotus perpetuo deponatur.* » Canon 11, Labbe et Cossart, t. V, p. 403.

(2) Labbe et Cossart, t. V, p. 813.

Mais l'Église espérait-elle que la royauté resterait dans les limites qu'elle lui avait assignées ?

Il n'est pas certain que les rois mérovingiens aient revendiqué le droit de nomination en matière épiscopale, mais ce qui n'est pas douteux, c'est que tous, dans une mesure plus ou moins large, nommèrent directement des évêques ; nous en avons de nombreux exemples. Il semble bien que Clovis ait choisi personnellement les évêques de Sens, Paris et Auxerre. Nous ne connaissons qu'une seule élection du règne de Clodomir, celle d'Ommatius, à Tours : or elle eût lieu sur l'ordre du Roi, « *ex jussu Chlodomeris regis, cui supra meminimus, ordinatus est* » (1). Apollinaire fut fait évêque par Thierry (2), ainsi que Quintianus. « Quintianus étant mort, écrit Grégoire de Tours, saint Gall le remplaça par la faveur du Roi (3). » Clotaire offrit à l'un de ses partisans, Domnolus, le siège du Mans (4), et pour celui de Poitiers désigna même à l'avance le titulaire, Austrapius (5). Peut-être Childebert se montra-t-il plus respectueux de la volonté et des droits du clergé et du peuple, mais Gontran nomma lui-même Gondégésile de Saintes. Sigebert fit de même : il imposa un évêque à Alais (7) et un autre à Châteaudun (8), et parmi les nominations faites sous le règne de Chilpéric, Grégoire de Tours n'en rapporte pas une qui ne soit entachée d'irrégularité.

(1) Grégoire de Tours, *Histoire des Francs*, l. III, ch. XVII.

(2) *Ibid.*, l. III, ch. II.

(3) *Ibid.*, l. IV, ch. V.

(4) *Ibid.*, l. VI, ch. IX.

(5) *Ibid.*, l. IV, ch. XVIII.

(6) *Ibid.*, l. VIII, ch. XXII.

(7) *Ibid.*, l. V., ch. V.

(8) *Ibid.*, l. VII, ch. XVII.

Lorsque la nomination ne se faisait pas directement, le Roi exerçait sur le collège électoral une pression assez forte pour voir ses désirs réalisés. « Oui, j'ai donné la » prêtrise à Claudius, écrit saint Remi, archevêque de » Reims, non à prix d'or, mais sur le témoignage du très » excellent Roi, qui était non seulement le prédicateur, » mais encore le défenseur de la foi. Vous m'écrivez que » sa demande n'était pas conforme aux canons. C'est le » maître du pays, c'est le gardien de la patrie, c'est le » triomphateur des nations qui me l'avait enjoint (1). »

Y avait-il là un abus de la force, ou, tout au moins aux yeux de la société laïque, la nomination directe n'était-elle pas le droit ?

M. Fustel de Coulanges a très bien mis en lumière les droits de la royauté. Pour lui, il y a dans la nomination directe un droit et non un abus, et il le prouve par la formule de lettre que le peuple était tenu d'adresser au Roi : « A très pieux et excellent Seigneur le Roi, nous, vos » serviteurs et vos solliciteurs, comme l'évêque de notre » cité, de sainte mémoire, a quitté ce monde, afin que les » brebis ne restent pas sans pasteur, nous vous deman- » dons humblement de daigner établir pour son successeur » sur le siège épiscopal... en qui résident une haute » distinction, une naissance parfaitement libre, une élé- » gance brillante et les vertus de chasteté, de charité, de » richesse de cœur. En foi de quoi, nous avons signé cet » acte de *consensus* (2). » La réponse du roi n'est pas moins significative : « Tel Roi a tel évêque, homme

(1) G. Kurth, *Clovis*, p. 521.

(2) *La Monarchie franque*, p. 555.

» apostolique. De tous les soins de notre gouvernement,
» aucun n'est plus digne de nous occuper que celui qui
» consiste à confier la dignité épiscopale au meilleur, en
» vue du salut des âmes. Ayant donc appris que l'évê-
» que..., de sainte mémoire, a été rappelé à Dieu, nous
» nous sommes occupés avec sollicitude, de concert avec
» les évêques et les grands de notre palais, de lui donner
» un successeur, et nous avons décidé de confier la dignité
» pontificale de cette cité à..., qui se recommande à nous
» par une conduite éprouvée, par la noblesse de sa nais-
» sance, par la pureté de ses mœurs, par sa prudence et
» son honorabilité. En conséquence, nous vous ordonnons,
» ainsi qu'à vos suffragants, de procéder à la bénédiction
» et consécration de ce nouvel évêque, afin qu'il gouverne
» l'Eglise qui lui est confiée par nous (1). » Donc, pour
Fustel de Coulanges, le droit du Roi est certain, puisque les
formules ne font aucune mention de l'intervention populaire.

M. Vacandard, qui rapporte également cette formule, estime qu'il ne faudrait pas tirer de ces documents plus qu'ils ne contiennent, que « ce sont des formules de chancellerie », dans lesquelles « il est naturel que le Roi ait un air d'autorité absolue » (2). Peut-être y a-t-il quelque vérité dans cette assertion, peut-être ne faut-il pas toujours se laisser abuser par ces *praecepta* où le Roi nous apparaît toujours comme le souverain absolu qui signe tous les décrets de sa propre autorité, mais il n'en reste pas moins vrai que le prince considérait l'exercice du droit de nomination comme un attribut de sa souveraineté

(1) *La Monarchie franque*, p. 555.

(2) Vacandard, *les Elections épiscopales sous les Mérovingiens*, p. 377.

et qu'en fait il l'exerçait dans un grand nombre de cas. D'ailleurs son intervention, il faut l'avouer, était souvent utile, parce que les évêques abusaient de leur crédit, soit en nommant leurs successeurs eux-mêmes, soit en produisant leurs neveux ou en se laissant corrompre par l'or et les présents.

Pour Weyl, l'habitude qu'avait contractée le Roi de désigner son candidat avant l'élection avait créé peu à peu, sans pour cela détruire le mode normal d'élection qui resta toujours en usage, une coutume consistant à faire confirmer simplement par la communauté le candidat choisi par le Roi. Le prince envoyait son *præceptum* avant l'élection et il y avait là plutôt un ordre qu'une confirmation. D'ailleurs, le clergé avait accepté facilement cette manière de procéder, et si parfois il protestait, ce n'était pas tant contre le principe, que contre l'usage que le Roi faisait de son droit en choisissant des laïcs, des grands fonctionnaires du palais qui considéraient l'épiscopat comme une retraite, en trafiquant des dignités épiscopales.

En tous cas, il y avait là, aux yeux du Roi, un droit incontestable et il sévissait contre le clergé quand celui-ci cherchait à lui faire échec en procédant à une élection contraire à ses désirs. Nous en avons la preuve dans la nomination d'Emerius à l'évêché de Saintes, faite par le roi Clotaire I^{er}. Les évêques de la province de Bordeaux avaient protesté contre ce choix et cherché même à annuler la nomination. Mais le roi Charibert s'y opposa formellement et punit les évêques qui avaient manifesté leur sentiment, « *et sic principis est ullus injuriam* », écrit Grégoire de Tours (1). A ce propos, nous pensons, avec

(1) *Histoire des Francs*, livre IV, ch. XXVI.

M. Vacandard, que traduire *injuriā principis* par l'oubli des droits du Roi est faire au texte une légère violence, car il semble bien que dans la circonstance le roi Charibert ait plutôt cherché à venger la mémoire de Clotaire qu'à établir ses droits (1).

Nous voyons combien étaient méconnus les principes posés par l'Eglise, non seulement méconnus par la royauté, mais par l'épiscopat lui-même ; des pontifes dont la piété était notoire et qui devinrent des saints, comme Gall, furent promus à l'épiscopat par la nomination directe du Roi et acceptèrent leur siège sans scrupule. Aussi n'est-il pas étonnant que l'Eglise ait cherché à rappeler les règles des élections. En 614, sous le règne de Clotaire II, se réunit à Paris, un concile (2) dont le premier soin fut de régler la question des nominations épiscopales. Le concile renouvela tous les anciens canons relatifs à la liberté des suffrages, et déclara nulles toutes les élections qui auraient lieu autrement, même avec l'intervention des rois, et de leur propre autorité (3). Il n'était aucunement question de la volonté royale. Clotaire accepta la règle

(1) Vacandard, p. 322.

(2) Quelques auteurs placent ce concile en 615.

(3) « *Primo in loco ut canonum instituta ab omnibus conserventur, et quod per priora temporum spatia præceptum est, vel deinceps perpetualiter observetur. Hoc est, ut decedente episcopo, in loco ipsius ille Christo propitio debeat ordinari, quem metropolitanus, a quo ordinandus est, cum provincialibus suis, clerus vel populus civitatis, absque ullo commodo vel datione pecuniæ elegerint.* »

« *Ut si quis clericus quolibet honore munitus, contempto episcopo suo, ad principem vel ad potentiores homines, vel ubi et ubi ambularit, vel sibi patronos elegerit, non recipiatur, præter ut veniam debeat promereri.* » Canon 3, Labbe et Cossart, t. V, p. 1650. — Héfelé, t. III, p. 609.

posée par l'Eglise, mais il y apporta des restrictions, en réservant son droit de confirmation, et en insérant dans son édit la faculté de nommer lui-même certaines catégories de personnes ; il veut, lui aussi, la liberté des élections, et respecte le texte admis par l'Eglise, « *a provincialibus, clero et populo eligatur* », mais il ajoute : « *Et si condigna persona fuerit per ordinationem principis ordinetur* (1) » ; il va plus loin encore en déclarant que les hommes du palais pourront être élus et ordonnés par le mérite de leur personne et de leur foi, « *vel certe si de palatio eligitur per meritum personæ et doctrinæ ordinetur* (2) ».

On a beaucoup discuté sur le sens de cette dernière phrase, et on s'est demandé s'il fallait traduire « *si de palatio eligitur* » par si le Roi choisit un palatin, ou bien par si les électeurs choisissent un palatin. Hauck soutient que Clotaire entendait supprimer l'interdiction d'élire des palatins, édictée par le droit et l'usage anciens. Pour M. Vacandard, ce paragraphe signifie simplement qu'on pourra nommer dans les formes ordinaires, c'est-à-dire au moyen de l'élection, les officiers du palais, pourvu que ceux-ci fussent recommandables par leurs mœurs et par leur foi. Mais comment aurait-il pu en être ainsi, puisque, d'après les règles canoniques, on ne pouvait pas élever de laïcs à l'épiscopat ? Nous nous rangeons donc à l'opinion de Fustel de Coulanges, qui croit qu'en se réservant la nomination directe pour les officiers de son palais, le Roi cherchait à reprendre les avantages qu'il avait accordés, l'exception étant suffisante pour rendre la règle illusoire.

(1) Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. I, p. 23.

(2) *Ibid.*

L'influence du Roi dans les élections ne fit que grandir sous les premiers Carolingiens. Charles Martel distribua à sa fantaisie la plupart des sièges : l'un de ses partisans, Milo, en occupa deux à lui seul : Reims et Tours, et l'un de ses neveux Hugues, ceux de Paris, Rouen et Bayeux, sans compter les abbayes de Fontenelle et de Jumièges (1). Charlemagne prétendait être le pieux surveillant des évêques, et si le capitulaire d'Aix-la-Chapelle, de l'année 803 prescrit la liberté des élections (2), il est certain que l'Empereur choisit presque tous les évêques dans son entourage, dans la milice palatine.

Donc, jusqu'au règne de Charlemagne, on peut dire que les élections épiscopales n'avaient lieu que du consentement du prince, et que si le Roi ne donnait pas toujours d'ordres formels, le collège électoral suivait néanmoins les indications qui lui venaient du palais, « en sorte que si la » vieille règle canonique qui voulait que le clergé et le » peuple de la cité fussent convoqués et indiquassent leur » choix restait écrite dans les canons de l'Eglise et n'était » pas contestée officiellement par l'Etat,... cette élection ne » pouvait avoir lieu qu'après que le Roi avait désigné » l'homme de son choix (3) ».

(1) *Imbart de la Tour*, p. 100, *les élections épiscopales dans l'Eglise de France du IX^e au XII^e siècle*, p. 100.

(2) Voici ce que dit le 2^e article : « *Sacrorum canonum non ignari, ut in Dei nomine Sancta Ecclesia suo liberior potiretur honores ad sensum ordini ecclesiastico præbuimus ut scilicet episcopi per electionem cleri et populi secundum statuta canonum de proprio diocesi, remota personarum et munerum acceptione, ob vitæ meritum et sapientiæ donum eligantur, ut exemplo et verbo sibi subjectis usquequoque prodesse valeant* ». Baluze, t. I, p. 379.

(3) *La monarchie franque*, p. 584.

CHAPITRE III

Rôle de la Papauté

Jusqu'au ix^e siècle, la Papauté ne prit aucune part aux élections épiscopales. Est-ce à dire qu'elle s'en désintéressait complètement ?

Le Pape, chef de l'Eglise dont il a le gouvernement, exerça de bonne heure une surveillance active sur les opérations électorales ; on ne constatait pas son intervention à toute vacance de siège, mais souvent il rappelait les évêques à l'observation des canons. C'est ainsi que nous avons vu le pape Célestin prescrire qu'aucun évêque ne pouvait être donné à une population malgré elle, et saint Léon blâmer l'Archevêque d'Arles d'avoir procédé trop sommairement à l'élection de l'évêque de Die.

Le Pape souvent tranchait des points litigieux ; plus rarement il donnait des pasteurs aux églises depuis trop longtemps veuves ; quelquefois, il se contentait d'envoyer des conseils aux prélats : saint Léon écrit aux évêques de Mauritanie que les brigues et les suffrages du peuple ne devaient pas les déterminer à charger de la conduite d'une église un ecclésiastique qu'ils croyaient incapable de la gouverner, et il ajoute, dans son épître 84, que « si les » suffrages du clergé et du peuple se trouvent partagés il » dépendra du métropolitain de choisir celui qui aura plus » de mérite (1) » ; c'était encore la papauté qui inspirait les canons des conciles. Enfin, le Pape, dès cette époque, confirmait le choix du métropolitain par l'envoi du pallium

(1) Vacandard, *les Elections épiscopales sous les Mérovingiens*.

mais exclusivement sur la demande du Roi ; en 595, le roi Childebert, sollicita le pallium (1) pour Virgile, évêque d'Arles (2) ; ce ne sera que plus tard, en 742, que le Pape Zacharie obtiendra qu'on oblige le métropolitain à attendre l'envoi du pallium pour entrer en fonctions.

Rome, à ce moment ne joue donc pas dans les élections un rôle prépondérant, et reconnaît formellement les droits des différents pouvoirs : elle accepte volontiers que le Roi autorise l'élection, elle fait respecter les droits du métropolitain, ceux du clergé et du peuple vis-à-vis de certains évêques qui avaient essayé à plusieurs reprises de pourvoir eux-mêmes à des sièges vacants. En un mot, elle ne cherche nullement à s'approprier, même en partie, les élections épiscopales ; son influence ne commencera visiblement à s'exercer que dans le cours du ix^e siècle.

(1) Le pallium est un ornement de laine blanche semé de croix noires et béni par le Pape ou un cardinal dans la basilique de Saint-Pierre ; il est envoyé aux archevêques comme marque de leur dignité, plus rarement aux évêques comme faveur particulière.

(2) Longueval, *Histoire de l'Eglise gallicane*, t. IV, p. 326.

LIVRE II

TRANSFORMATIONS SUCCESSIVES DU DROIT ÉLECTORAL

CHAPITRE PREMIER

Les Elections sous les Successeurs de Charlemagne

Après la mort du Grand Empereur, la royauté carolingienne commença à perdre une grande partie de son autorité dans les nominations épiscopales. En même temps se dessina dans l'Eglise un mouvement réformateur, qui eut pour but d'affranchir le pouvoir religieux de la tutelle du pouvoir politique. C'était le commencement de l'affaiblissement de la puissance royale, en même temps qu'une lointaine aurore de la réforme du XI^e siècle.

Toutefois, jusqu'au règne de Louis-le-Pieux, le mode normal pour l'institution des évêques fut la nomination royale. Le moine de Saint-Gall en fait foi, car jamais il ne parle de l'élection populaire. Voici du reste un de ses récits : « Or il arriva qu'on annonça au roi Charles le

décès d'un évêque; le roi demanda au délégué de cette église quelle somme l'évêque avait laissée sur ses biens pour le salut de son âme. — Seigneur, répondit l'autre, deux livres d'argent. C'est un petit viatique pour un si long et si grand voyage, reprit le roi; et, ayant longuement réfléchi, il dit au jeune clerc : Si tu reçois cet évêché, penses-tu donner davantage pour cette expédition lointaine? » Celui-ci, dévorant ces paroles comme des grappes tombant dans sa bouche, se jeta aux pieds du roi et lui dit : « Seigneur, cela dépend de la volonté de Dieu et de la vôtre » (1). Le Roi pouvait donc donner un évêché à l'homme de son choix, sans se préoccuper du vote populaire.

Le règne de Louis-le-Pieux fut marqué par une réaction ecclésiastique. Le capitulaire d'Aix-la-Chapelle, de l'année 816 (2) était exactement conçu dans les mêmes termes que celui de Charlemagne, paru en 803, et il n'est pas douteux qu'à cette époque les élections populaires furent assez nombreuses et que le choix de l'assemblée précéda presque toujours la volonté royale. Néanmoins, la royauté n'abandonna rien de ses droits, au moins théoriquement, et nous avons de nombreux exemples de nominations royales : en 820, Albéric, évêque de Langres, est nommé par l'Empereur (3), de même que Thierry, à Cambrai, quelques années plus tard (830) (4). Pour Charles-le-Chauve, les sièges n'étaient dus qu'à la faveur du roi : il

(1) Moine de Saint-Gall, t. I, p. 5.

(2) Baluze, *Capitularia*, t. I, p. 564.

(3) *Chronicus Besuense*. Bougaud : *Analecta Divionensia*, p. 253.

(4) *Annales Bertiniani*, ann. 830, édition Dehaisnes, p. 4.

nomma personnellement Godelcale à Chalon (1), Bernon à Autun (843) (2), Hilmerad à Amiens (3), Wenilon et Egibon à Sens (4). Charles-le-Gros donna l'évêché de Paris à l'un de ses clercs, Anschericus (886) (5). Malgré cela, on rencontrait quelques élections régulières, comme celle d'Agius, évêque d'Orléans (6), mais c'était le petit nombre.

Ce fut à ce moment qu'apparut dans l'Eglise un mouvement réformateur, qui eut pour chefs Wala, Agobard et Florus, et qui mit en question le droit électoral du Roi. Wala et Agobard estiment que l'indépendance de l'Eglise est aussi utile que l'unité de l'Etat, et ils veulent que le roi soit le défenseur et le protecteur de l'épiscopat, et non pas son maître. « Que le Roi se contente de ses fonctions ; » qu'il n'usurpe pas celles qui lui sont étrangères, mais » qu'il ne s'occupe que des affaires qui relèvent de sa » compétence. . . . Que l'évêque, au contraire, et les ministres de l'Eglise s'occupent plus spécialement des » choses de Dieu (7) ». En même temps paraissait un *Traité de l'élection des évêques*, composé par Florus, diacre de Lyon. Florus soutient qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir l'autorisation du roi pour ordonner un évêque, que c'est une fâcheuse coutume qui s'est établie, et qu'il suffit du consentement de l'Eglise. « Le prince

(1) Migne, t. CXXIV, p. 872.

(2) *Ibid.*, t. CXXIV, p. 545.

(3) *Ibid.*, lettre 79, p. 540.

(4) *Ibid.*, t. CXXIV, p. 897.

(5) Bouquet, t. VIII, p. 67.

(6) Labbe et Cossart, t. VII, p. 1809.

(7) Imbart de la Tour, p. 179.

» pêche gravement, dit-il, s'il s' imagine que par son bien-
» fait, *suo beneficio*, il peut concéder ce que la grâce
» divine seule accorde; sa fonction, dans une affaire sem-
» blable consiste, à approuver et non à prévenir.....
» Nous ne parlons pas ainsi pour diminuer en quelque
» chose la puissance des princes ou pour faire naître une
» opposition contre une coutume religieuse, mais pour
» démontrer avec toute évidence que dans les élections le
» choix de Dieu seul suffit, que la puissance humaine, si
» elle n'est d'accord avec lui, n'a aucun effet. Nous trou-
» vons dans les canons des Pères la mention fréquente
» des conditions dans lesquelles la consécration épisco-
» pale est nulle, nous n'y trouvons rien sur les droits du
» roi (1). » Ce livre eut un certain succès d'actualité; il
nous montre combien on tenait toujours à la liberté des
élections; mais le parti réformateur ne parvint pas à en-
traîner le clergé, car les assemblées de 829 ne s'occupèrent
aucunement des élections et ne prirent pas de décision
concernant la liberté électorale. Peut-être la question ne
fut-elle qu'ajournée, mais en tout cas, par son silence
même, le Concile accepta l'intervention du Roi, et le synode
d'Aix, tenu en 836, se contenta de recommander au roi de
faire de bons choix. « Nous vous avertissons et nous vous
» supplions de veiller à l'avenir avec le plus grand soin à
» constituer de bons chefs et de bons pasteurs dans les
» églises de Dieu (2) ». Il est évident que ces conciles
n'enlevaient pas au prince le droit de nomination.

Sous Charles-le-Chauve, il fut fort peu question des
élections : aucun traité de droit canonique n'en fit men-

(1) Imbart de la Tour, p. 181.

(2) *Ibid.*, p. 177.

tion, et les faux capitulaires et les fausses décrétales ne contiennent que peu de canons qui y soient relatifs. Hincmar envoya bien un certain nombre de lettres à Charles-le-Chauve pour réclamer la liberté électorale, mais jamais il ne s'attaqua directement au pouvoir royal ; il se contenta de demandes individuelles, intervenant le plus souvent à la requête des habitants ou des évêques, sans jamais agiter de question de principe.

En somme, le Roi montra beaucoup de douceur dans l'application de ses droits, mais il ne les abdiqua pas et, sauf quelques velléités d'opposition, le clergé ne fit entendre aucune protestation.

Quels étaient donc ces droits ?

Outre la confirmation de l'élection, droit reconnu par les textes officiels, le Roi devait donner son autorisation, préalablement à l'élection qui ne pouvait avoir lieu sans sa volonté. Si les électeurs s'avisèrent de procéder à l'élection sans attendre le *decretum* royal, le prince pouvait refuser d'accepter l'élu. En 844, les évêques, pour mettre fin à des désordres causés dans la ville d'Orléans lors de la mort de son évêque, avaient élu et consacré Agius : le Roi ne l'accepta qu'après bien des démarches (1). La nomination du visiteur par le Roi était également reconnue par l'Église. La pression électorale se pratiquait toujours : certains clercs s'assuraient l'appui du prince, convaincus qu'il leur serait plus utile que les voix de l'assemblée. Hincmar reprocha un jour à Louis III de choisir trop souvent des prélats parmi ses favoris ou ses partisans :

(1) Concile de Verneuil, 844, can. 10. « *Hujus rei exitum non videmus nisi ut vestra pietas quod a tantis viris factum est, ratum esse permittat.* »

» J'ai entendu dire, lui écrivit-il, que chaque fois que vous
» accordez l'élection demandée, les évêques, le clergé, le
» peuple, doivent choisir celui que vous voulez, que vous
» imposez (1). » Cependant, en général, cette manière de
procéder ne soulevait pas de résistance dans le clergé.

Le Roi avait conscience que le droit de nomination lui appartenait sans conteste, et que s'il accordait la liberté des élections, c'était une faveur qu'il faisait à l'assemblée sur la prière du clergé. En tous cas, par l'exercice de la confirmation, le Roi faisait de l'élection une simple présentation, et on considérait comme un honneur inoubliable le fait d'être présenté par le prince, qui pouvait toujours repousser l'élu s'il était indigne, incapable ou hostile. D'ailleurs, même dans les chartes où il concédait la liberté des élections, le Roi se réservait toujours le droit de confirmation. Enfin le Roi réclamait l'examen du choix populaire, malgré les canons, qui réservaient au métropolitain le jugement des contestations. Dans ce cas il pouvait accorder à la cité une élection nouvelle, comme à Lens, en 828 ; mais le plus souvent il se réservait le droit de choisir l'évêque. Enfin il exigeait du nouvel évêque un serment qui, dans la conception royale, au moins, était un serment de vassalité.

Comment maintenant expliquer ces droits du prince, sinon comme à la période précédente, par le caractère absolu de la royauté franque, et, spécialement à notre époque, par le caractère religieux que tenait du sacre le roi carlovingien, auquel nous devons ajouter le droit et le devoir de protection de l'Eglise qui lui incombait.

(1) *Lettre à Louis III*, Migne, t. CXXVI. p. 111.

En principe, les droits du Roi carlovingien sont les mêmes que ceux de ses prédécesseurs, mais déjà se manifestent des velléités de résistance, et le Roi commence à se montrer plus faible ; nous en trouvons la preuve dans trois concessions de Louis III, de Charles-le-Gros et de Charles-le-Simple. Dans la première, l'Empereur ne concède que l'élection, se réservant le cas où le choix des électeurs serait mauvais. En outre la concession n'est pas perpétuelle. La concession de Charles-le-Gros est au contraire pure et simple. « Nous avons décidé, par amour » de Dieu, d'accorder à cette église, à la mort de ses » évêques, l'élection canonique à perpétuité » (1). Mais il ne renonce pas à nommer lui-même, si l'élu est rejeté. Dans le diplôme de Charles-le-Simple, au contraire, la royauté ne garde plus que le droit de confirmation. Les véritables bénéficiaires du pouvoir royal ne devaient pas être le clergé et le peuple, mais les métropolitains et les seigneurs.

(1) Bouquet, t. IV, p. 338.

CHAPITRE II

Le Pouvoir Métropolitain et le Pouvoir Seigneurial

L'Election, la Concession et l'Investiture

Nous savons quelle place prépondérante occupait le métropolitain dans les élections épiscopales, nous connaissons ses principales fonctions : désignation du visiteur, examen, confirmation et sacre de l'élu. Le Concile de Nicée déclare dans un de ses canons que « Force ne doit » être donnée à ce qui a été fait dans les assemblées » ecclésiastiques pour les élections que lorsque ce qui a » réglé se trouve approuvé par le métropolitain (2) » ; et le Concile de Sardique considère qu'il est chef de la province, surveillant des autres évêques, prince de l'épiscopat. Le suffragant qu'il investit doit lui jurer obéissance et c'est de lui qu'il reçoit les lettres canoniques (1).

Sous Louis-le-Pieux et Charles-le-Chauve, l'influence des métropolitains augmenta sensiblement; le Pape était loin de songer à la diminuer et le Roi ne s'inquiétait pas de leur puissance. Au milieu du ix^e siècle, les métropolitains réclamèrent le droit de trancher les contestations en matière électorale, droit exercé jusque là par l'Empereur; en outre, pour la nomination du visiteur, ils voulurent donner leur avis au prince. Hincmar lutta contre Louis III et Carloman pour obtenir des concessions encore plus grandes. En 880, il installa Hétilon sur le siège de Noyon,

(1) Migne, t. CXXXV, p. 234.

(2) *Ibid.*, t. CXXVI, pp. 110 et suivantes.

malgré le Roi (1). En 882, à Beauvais, Louis III avait accordé la liberté de l'élection ; Hincmar voulait nommer lui-même le successeur d'Eudes, sous prétexte que l'assemblée des évêques avait été obligée de rejeter deux élections faites par la communauté. « Les électeurs, écrit-il au roi, ont perdu l'élection comme on le leur a montré dans le synode, et suivant les canons, ce n'est plus à eux, mais aux évêques qu'elle appartient ». Les lettres échangées entre l'archevêque et le Roi furent très dures. Dans les entrefaites survint la mort de Louis III et il semble bien qu'Odoacre ne fut jamais élu (2). A la mort d'Hincmar (882), son successeur, Flodoard, réussit à faire consacrer deux de ses candidats à Cambrai et à Beauvais (3). Nous verrons, en outre, par l'étude du rôle de la papauté, qu'à ce moment déjà, les métropolitains cherchaient l'appui de Rome pour faire triompher leurs désirs.

Malheureusement, ce conflit s'était engagé non pas au nom des droits du peuple, mais dans un intérêt purement personnel : la preuve en est que les métropolitains s'attaquèrent aux électeurs comme au roi ; en 893, Foulques de Reims installa à Châlons l'évêque Mancion, à la fois contre la volonté du roi, du pape et de l'Eglise de Châlons (4). Peut-être aussi avaient-ils des desseins politiques, car on a remarqué que leur intervention se faisait surtout sentir dans les pays où les querelles dynastiques étaient les plus vives.

Malgré les efforts des métropolitains, le clergé, le peuple

(1) Flodoard, IV, 5 (p. 276), cité par Imbart de la Tour, p. 200.

(2) Migne, t. CXXVI, pp. 112 et suivantes.

(3) Flodoard, IV, 6, cité p. 200.

(4) Flodoard, IV, 3 ; IV, 6, pp. 270-283, cité par Imbart de la Tour, p. 202.

et même les évêques s'opposèrent à leurs prétentions; d'un autre côté, les métropolitains, qui avaient entrepris de s'emparer des élections au détriment des seigneurs, durent s'apercevoir bientôt qu'ils avaient fait fausse route, car ceux-ci, de jour en jour plus nombreux et plus puissants, se substituèrent bientôt à eux. Nous ne tarderons pas à reconnaître, en examinant l'influence de la Papauté pendant cette période, que celle-ci contribua, par une série de mesures, à restreindre encore le rôle des métropolitains.

L'affaiblissement du pouvoir royal devait avoir comme conséquence un progrès dans l'influence des seigneurs et donner aux laïques et surtout aux comtes, tout au moins à la plupart d'entre eux, les droits qui, auparavant, étaient exercés par le roi. Mais les comtes ne se sont pas emparés des évêchés aussi généralement que des autres droits royaux. Comment, dans cette mesure, ont-ils conquis ces droits? Pour Imbart de la Tour, c'est comme seigneur de la ville épiscopale que le comte peut se réserver la confirmation, en retour de laquelle il exige toujours un serment ou une *securitas*. Mais pour que le comte eut un véritable droit d'élection, il fallait qu'il fut maître de l'église épiscopale et ce fait se produisit à mesure que s'affaiblit l'autorité royale; le roi devenant impuissant à nommer ou à confirmer les évêques, c'était le comte qui exerçait à son profit les droits d'élection du souverain. « Le comte, dit Imbart, a imposé à l'évêque sa souveraineté : il est devenu maître de l'élection, parce qu'il est devenu maître de l'évêché (1). » Il y aurait donc eu là une simple usurpation de la prérogative royale.

D'ailleurs il y eut rarement concession de la part du roi ;

(1) Imbart de la Tour, p. 271.

nous n'en avons trace que pour deux provinces, le Maine et la Normandie. Donc, l'origine de la *potestas* des seigneurs sur les évêchés ne doit pas être cherchée dans une concession royale. Quelquefois, il est vrai, le seigneur acquérait ses droits comme patron de l'évêché qu'il avait fondé ; nous en avons des exemples pour la Bretagne, mais le plus souvent c'était par une entente avec l'Eglise que se trouvaient transportés le pouvoir et la protection, qui en est la contre partie, d'un roi faible à un puissant seigneur.

Dans le compte rendu qu'il a donné de l'ouvrage d'Imbart de la Tour, Essmein insiste sur l'importance que donnait au seigneur la possession de la ville et du palais épiscopal et rattache à l'investiture les droits qu'il acquit en cette matière. « La confirmation de l'élection épiscopale » ou la nomination directe de l'évêque se présentait » comme un attribut personnel du roi, lequel n'avait » aucun rapport avec l'exercice matériel de l'autorité dans » telle ou telle région... Mais lorsqu'il s'agissait du » transport de l'évêché, lorsqu'il s'agissait d'en prendre » possession en régale ou de faire la remise et la délivrance » au nouvel évêque, le roi était incapable d'agir directement et par lui-même » (1). Il est donc naturel que les comtes se soient emparés de ce droit comme de tous les droits royaux en matière d'élection.

Quelle était la nature du droit des seigneurs sur l'évêché, le caractère de l'investiture ?

D'après Imbart de la Tour, le pouvoir du seigneur sur l'évêché avait le caractère d'un droit de propriété, c'est-à-dire qu'il avait la possession de tout ce qui le composait, biens et droits matériels et pouvoir spirituel. Mais cette

(1) *Revue d'histoire des religions* (1895).

confusion du temporel et du spirituel est, au contraire, niée par Essmein. Pour lui, jamais les seigneurs n'ont pu dans cette société si religieuse « penser qu'ils pouvaient » donner à l'évêque son titre et son siège et que l'épiscopat » était leur propriété. Ce qu'ils exerçaient, c'était simplement un pouvoir traditionnel de l'autorité temporelle, un » droit de contrôle ou de choix qui leur était reconnu depuis » longtemps, quant au recrutement du clergé supérieur. » De ce droit, il est vrai, les comtes se considéraient » comme féodalement propriétaires, mais quand ils en » disposaient au profit d'un tiers, par vente ou autrement, » ils ne pouvaient pas considérer l'épiscopat lui-même » comme objet de propriété, pas plus qu'au ^x^e siècle, » lorsqu'un seigneur donnait ou vendait un de ses serfs, » il ne prétendait aliéner la personnalité humaine (1). »

De ces deux opinions, quelle est la plus vraie ?

Ce que donne à l'évêque le seigneur qui fait la tradition, c'est l'*episcopatus* ; or cet *episcopatus* comprend plusieurs éléments. Nulle part, au ^x^e siècle, on ne voit que le seigneur donne seulement les biens attachés à l'évêché, mais tout ce qui dépend de l'église, la juridiction comme les terres. Et cette juridiction elle-même, que comporte-t-elle ? A l'époque où nous sommes, on ne fait pas la distinction entre la juridiction spirituelle et la juridiction temporelle ; dans la juridiction, on englobe le gouvernement de la terre et le gouvernement des âmes, et c'est justement parce que ce gouvernement des âmes est conféré par un laïque, tout comme celui des biens, que la Papauté attachait tant d'importance à la question des investitures.

(1) Etude sur la question des investitures dans les lettres d'Yves de Chartres.

CHAPITRE III

La Royauté Capétienne et la Réforme

La Querelle des Investitures

Les premiers Capétiens continuèrent les traditions de leurs prédécesseurs, si bien que l'élection, dans la plupart des évêchés de France, disparut. Robert, pourtant très instruit dans les sciences divines et humaines, et qui ne passait pas, dit-on, un seul jour sans prier le Très-Haut, disposa à son gré d'un très grand nombre d'évêchés : ce fut lui qui nomma Thierry à Orléans (1) ; à Chartres, il refusa l'investiture à un candidat régulièrement élu (2) ; en outre, il ne se fit pas scrupule de distribuer les évêchés à sa famille et à ses clercs : un de ses neveux fut fait archevêque de Reims (3), et son favori Gauzlin promu au siège de Bourges (4). « Dans les choix faits par lui, » Robert suit une politique très nette ; il ne veut pas que » l'évêque ait une puissance par lui-même, qu'il brille » par une naissance illustre, ni par une éducation » solide ; il faut qu'il doive tout à lui et qu'il devienne » sa créature docile (5). » Henri I^{er} alla plus loin encore et désintéressa souvent ses créanciers au moyen de la vente des évêchés. A l'exemple de ces derniers, Philippe trafiqua des sièges épiscopaux pour remplir les caisses de

(1) Pflister, *Etudes sur le règne de Robert le Pieux*, p. 186.

(2) *Ibid.*, p. 186.

(3) *Ibid.*, p. 194.

(4) *Ibid.*, p. 190.

(5) *Ibid.*, p. 195.

son trésor, et il eut à ce propos des démêlés nombreux avec le pape Grégoire VII. Lorsque la nomination n'était pas directe, la candidature et la simonie changeaient facilement le résultat du vote.

Les seigneurs, qui s'étaient emparés des droits régaliens, étaient plus avides encore que le Roi, car si, au moins dans la forme, le principe électif était souvent respecté dans les évêchés royaux, il n'en était pas de même dans nombre d'évêchés seigneuriaux ; le seigneur avait pour habitude de placer sur les sièges épiscopaux des membres de sa famille et pour y parvenir il ne choisissait pas les moyens les plus honnêtes, l'intrigue, l'argent, les promesses, se souciant naturellement fort peu de la liberté des élections et de l'intérêt de l'Eglise. Il y avait même des évêchés, comme en Bretagne, qui étaient devenus héréditaires : l'un des comtes de Cornouailles, Benoit, mourait vers 1026 et avait pour successeur comme évêque, son fils Orscand (1).

Sur qui pouvait-on compter pour protester et lutter contre ces abus ? Sur les électeurs ? Mais eux aussi faisaient commerce de leurs voix dont ils tiraient un bon revenu. Le clerc désireux de parvenir à l'épiscopat n'ignorait qu'il aurait facilement raison du vote de tous ces petits seigneurs aussi avides que peu scrupuleux avec un peu d'or et beaucoup de promesses, et si la corruption n'était pas chose nouvelle, on peut dire qu'elle se généralisait de plus en plus. Sur le corps épiscopal ? Mais n'était-il pas nommé tout entier par ces procédés illicites et pouvait-il, de ce fait, s'élever contre eux ? Que lui

(1) *Gallia christiana*, t. XIV, p. 875.

importait le consentement populaire ? Ne valait-il pas mieux, pour un clerc ambitieux, s'adresser au Roi ou au seigneur directement ? Le moyen était plus sûr et moins coûteux, il y avait là double avantage. Qu'importaient les défauts du candidat, son âge, sa capacité, ses mœurs ? Hugues de Vermandois n'avait que six ans quand il fut nommé archevêque de Reims et Guifred de Cerdagne dix ans quand il fut promu au siège de Narbonne (1). Dans ces conditions, les évêques étaient bien mal placés pour se poser en défenseurs de la liberté des élections.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'un mouvement réformateur ait, à ce moment, commencé à se dessiner, mais bien timide encore. Gerbert ne songea pas encore à s'attaquer au droit du Roi, à la condition qu'il en fit bon usage. Il s'éleva seulement contre la simonie et protesta contre elle dans un discours sur l'éducation des évêques, *Sermo de informatione episcoporum*. « Si vous voulez » savoir ce qui fait les évêques, ils répondent à leur aise » et vous disent : « Je viens d'être consacré par mon » archevêque, j'ai donné cent sous d'or pour avoir la » dignité de l'épiscopat. Si je ne l'avais pas fait, je ne » serais pas évêque. J'ai donné l'or, j'ai reçu l'épiscopat. » Le corps a reçu sa dignité, l'âme perd la sienne (2) ». Fulbert de Chartres ne se contenta pas de réclamer la gratuité des ordinations, il fit entendre quelques protestations en faveur de la liberté des élections, et dans toutes les nominations dont il eut à s'occuper, il défendit énergiquement les droits du clergé et du peuple aussi bien

(1) Imbart de la Tour, p. 366.

(2) Migne, t. CXXXIX, p. 174.

contre le Roi que contre les évêques. « L'élection est » l'agrément d'un seul par tous, exprimant librement » leur volonté ; comment peut-on appeler élection le choix » du prince imposant à tous son candidat et ne laissant ni » au clergé, ni au peuple, ni aux évêques le droit de » préférer un autre (1) ? » Mais ce premier mouvement ne prit pas d'extension et ne donna aucun résultat.

Les véritables réformateurs sortiront du clergé régulier ou lui emprunteront ses aspirations, et il est à remarquer que ce seront les moines qui, à l'époque de la royauté carolingienne, avaient défendu avec la dernière énergie les prérogatives de la royauté, qui combattront avec le plus d'acharnement en faveur de la liberté électorale. Ce fut à Cluny que s'élabora le programme des réformes sous la direction d'Abbon. Ce réformateur ne s'en prit d'abord qu'à la simonie, au mariage des prêtres et au trafic des dignités ecclésiastiques, sans jamais s'attaquer aux élections, à l'investiture, au serment. Mais il laissa des successeurs qui se chargèrent de reprendre et de développer le programme ; dès le milieu du ^x^e siècle, l'ordre réclama la liberté entière pour l'Eglise, et comme le relâchement de la discipline ecclésiastique n'était pour lui que la conséquence de la promotion des laïques aux fonctions religieuses en général, ce fut contre cet usage qu'il s'éleva, en cherchant à entraîner la Papauté dans ce mouvement. Toutefois, si dès la fin du ^x^e siècle, il y avait eu déjà des Papes réformateurs, Benoit VII, Grégoire V, Silvestre II, Benoit VIII, ils n'avaient pas une liberté d'allure assez grande pour aborder d'aussi importants problèmes. Ce fut

(1) Bouquet, t. X, p. 453-

Léon IX qui le premier proclama la nécessité d'un changement dans le régime existant et qui, à cet effet, tint en France le synode de Reims (3 octobre 1049), qu'il présida lui-même malgré la volonté du Roi qui, pour l'en empêcher, avait convoqué au service militaire tous les évêques qui devaient se rendre au concile (1). C'était un premier acte d'hostilité et le commencement de la lutte connue dans la deuxième moitié du ^x^e siècle et au ^{xii}^e siècle sous le nom de Querelle des investitures.

..

Qu'est-ce donc que cette querelle des investitures qui forma le fond du débat entre la puissance temporelle et la puissance ecclésiastique ?

L'investiture était l'acte par lequel on mettait une personne en possession d'un fief, d'un bénéfice. Elle n'était pas d'origine ecclésiastique, non plus que féodale ; on la trouve dans toutes les législations primitives où le transfert d'un droit se fait toujours par la remise d'un objet ; plus tard, le seigneur, sous la féodalité, comme symbole de la propriété transmise, donna une motte de terre, un fêtu de paille, une couronne ou un sceptre. Il en fut de même dans l'Eglise. Dès les premiers siècles, le jour du sacre, le métropolitain remettait à l'évêque les insignes sacrés, l'anneau, signe de la dignité pontificale, et la crosse, symbole de l'autorité donnée à l'évêque sur son Eglise. Mais

(1) Voir l'ouvrage de Brocking, sur la politique du pape Léon IX vis-à-vis de la France (Berlin, 1891).

du jour où le Roi et les seigneurs eurent attaché des terres et des pouvoirs temporels aux évêchés et aux abbayes, ils prétendirent eux aussi conférer l'investiture par la crosse et l'anneau; admise d'abord pour la juridiction temporelle, bientôt ils la donnèrent aussi pour la juridiction spirituelle.

A quelle époque cette transformation s'est-elle produite, il est assez difficile de le dire. Un texte de la *Vita Rimberti*, vraisemblablement du ix^e siècle, nous dit que Louis le Germanique conféra à cet évêque le bâton pastoral (1). Plus tard, en 990, Alduin de Limoges, fut promu à cet évêché par la main du duc (2). M. Imbart de la Tour fait remarquer que dans ces textes, il n'est question que du bâton pastoral, mais que les écrivains du xii^e siècle qui attaquèrent l'investiture mentionnent tous l'anneau et la crosse (3). Il nous paraît certain qu'au xi^e siècle, lorsqu'on dit que le seigneur donne à l'évêque l'*episcopatus* on ne fait pas la distinction entre la juridiction temporelle et la juridiction spirituelle; sous le terme évêché, on englobe tout: biens, église, juridiction, comprenant elle-même l'autorité sur la terre et l'autorité sur les âmes. Et on en tire cette conclusion que l'Eglise ne peut conférer l'investiture, que c'est le seigneur qui confère le gouvernement spirituel, que le consécrateur, enfin, par l'imposition des mains et l'onction ne fait que confirmer le choix du seigneur. En échange de cette investiture, le Roi ou le seigneur réclame un serment d'hommage. Nous comprenons avec quel acharnement les Papes et les Conciles se

(1) Imbart de la Tour, p. 345.

(2) *Ibid.*, p. 345.

(3) *Ibid.*, p. 346.

sont élevés contre ces prétentions. Le Concile de Poitiers (1077) interdit aux clercs d'accepter du Roi, d'un comte ou d'un laïque, le don d'un évêché (1). Celui de Clermont défendit aux rois et aux princes de faire une investiture quelconque (2).

Ce fut surtout Grégoire VII qui condamna l'investiture, et sa pensée se manifesta toute entière dans le décret qu'il rendit au cours du synode tenu à Rome, en l'année 1075.

« Si quelqu'un désormais reçoit des mains d'un laïque un
» évêché ou une abbaye, qu'il ne soit pas mis au rang des
» évêques et des abbés et qu'on lui refuse toute obéissance
» due aux abbés et aux évêques. Nous lui interdisons
» en outre la communion du bienheureux Pierre et l'entrée
» de l'Eglise tant qu'il ne renoncera pas à sa dignité....
» De même si quelque empereur, duc, marquis, comte,
» puissance ou personne séculière, ose donner l'investi-
» ture d'un évêché ou d'une autre charge ecclésiastique,
» qu'il soit frappé de la même sentence (3). » Confondant
comme le Roi et les seigneurs eux-mêmes le spirituel et
le temporel, Grégoire VII interdit aux laïques de faire la
concession des évêchés, sans y ajouter cette restriction
qu'ils auraient droit à l'investiture des biens temporels,
ou de certains biens temporels; il leur prohiba donc et

(1) « *Decrevit sancta synodus est nullus episcopus, abbas presbyter, vel quolibet persona de clero accipiat de manu regis vel cujuslibet laicæ donum episcopatus vel abbatie, vel ecclesie, vel aliquarum ecclesiasticarum rerum.* » Canon 1, Labbe et Cossart, t. X, p. 377.

(2) « *Interdictum est ne reges vel alii principes aliquam investituram de ecclesiasticis honoribus facerent.* » Canon 16, Labbe et Cossart, t. X, p. 508.

(3) Héfélé, t. VI, p. 502.

l'investiture et le serment d'hommage qui ne pouvait en être séparé, réduisant ainsi le pouvoir du Roi ou du seigneur à une simple confirmation.

Cette opinion est celle d'Imbart de la Tour, qui voit dans la querelle des investitures une réaction de l'Eglise contre la propriété des évêchés. Pour lui, il y aurait eu confusion de l'Eglise et des biens d'église, le Roi concédant non seulement les biens, mais l'*episcopatus* tout entier ce qui est inadmissible et le Pape interdisant, non seulement de faire l'investiture des pouvoirs spirituels mais aussi celle des biens. Essmein au contraire nie cette confusion : « Ce » sont bien réellement les investitures qui ont été supprimées en même temps que l'hommage et non les droits » du prince dans l'*electio*. Yves de Chartres le dit formellement : *Dominus quoque papa urbanus regis tantum a » corporali investitura excludit quantum intelleximus » non ab electione in quantum caput populi vel concessione.* » Essmein déclare que la confusion dont parle Imbart n'est soutenue que par quelques partisans du Pape qui laissent croire que le Roi et le seigneur voulaient conférer les pouvoirs spirituels par la crosse et l'anneau pour « faire d'une question politique une question religieuse »; il ajoute : « La Papauté mieux avisée ne prétendit » dans ce conflit que dégager la pleine indépendance de » l'Eglise à l'égard du pouvoir temporel. Elle visa » le droit d'investiture qui appartenait aux princes, non » parce qu'il était une atteinte portée sur les choses sacrées, mais parce qu'il était la garantie efficace de tous » les autres droits qui leur appartenaient quant aux » élections épiscopales (1). »

(1) Essmein, *Etudes sur la question des investitures.*

Quelles furent, en France, les péripéties de la lutte et son résultat ?

En France, la querelle eut moins d'acuité qu'en Allemagne, parce que le Pape, loin de s'éloigner de la France, s'alliait au contraire à la monarchie capétienne, et que de son côté, le clergé ménageait le Roi. Yves de Chartres concède au Roi le droit de nomination et Hugues de Fleury lui reconnaît même la nomination. En ce qui concerne l'investiture, Yves de Chartres estime que du moment où le Roi ne prétend pas conférer les pouvoirs spirituels (et pour lui, il ne saurait avoir cette prétention), il importe peu qu'il donne au nouvel élu les biens de son évêché, et que pour cette tradition, il emploie un symbole quelconque, fut-ce même celui de l'Eglise. Quant au serment, malgré sa condamnation par les Papes, Yves le tolère dans certaines circonstances.

En Angleterre, comme en Allemagne, la querelle des investitures aboutit à un Concordat. Henri 1^{er} renonça à donner l'investiture aux prélats, et l'Empereur d'Allemagne abandonna l'investiture des évêques par l'anneau et la crosse, se contentant d'investir l'élu des biens de son évêché par le sceptre. En France, au contraire, aucun acte ne termina le conflit, qui se borna à la publication d'un certain nombre de décrets sous Grégoire VII, Urbain II, Pascal II, et Calixte. On ne trouve, ni dans les chartes, ni dans les lettres pontificales, ni dans les écrivains, une trace quelconque d'un accord intervenu entre la Papauté et la Royauté capétienne. On ne peut pas dire non plus qu'il y eut de la part de la Royauté une renonciation à son droit, mais peu à peu, sans qu'il y eut jamais à ce sujet de déclarations solennelles, les Rois abandonnèrent

l'investiture par la crosse et l'anneau. En 1104, nous savons que Philippe se contenta de confirmer l'élection d'Amiens et de confirmer le sacre (1).

Imbart de la Tour et Essmein sont d'accord sur ce point. Toutefois, le premier prétend que l'investiture finit par avoir lieu après le sacre, source de conflits sans issue. Essmein, au contraire, soutient que le caractère préalable de l'investiture a toujours été maintenu, et cependant, il écrit à la fin de son ouvrage : « Une seule chose étonne » dans ce texte, c'est que l'investiture suive la consécration de l'élu au lieu de la précéder ; mais cela avait peu d'importance, du moment que l'élu avait la confirmation du Roi ; peut-être même était-ce la règle au ^x^e siècle (2). »

Quant à l'hommage, il devint un simple serment de fidélité. Cependant, dit Essmein, on l'exige encore au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècles pour les évêques qui ont dans leur temporel des seigneurs relevant de la couronne ; ce n'est qu'au ^{xvi}^e siècle qu'on l'abandonne même dans ce cas.

Ainsi, la querelle des investitures n'a pas retiré au Roi son droit de confirmation et même de nomination. Le prince a toujours l'évêché dans son pouvoir, et, malgré la Papauté et la théorie canonique, il détient toujours le temporel à la mort de l'évêque, il en prélève les revenus et l'évêque reconnaît toujours tenir de lui son évêché. Au ^{xii}^e siècle, comme sous la Royauté carolingienne, aucun clerc ne peut prétendre à l'épiscopat sans la volonté du Roi, et cette volonté se manifeste de deux façons : où le Roi fait lui-même la nomination, où s'il accorde l'élection,

(1) Bouquet, t. XIV, p. 175.

(2) *Revue d'Histoire des religions* (1895).

il y intervient toujours, confirme l'élu et autorise le sacre. La nomination royale se fait plus rare après Philippe I^{er}, parce que la Royauté et le Saint-Siège se sont rapprochés, sous le règne de Louis VI. Mais dans la conception royale, aucune des prétentions anciennes n'est abandonnée : l'élection doit toujours être considérée comme une faveur accordée par le Roi au clergé. On n'est pas encore parvenu à une solution logique et définitive, à un partage précis des pouvoirs de l'Eglise et de l'Etat.

CHAPITRE IV

Les Élections aux mains des Chapitres

Le Concile de Latran (1215)

Parmi le clergé, les chanoines de la cathédrale, corps indépendant et riche, détenaient dans les élections le vote principal. Les textes des ^x^e et ^xⁱ^e siècles nous les montrent tous à la première place ; il est même probable que dans certains évêchés ils commencent déjà à faire eux-mêmes la désignation : l'élection de Thierry, à Chartres (1) en 1028, nous en fournit la preuve. Cette prépondérance s'explique par leur présence incessante auprès du palais épiscopal ; ce sont eux qui préviennent le seigneur de la mort de l'évêque, eux encore qui demandent la liberté des élections et qui la préparent, eux enfin qui accompagnent l'élu après sa nomination. Il est intéressant de noter dès maintenant cette évolution, puisque nous ne tarderons pas à voir les chapitres se rendre les seuls maîtres des élections. Au ^xⁱ^e siècle toutefois, s'ils étaient le nombre et la force, ils n'avaient pas encore le monopole des élections. Auprès d'eux se trouvent les abbés des monastères et le clergé de la ville. Mais les clercs de la campagne ne semblent pas prendre part à la nomination, et là encore se manifeste l'influence des seigneurs, car si on a pu dire qu'une des causes de leur absence à l'assemblée était le peu de sécurité qu'offraient les routes pour se rendre à la ville, la véritable raison n'en est pas là ; un grand nombre

(1) Bouquet, t. X, p. 508.

de paroisses avaient été accaparées par les grands pour devenir des seigneuries féodales; le prêtre n'était plus alors que le vassal du seigneur, et celui qu'on désignait pour assister à l'élection était le propriétaire de la paroisse. D'un autre côté certaines églises appartenaient à des moines qui nommaient leurs desservants; or ceux-ci ne prennent plus place à l'assemblée. Enfin nous rencontrons toujours des laïques, mais combien réduits en nombre eux aussi; en réalité les nobles forment une aristocratie qui dispose entièrement de l'élection. La présence du peuple n'apparaît plus que pour le sacre. Dans l'élection de Borrel de Rota, en 1017, nous ne trouvons que des chanoines, des abbés et des grands; ce n'est qu'à l'assemblée du sacre que figurent les clercs ruraux. Ici subsiste toujours l'interrogation faite aux assistants et la réponse, *volumus* (1).

Comment l'élection devait-elle arriver à être entièrement dévolue aux chapitres?

Au début du XII^e siècle, l'assemblée comprend toujours plusieurs éléments. Les évêques, qui pendant le X^e siècle, n'assistaient plus que rarement aux élections, commencent à y paraître régulièrement; la Papauté d'ailleurs, contribua beaucoup à ce changement : en 1113, à Tournai, Pascal II exige que l'élection ait lieu en présence des évêques d'Arras et de Térouanne (2). Les électeurs eux-mêmes approuvaient cette mesure qui assurait la régularité des opérations. Un certain nombre de textes mentionnent également la participation des abbés, en général

(1) Baluze, t. II, p. 630. — Migne, t. CXLII, p. 818.

(2) *Communicato comprovincialium episcoporum Morinensis et Atrebatensis consilio*. Migne, t. CLXXVIII, p. 332.

ceux du diocèse vacant, puis des archidiaques, des clercs ruraux, doyens ou archiprêtres. Enfin, nous rencontrons encore les seigneurs. Par conséquent, dans les premières années du ^{xii}e siècle, l'assemblée est plus complète qu'au siècle précédent, et aussi plus régulière.

Quant à l'élection, elle se fait toujours dans la ville épiscopale et à l'église, dans un délai variant de huit jours à trois mois. Il n'y a pas de scrutin; différents candidats sont proposés et celui qui réunit la majorité des voix est proclamé (1). Le vote se fait par groupes : les chanoines, puis les évêques et les autres assistants. Après la nomination, on conduit solennellement l'élu au trône épiscopal. Comme autrefois la simonie se pratique toujours et les suffrages s'achètent à prix d'or; aussi les chapitres furent-ils, à plusieurs reprises, appelés à prendre certaines mesures en vue d'éviter les brigues.

Dans la seconde moitié du ^{xii}e siècle, les chapitres ont réussi à accaparer à eux seuls l'élection : en 1141, Arnulf est fait évêque de Lisieux par le chapitre et le clergé (2), mais Gautier de Coutances, son successeur, est élu par les chanoines seuls. Une bulle de Lucius III (1183-1185), relative à Rouen (1184), nous montre que le chapitre a obtenu le droit exclusif d'élire (3), et nous savons que saint Bernard réclama énergiquement contre cette transformation et demanda que l'élection se fit en commun (4).

(1) Migne, t. CLLII, p. 323 : « *Habita inter nos collatione mutua ac diuturna super facienda electione, et de multis personis, quarum ibi mentio facta est, duobus tantum nominatis, a quibus nullus nostrum penitus dissentiret.* »

(2) *Ibid.*, t. CLLIX, p. 300.

(3) *Ibid.*, t. CCI, p. 1300.

(4) « *In commune tractandum, commune negotium.* » Migne, t. CLXXXII, p. 87.

Mais ce fut en vain : le Pape prit l'habitude de conférer aux chanoines la liberté électorale et le Concile de Latran, réuni en 1139, ne parle que du conseil des personnes religieuses (1).

L'exclusion des laïques se fit sans grandes difficultés, parce que la Papauté aida beaucoup au mouvement : Pascal II (1099-1118) écrit aux évêques de la province de Tournai, aux chanoines, aux abbés et aux curés pour ordonner une élection, mais il ne parle pas des laïques. L'élément laïque fut définitivement écarté par le concile d'Avignon (1209) (2), et par une constitution de Grégoire IX qui interdit aux chanoines de se l'adjoindre dans les élections (3). Mais l'élément religieux devait résister davantage et des luttes très vives s'engagèrent entre le clergé et les chanoines. En 1087, à Limoges, les chanoines nomment un clerc, Humbaud, et, de leur côté, les abbés et le vicomte désignent leur candidat (4). Le Pape, du reste, s'opposait aux prétentions des chapitres. C'est ainsi qu'à Langres, en 1138, les abbés, sur le refus des chanoines de participer à l'élection, en appelèrent au Pape qui interdit à ces derniers de procéder à l'élection sans leur assentiment et leur conseil (5). La même année à la mort d'Eustorgius,

(1) « *Eorum consilio honesta et idonea persona in episcopum eligatur.* » Canon 23, Labbe et Cossart, t. X, p. 1003. — Héféle, t. VII, p. 233.

(2) « *Inhibemus ne electioni episcopi vel alterius rectoris ecclesie faciendæ, per se, vel per quamcumque aliam personam se immisceant, vel violentiam faciant, vel impedimentum adhibeant, quominus electio canonice ac libere celebretur.* » Canon 8, Labbe et Cossart, t. XI, p. 45. — Héféle, t. VIII, p. 79.

(3) Labbe et Cossart, t. XI, p. 378 et 385 (*de electione*, p. 51 et 56).

(4) Bouquet, t. XII, p. 426 et 427.

(5) Migne, t. 182, p. 322.

deux candidats se trouvent en présence, un moine et un clerc : l'abbé Amlard s'empare de la cathédrale, et son concurrent se rend à Rome, où il se fait consacrer (1). En 1139, Innocent II rendit le décret suivant : « Nous » défendons, sous peine d'anathème, que les chanoines » excluent les hommes religieux, mais nous voulons que » par leur conseil ils élisent une personne honnête et capable. Si l'élection a lieu à l'exclusion de ces personnes si » elle fait sans leur assentiment et leur approbation, qu'elle » soit frappée de nullité (2). »

Ce décret semblait devoir fixer d'une façon définitive les droits respectifs des abbés et des chapitres, mais les chanoines empiétaient toujours. Aussi les moines, comme d'habitude les laïques, cherchèrent-ils un moyen de participer aux élections, et pour y parvenir ils entrèrent dans les chapitres. Déjà au ^x^e siècle un certain nombre d'abbés y avait trouvé place ; au siècle suivant, dans presque tous les diocèses, les moines acquirent des prébendes ; les archidiaques et les archiprêtres firent de même, et dans certaines églises les laïques, eux-aussi, devinrent prébendiers. C'en était donc fini de l'ancien système électoral ; les moines et les laïques ne parurent plus dans les élections, sans cependant qu'aucun décret pontifical ou aucune constitution conciliaire ait ordonné cette transformation. Il est vrai que le quatrième Concile de Latran (1215) (3) suppose bien, dans les différentes mesures qu'il édicte, que les électeurs doivent appartenir à un chapitre. Ce concile admet, pour les élections, trois manières de procéder : le scrutin, par

(1) Bouquet, t. XII, p. 435.

(2) Labbe et Cossart, t. X, p. 1009.

(3) Labbe et Cossart, t. XI, p. 117.

lequel l'assemblée choisit trois membres dans son sein pour recueillir secrètement les suffrages et les faire immédiatement connaître; l'élu est celui qui obtient le suffrage de la plus grande et de la plus saine partie; le compromis, lorsque le corps électoral désigne quelques-uns seulement pour élire à la place de tous, *vice omnium*; enfin, l'inspiration, quand tous les électeurs, sans négociation préalable, indiquent la même personne (2). L'élection publiée, on dressait un procès-verbal; l'élu était tenu de donner son consentement dans le mois et d'obtenir la confirmation de son supérieur dans les trois mois. Le métropolitain se faisait juge des oppositions, et si l'élection était cassée par la faute des électeurs, le métropolitain nommait lui-même; si, au contraire, la nullité provenait d'une autre cause, comme l'opposition du roi, on faisait une nouvelle élection. Les décisions des métropolitains pouvaient être attaquées par appel au Saint-Siège si l'élection n'avait pas eu lieu dans les six mois de la vacance du siège. Toute autre forme d'élection était déclarée nulle. En outre, personne ne pouvait voter par procuration, sauf le cas d'empêchement légitime, et la publication de l'élection devait être solennelle. Enfin, la puissance séculière ne devait intervenir en aucun cas, sous peine de rendre l'élection nulle et l'élu incapable d'être jamais évêque; quant aux électeurs ils étaient privés, cette fois-là, du pouvoir d'élire (1). Enfin, celui à qui il appartenait de confirmer l'élection devait, auparavant, en examiner attentivement la forme, ainsi que les qualités de l'élu, ses

(1) Labbe et Cossart, canon 24, t. XI, p. 176.

(2) *Ibid.*, canon 25, t. XI, p. 177.

mœurs, sa science, son âge; s'il confirmait l'élection d'un sujet ne possédant pas les qualités requises, ou dont la nomination était irrégulière, il perdait le droit de confirmer le premier successeur, et l'élu était privé de la jouissance de son bénéfice (1).

Malgré ces précautions, les troubles et les conflits continuèrent, et remplirent les années qui suivirent la réunion du Concile de Latran; les chanoines avaient moins d'autorité et aussi moins de justice que les évêques, parce que, malgré tout, ils restaient attachés à ceux qui leur avaient procuré leur prébende, et de plus en plus fréquents devinrent les appels à Rome.

(1) Labbe et Cossart., canon 26, t. XI, p. 177.

LIVRE III

LES PRAGMATIQUES SANCTIONS DE SAINT LOUIS & DE CHARLES VII

Nous avons vu comment, de façon presque insensible, les élections épiscopales s'étaient restreintes et tendaient même à disparaître entre les compétitions du pouvoir du Roi et de la puissance du Saint-Siège. Elles allaient subir encore de rudes assauts, grâce à l'influence chaque jour grandissante de la Papauté, jusqu'à ce que se produisit, contre les abus évidents de la Cour de Rome, une réaction du pouvoir civil, qui, si elle n'est pas prouvée par la pragmatique sanction de saint Louis, dont la non-authenticité ne fait plus de doute aujourd'hui, se manifesta d'une manière précise dans la pragmatique de Bourges.

Voyons comment s'est développée la puissance du Saint-Siège; nous étudierons ensuite ces deux pragmatiques.

*
* *

Jusqu'au ix^e siècle, l'intervention de la Papauté dans les élections épiscopales avaient été à peu près nulle : elle se

contentait d'envoyer le pallium aux métropolitains pour confirmer leur élection, mais point n'était besoin de son autorisation pour sacrer un évêque ; la profession de foi ne se faisait même qu'après le sacre, et nous ne trouvons pas trace de l'obligation d'un serment de fidélité.

Sous les successeurs de Charlemagne, le Pape continue à surveiller, par delà les Alpes, les opérations électorales et à maintenir, par ses instructions, les droits de la communauté, comme il le faisait depuis longtemps : Nicolas I^{er} (858-867) déclare qu'on ne doit pas repousser celui qui a été régulièrement élu par le clergé et les grands (1). Même lorsque l'élection est irrégulière, le Souverain Pontife ne procède pas lui-même à la nomination. Toutefois, il y a tout lieu de croire que la royauté, dans bien des cas, demandait l'avis du Saint-Siège, et que, de son côté, la Cour de Rome recommandait souvent ses candidats : en 817, Pascal I^{er} (817-724) est consulté sur une élection à Vienne (2), et un peu plus tard, Formose (891-896) écrit à Foulques, de Reims, pour lui recommander Gromlaïc (3).

Mais la Papauté devait bientôt chercher à étendre davantage son autorité ; elle y réussit d'abord dans deux cas : les translations et les dépositions. Autrefois, les translations étaient prononcées par le Concile provincial, d'après l'avis du clergé et du peuple ; plus tard, sous les Mérovingiens et les premiers Carolingiens, la sentence était rendue par le Roi, du consentement des évêques.

(1) Migne, t. CXIX, p. 920 (Lettre à Arduic de Besançon).

(2) *Ibid.*, t. CXXIX, p. 980.

(3) *Ibid.*, t. CXXXV, p. 269.

Dès l'année 871, au contraire, nous rencontrons un exemple d'intervention pontificale dans la translation d'Actard, de Nantes (1). De là une nouvelle théorie que toute translation doit être faite, ou tout au moins autorisée par le Pape. Il en fut de même pour les dépositions : Nicolas I^{er} fit établir une règle ordonnant qu'il serait nécessaire, à la suite d'une déposition, de demander au Saint-Siège une permission spéciale pour procéder à une nouvelle élection, et il cassa l'élection d'Engelmod à Soissons parce qu'on n'avait pas obéi à cette loi (2). Cependant, il faut reconnaître que ces pontifes recherchaient surtout l'intérêt de l'Eglise, car jamais ils n'eurent la pensée de se substituer à l'assemblée électorale. Mais déjà Jean VIII (872-882) fait de ses fréquentes interventions une question politique, et quand la vacance d'un siège cause des troubles, il se prononce au mieux de ses intérêts : c'est ainsi qu'il prend parti en faveur d'un candidat hostile à Charles-le-Gros (3), et qu'il se rapproche de ce dernier dès que celui-ci est couronné (881). Ses successeurs Etienne VI (885-894), Formose, Etienne VII (896-897), Jean IX (898-900) n'agirent encore que sous l'empire de semblables considérations.

Cette conduite devait avoir deux conséquences immédiates : elle provoqua l'abandon des anciennes règles ecclésiastiques et devint la source de nombreux conflits entre le Pape et les métropolitains. Pour avoir raison de ces derniers, le Saint-Siège songea tout d'abord à con-

(1) Migne, t. CXXVI, p. 635 et 636.

(2) *Ibid.*, t. CXIX, p. 871.

(3) *Ibid.*, t. CXXVI, p. 788.

sacrer personnellement les évêques : Jean VIII sacra lui-même Optand, de Genève (1).

Au milieu du ix^e siècle, la Papauté a déjà obtenu de nombreux avantages : elle confirme les translations, examine et confirme les élections faites à la suite d'une déposition, sacre les évêques quand le métropolitain refuse de le faire et intervient dans les différends électoraux. Si nous nous demandons en vertu de quels principes agissait le Saint-Siège, nous reconnaitrons que le Pape est le chef suprême de l'Eglise, et que sa primauté a été établie dès les premiers siècles ; or, il estime que cette primauté lui donne le droit de veiller à l'observation des règles canoniques et d'user notamment de son pouvoir en matière de procédure électorale ; Nicolas I^{er} pense que les droits du clergé et du peuple ne sauraient passer avant ceux du Pape. « Nous sommes constitués par la grâce de Dieu, » écrit-il, comme les princes de la terre..... Il faut que » votre fraternité veille à ne point perdre la communion » de celui de qui l'épiscopat et l'apostolat ont pris leur origine (2) ». La Papauté prétend même avoir le droit de confirmation et de sacre dans l'Eglise toute entière. « En » vertu de la prérogative du Siège apostolique, dit » Etienne VI, nous pouvons ordonner un clerc dans » quelque église que ce soit (3) ; » et ils cherchent à faire l'application de leurs principes.

Non seulement le Pape s'attaque au collège électoral, mais il interdit aux métropolitains d'entrer en fonctions

(1) Migne, t. CXXVI, p. 947 et suivantes.

(2) *Ibid.*, t. CXIX, p. 882.

(3) *Ibid.*, p. 1007.

avant d'avoir reçu le pallium. Depuis longtemps, la Cour de Rome s'efforçait de considérer l'envoi du pallium comme la véritable investiture. Boniface (608-615) avait bien obtenu que l'archevêque fut obligé d'attendre cet insigne, mais la plupart des prélats ne le considéraient que comme un honneur, une dignité; Nicolas I^{er} ne leur reconnaît aucune autorité avant sa réception (1), et Jean VIII fait décider par le Concile de Ravenne (877) que tous les métropolitains seront tenus de se rendre à Rome pour faire la déclaration de leur foi et recevoir le pallium, et qu'ils ne pourront exercer aucune juridiction avant de s'être acquittés de ce devoir (2). Le Pape exigea en outre qu'ils portent cet insigne au sacre des évêques. En fait, on en vint à considérer la remise du pallium comme la seule investiture véritable.

Donc, peu à peu, sans secousses, la théorie pontificale s'est transformée; le Saint-Siège revendique le droit de nommer, de confirmer et de sacrer les évêques. Il faut dire que jusqu'ici, il ne l'a pas acquis d'une façon complète, mais l'idée a pénétré dans les esprits, nous la verrons au XII^e siècle entrer dans la pratique.

A la fin du IX^e siècle s'ouvrit pour la Papauté une ère de perversion et de décadence; les pontificats de Marin (882-884), d'Adrien III (884-885), d'Etienne VI (885-889), de

(1) « *Pallii usu ordinat ipse sibi deinceps episcopos.* » Migne, t. CXIX, p. 1007 (lettre aux Bulgares).

(2) « *Quisquis metropolitanus intra tres menses consecrationis suæ ad fidem suam exponendam palliumque suscipiendum ab apostolica sede nulla inevitabili necessitate imminente non miserit, commissa sibi careat dignitate.* » Canon 1^{er}, Labbe et Cossart. t. IX, p. 300.

Formose (891-896), furent des plus tourmentés; Boniface VI (896) ne régna que quinze jours, et un ennemi personnel de Formose, Etienne VII, monta sur le trône; après lui (897), on compta sept papes en douze ans. Malgré tous ses désordres, nul ne songea à méconnaître l'autorité du Saint-Siège. Comme par le passé, le Pape continua à confirmer l'archevêque après le sacre et à lui envoyer le pallium; en 999, Arnulf fait le voyage pour recevoir cet insigne de Silvestre II (1) et Benoit VI, dans une lettre à l'archevêque de Salsbourg, déclare que les métropolitains ne sont que les délégués du Saint-Siège (2). Puis, on commença à lui soumettre les contestations électorales, comme à Vich (3); le Pape chercha ensuite à se faire reconnaître comme tribunal d'appel et à se rendre juge de la régularité des élections. En 998, Grégoire V annule l'élection d'Etienne, évêque du Puy, qui s'était emparé de sa charge malgré les protestations du clergé et du peuple et du vivant même de Gui, son oncle et prédécesseur (4). En l'an 1010, Sergius IV interdit de sacrer Thierry à Orléans parce qu'il avait été élu par la force (5). Parfois, après une déposition ou par suite d'élection irrégulière, le pape réunissait lui-même le collège électoral; quelquefois il se contentait d'examiner l'élu avant le sacre. En matière de dépositions et de translations, la théorie n'a pas changé : la

(1) Migne, t. CXXXIX, p. 273.

(2) « *Sancti Petri apostoli successores per loca... constituerunt archiepiscopos qui eorum vicem tenerent in ecclesiis.* » Migne t. CXXXV, p. 1081.

(3) Migne, t. CXXXVII, p. 929.

(4) *Ibid.*, t. CXXXIX, p. 274.

(5) *Fulbert de Chartres*, lettres. Bouquet, t. X, p. 453.

Cour de Rome les confirme et surveille l'élection du successeur.

Cependant le Saint-Siège étendait de plus en plus son droit de consécration directe. Benoît VII, dans un Concile tenu à Rome en 981, prétendit, en cas de contestation, de simonie ou d'irrégularité, empêcher le métropolitain de procéder au sacre (1), et en 886, Grégoire V donna lui-même la consécration à un clerc ; dans les dernières années du ix^e siècle, le fait se reproduisit toutes les fois qu'une élection était entachée d'irrégularité ou que le métropolitain paraissait suspect. Enfin la Papauté fit un autre progrès : elle s'assura une protection immédiate sur certains évêchés, grâce à l'habitude qu'avaient prise quelques prélats de demander à Rome des bulles leur assurant la propriété des biens de leur église : en 981, l'évêque d'Autun fait cette demande (2) ; en 998 c'est celui de Noyon (3) ; en 1000, celui de Toulouse (4).

Pendant la féodalité, quand les seigneurs commencèrent à accaparer les sièges épiscopaux, le Saint-Siège ne protesta d'aucune façon contre leurs empièlements et regarda avec une indifférence voulue la formation de l'investiture féodale : le Pape n'avait aucun intérêt à soutenir la société carolingienne et préférerait de beaucoup avoir des

(1) « *Nam si quilibet presbyterorum aut diaconorum gratis donum spiritus sancti ab archiepiscopo sive a metropolitano suo accipere non potuerit, studeat venire ad..... Romanam ecclesiam..... et in eadem episcopalem benedictionem accipiat.* » Migne, t. CXXXVII, p. 386.

(2) Migne, t. CXXXV, p. 987.

(3) *Ibid.*, t. CXXXVII, p. 828.

(4) *Ibid.*, t. CXXXIX, p. 278.

rapports avec les petits seigneurs, parce qu'elle traitait plus facilement avec eux.

Si la Papauté avait déjà beaucoup obtenu, elle pensait qu'elle pourrait peut-être arriver à jouer dans les élections épiscopales un rôle prépondérant. Elle commença par réglementer les délais en matière de consécration épiscopale, et voulut que pour obtenir un évêché, on passât par les ordres inférieurs (1); en outre, elle fixa à trente ans l'âge requis pour entrer en fonctions (2), et prohiba la promotion des enfants nés hors mariage (3). Toutes ces règles nouvelles fournissaient au Saint-Siège autant d'occasions d'intervenir dans les élections. De plus, si l'élu se trouvait toujours soumis à l'examen du président du collège électoral, les causes de nullité étaient maintenant déferées à la Cour de Rome. Une autre atteinte devait être portée au pouvoir métropolitain : au IX^e siècle lui seul préparait l'élection et nommait le visiteur ; deux siècles après, ce droit lui est

(1) Le premier canon du Concile de Bénévent (1091) est ainsi conçu : « *Nullus deinceps in episcopatu eligatur nisi qui in sacris ordinibus religiose vivens inventus est.* » Labbe et Cossart, t. X, p. 484. — Le Concile de Clermont, en 1095, renouvela cette disposition. Labbe, t. X, p. 506.

(2) Le Concile de Toulouse s'exprime ainsi dans son deuxième canon : « *Item placuit confirmare, sicut scriptum est, ut episcopus, vel abbas presbyter, ante triginta annos... non ordinetur.* » Labbe et Cossart, t. IX, p. 1084. — Les conciles de Reims de 1131 et de 1148 interdirent à nouveau de conférer des honneurs à des jeunes gens. Labbe, t. X, p. 984 et 1111.

(3) Voici ce que dit le concile tenu à Poitiers en 1078 : « *Ut filii presbyterorum et cæteri ex fornicatione nati ad sacros gradus non provehantur nisi aut monachi fiant, aut in congregatione canonica regulariter viventes.* » Canon 8, Labbe et Cossart, t. X, p. 368. Le concile de Clermont étendra cette règle à toute naissance illégitime (canon 3, t. X, p. 507).

toujours reconnu, mais en fait la Papauté cherche à établir en sa faveur une nouvelle procédure. Puis, l'action du Pape se fit sentir dans la convocation du collège électoral; nous savons que la vacance d'un siège ne pouvait se prolonger au-delà de trois mois à compter du décès du titulaire; le Concile de Latran, en 1215, rappellera encore cette règle (1). Mais souvent les brigues, l'opposition du Roi, qui avait tout intérêt à percevoir la régale le plus longtemps possible, ou la mauvaise volonté des chapitres, empêchaient la stricte observation de cette loi (2). Le Pape intervint pour y remédier. En outre, lorsqu'il créait un évêché il prescrivait à la nouvelle église de procéder à l'élection de son pasteur (3). Mais ce fut surtout dans le jugement des élections que son influence, à cette époque, se développa. Souvent, dans une ville, au moment de la nomination des évêques, plusieurs partis se formaient qui proposaient leurs candidats et qui, lorsqu'ils ne pouvaient parvenir à s'entendre, trouvaient tout naturel de rendre le Saint-Siège arbitre du différend (4). Or, au xii^e siècle, ces conflits sont pour ainsi dire journaliers. C'est donc une importante prérogative attribuée à la Cour de Rome. Ce fut aussi au cours de ce même siècle que les évêques prirent l'habitude constante de faire confirmer leur élection par le Pape et quelques-uns d'y recevoir la consé-

(1) « *Statuimus ut ultra tres menses cathedralis vel regularis ecclesiæ prælato non vacet.* » Canon 23, Labbe et Cossart, t. XI, p. 176.

(2) A Reims, en 1139, le siège vauqua plus deux ans.

(3) En 1092, Urbain II écrit au clergé et au peuple d'Arras d'élire leur pasteur. Migne, t. CLII, p. 285.

(4) Portius, évêque du Puy, s'adresse à Rome en 1112, à la suite d'une contestation avec ses vicaires. Migne, t. CLXXX, p. 292.

eration épiscopale : en 1096, Manassès, archevêque de Reims, écrit à Urbain II pour le prier de ratifier son élection (1). A partir de Grégoire VII (1227-1241) la consécration épiscopale ne pourra même se faire qu'après la confirmation. Puis la remise du pallium dut désormais se faire à Rome même et les intéressés furent tenus de le recevoir des mains du Souverain Pontife; désormais la règle sera scrupuleusement observée, car le Saint-Siège trouvera là un moyen certain de s'assurer de l'obéissance des métropolitains. Il arrivera même souvent que le Pape profitera de cette visite pour confirmer aux archevêques certains privilèges sur leurs églises. Ajoutons que l'usage commençait à s'établir d'obliger les métropolitains à promettre au Pape l'obéissance canonique; cette coutume se généralisa sous Grégoire VII; plus tard sous Grégoire IX (1227-1241) elle sera exigée de tous les métropolitains, et sous Martin V (1417-1431), de tous les évêques.

Enfin, la Papauté se fit plus exigeante encore : peu à peu elle voulut pourvoir elle-même à un certain nombre de charges ecclésiastiques, et si Adrien IV (1154-1159) se borna à envoyer des instructions pour recommander ses candidats, ses successeurs, eux, dictèrent des ordres formels. Cette innovation causa de nombreux mécontentements, et Innocent IV (1242-1252) promit de ne plus faire de nomination par provision. Il déclara dans sa bulle *Execrabilis quorundam* qu'aucun chapitre n'aurait à supporter plus de quatre *mandata de providendo* à la disposition du Pape (2), et il annula les nominations

(1) Migne, t. CLXII, p. 59.

(2) L'abbé Hemmer, *Histoire de l'Eglise*, t. I, p. 514 (traduction de l'allemand du docteur Funk).

directes à des évêchés ou abbayes qu'il avait faites d'après des sollicitations. Malgré ces remords, il n'en continua pas moins à procéder comme par le passé, et concéda des bénéfices de sièges non vacants (*cum vacare contigerit*). Alexandre IV (1254-1261) révoqua ces concessions.

Bientôt, la Cour de Rome voulut ériger en règle canonique la coutume qui s'implantait des nominations en cas de vacance *in curia* : en 1265, Clément IV (1265-1268) se réserva la nomination de tous les bénéfices (1) *apud sedem apostolicam vacantia*, mais devant des protestations presque unanimes, il déclara que la règle ne concernait pas les évêchés. Toutefois, en 1267, il nomma un évêque à un siège de Pologne vacant *in curia*.

Après lui, Boniface VIII (1293-1303) édicta cette règle qu'aucun évêque ou abbé pourvu en Cour de Rome ne pourrait remplir ses fonctions avant d'avoir reçu sa confirmation par une bulle pontificale (2). En outre il se réserva de nommer à tous les sièges dont les titulaires mourraient non loin de la Cour de Rome, c'est-à-dire dans le rayon de deux journées de route (3). Bientôt les nominations directes se firent de plus en plus fréquentes et le droit, jadis réservé au métropolitain, de choisir lui-même à une église vacante son titulaire au cas d'élection irrégulière passa aux mains du Pape. Puis, au moyen de réserves (4), le Saint-Siège s'attribua le droit de disposer

(1) L'abbé Hemmer, *Histoire de l'Eglise*, t. I, p. 514 (traduction de l'allemand du docteur Funk).

(2) Thomassin, partie II, livre II, ch. 42.

(3) Décrétale *Præsenti* (Hemmer, t. II, p. 61).

(4) La réserve était le droit donné à un ecclésiastique d'être pourvu d'avance d'un bénéfice quand il serait vacant. Elle était spéciale,

des bénéfices supérieurs, évêchés et abbayes, en même temps qu'il interdisait aux couvents de procéder aux élections. Les successeurs de Boniface, Clément V (1305-1314), Jean XXII (1316-1334), Benoît XII (1333-1342), étendirent encore les réserves; Jean XXII défendit bien de posséder plus d'un bénéfice ayant charge d'âmes (1), mais il stipula trop d'exceptions en faveur des cardinaux et des fils de princes, et il accrut considérablement les réserves, en prétendant disposer de tous les bénéfices qui deviendraient vacants à la suite de son décret (2); Benoît XII se réserva la nomination des bénéfices dont disposerait le Saint-Siège par suite de dépositions, promotions à d'autres emplois, rejets d'élections ou par le décès de cardinaux ou de membres de la Curie romaine (3), et Urbain V (1362-1370), dans les règles de la chancellerie apostolique, posa le principe de la réserve générale de tous les bénéfices sans exception.

Ce fut sous le pontificat de Jean XXII qu'apparurent les annates, tout au moins sous leur forme définitive de droit dû à la Cour de Rome par le nouveau titulaire d'un bénéfice et représentant pour les évêchés les revenus d'une année. Leur origine était du reste assez lointaine, car depuis longtemps Rome prélevait certains droits quand elle conférait les bénéfices supérieurs; mais quand, grâce

visant un bénéfice déterminé, ou générale, comprenant plusieurs bénéfices. On l'appelait aussi expectative.

(1) Hemmer, t. II, c. 61. — A ce moment, en effet, s'introduisait le cumul des bénéfices ou usage des commendes, qui consistait à recevoir un bénéfice à titre provisoire quand on en possédait déjà un en titre.

(2) Décrétale *Execrabilis* (Hemmer, t. II, p. 61).

(3) Décrétale *Ad regimen* (*Ibid.*).

aux réserves, elle les distribua tous, le droit fut non seulement maintenu, mais augmenté, en sorte que tous les évêchés et abbayes furent obligés de payer ces annates (1). Elle fut d'autant plus portée à développer ce système qu'elle avait besoin d'argent pour alimenter la Curie romaine dont le luxe allait croissant, en même temps que les revenus des Etats de l'Eglise diminuaient considérablement. Jean XXII s'attribua les annates sur l'Eglise entière et Grégoire XI (1370-1378) et Urbain VI se les octroyèrent complètement.

Les Papes suivants ne rendirent pas de nouveaux décrets, mais ils augmentaient de jour en jour les subventions pécuniaires et entretenaient les membres de la Curie par les collations des charges ecclésiastiques. Il y avait certainement là des abus criants qui causaient dans l'Eglise une véritable confusion et qui demandaient une répression; ce serait à la fois pour rétablir la liberté des élections et pour remédier aux abus de la Cour de Rome que saint Louis aurait conçu son projet de pragmatique.

..

L'existence de la pragmatique sanction (2) de Saint-Louis a été longuement discutée, surtout depuis le xvii^e siècle. Elle porterait la date du mois de mars 1268,

(1) Essmein, *Histoire du Droit français*, p. 638 et 639.

(2) On donne le nom de pragmatique à toute constitution, faite de l'avis des grands et consacrée par l'autorité du prince (du mot *πραγμα* sentence, édit). Les empereurs romains publiaient des rescrits pragmatiques.

1269 dans le style actuel, parce que le jour de Pâques, qui marquait à cette époque le commencement d'une année, ne fut que le 8 avril. Avant d'en examiner l'authenticité, donnons en d'abord le texte supposé (1).

Ludivocus, Dei gratia, Francorum Rex. Ad perpetuam rei memoriam. Pro salubri et tranquillo statu Ecclesiæ regni nostri, nec non pro divini cultus augmento, et Christi fidelium animarum salute, utque gratiam et auxilium omnipotentis Dei (cujus solius ditioni atque protectioni (2) regnum nostrum semper subjectum extitit et nunc esse volumus), consequi valeamus; quæ sequuntur, hoc Edicto consultissimo in perpetuum voluturo, statuimus et ordinamus:

Louis, par la grâce de Dieu roi de France. En mémoire perpétuelle de la chose. Voulant pourvoir au bon état et à la tranquillité de l'Eglise de notre royaume, à l'accroissement de la religion et au salut des âmes chrétiennes, comme aussi pour obtenir la grâce et le secours de Dieu tout puissant (sous l'autorité et protection duquel notre royaume a toujours été placé et nous voulons qu'il le soit encore) par cet édit mûrement délibéré et valable pour toujours, nous statuons et ordonnons:

Articulus 1

ARTICLE 1

Primo, ut Ecclesiarum regni nostri Prælati, Pa-

D'abord, que les prélats des églises de notre

(1) Nous donnons ce texte d'après l'édition de la Laurière, dans les ordonnances du Louvre, t. I, p. 97.

(2) *Alias solius ditioni ac protectioni.*

troni et Beneficiorum collatores ordinarii jus suum plenarium (1) habeant, et unicuique jurisdictione debite servetur (2).

Articulus 2

Item, Ecclesiæ Cathedralis, et aliarum regni nostri, liberæ Electiones (3) et earum effectum integraliter habeant.

Articulus 3

Item, simoniæ crimen pestiferum ecclesiam labefaciens, a regno nostro penitus eliminandum volumus et jubemus.

Articulus 4

Item promotiones, collationes, provisiones et dispositiones Prælaturarum, dignitatum et aliorum quorumque beneficiorum

royaume, les patrons et les collateurs ordinaires de bénéfices jouissent pleinement de leur droit et qu'à chacun soit conservée sa juridiction.

ARTICLE 2

De même que les églises cathédrales et autres de notre royaume aient la liberté des élections et en jouissent intégralement.

ARTICLE 3

De même, nous voulons et ordonnons que la simonie, cette peste criminelle qui souille l'Eglise, soit entièrement bannie de notre royaume.

ARTICLE 4

Nous voulons également et ordonnons que les promotions, collations et dispositions des prélatures, dignités et autres bénéfices

(1) Alias plenarie.

(2) Alias unicuique sua jurisdictione servetur.

(3) Un manuscrit du collège de Navarre ajoute après Electiones Promotiones, Collationes.

et officiorum ecclesiasticorum (1) regni nostri secundum dispositionem, ordinationem, determinationem juris communis, sacrorum Conciliorum Ecclesiae Dei, atque institutionem antiquorum sanctorum Patrum, fieri volumus pariter et ordinamus.

Articulus 5

Item, exactiones et onera gravissima pecuniarum, per Curiam Romanam Ecclesiae regni nostri impositas vel imposita, quibus regnum nostrum miserabiliter depauperatum exilit, sive etiam imponendas, vel imponenda, levare aut colligi nullatenus volumus, nisi dumtaxat pro rationabili, pia et urgentissima causa, vel inevitabili necessitate, et de spontaneo et expresso consensu nostro et Ecclesiae regni nostri.

quelconques ou offices ecclésiastiques de notre royaume se fassent selon la disposition, ordination et détermination du droit commun, des saints Conciles de l'Eglise de Dieu et des anciens décrets des saints Pères.

ARTICLE 5

De même, nous ne voulons aucunement qu'on lève ou qu'on recueille les exactions pécuniaires ou charges très lourdes que la Cour de Rome avait imposées ou pourrait imposer à l'Eglise de notre royaume et par lesquels celui-ci est misérablement appauvri, si ce n'est pour une cause raisonnable, pieuse et très urgente, ou pour une véritable nécessité et du consentement libre et exprès de nous et de l'Eglise de notre royaume.

(1) *Alias quaruncumque Beneficiorum ecclesiasticorum et officiorum regni nostri.*

Articulus 6

Item libertates, franchisias, immunitates, prerogativas, jura et privilegia per inclite recordationis Francorum Reges predecessores nostros, et successive per nos Ecclesiis, monasteriis atque locis piis, religiosis nec non personis ecclesiasticis regni nostri concessas et concessa, innovamus, laudamus, approbamus, et confirmamus per presentes.

Harum tenore universis justiciariis officariis et subditis nostris, ac loca tenentibus presentibus et futuris, et eorum cuilibet prout ad eum pertinuerit, districte præcipiendum mandamus, quatenus omnia et singula prædicta diligenter et attente servent, teneant et custodiant, atque servari et teneri et custodiri inviolabiliter faciant, nec aliquid in contrarium, quovis modo, faciant vel

ARTICLE 6

De même nous renouvelons, louons, approuvons et confirmons par les présentes les libertés, franchises, immunités, prérogatives, droits et privilèges successivement accordés par les rois nos prédécesseurs d'illustre mémoire et par nous aux églises, monastères et autres lieux de piété, aussi bien qu'aux personnes ecclésiastiques de notre royaume.

Par la teneur desquelles mandons et ordonnons expressément à tous nos justiciers, officiers et sujets ou lieutenants présents ou futurs, et à chacun d'eux selon qu'il lui appartiendra, d'observer, maintenir et garder diligemment et attentivement et de faire observer, maintenir et garder inviolablement toutes les choses ci-dessus prescrites et chacune d'elles, de ne rien faire ou attenter à l'encontre, pu-

attendent, seu fieri vel attemptari permittant transgressores, aut contra facientes, juxta casus exigentiam tali pœna plec-tendo quod cœteris deinceps cedat in exemplum.

In quorum omnium et singulorum testimonium præsentis litteras sigilli nostri oppensione muniri fecimus.

Datum Parisius anno domini 1268 mense Martio.

nissant selon l'exigence des cas, ceux qui les transgresseraient ou y contreviendraient de telle peine que cela serve d'exemple aux autres.

En témoignage de toutes ces prescriptions et de chacune d'elles, nous avons muni les présentes lettres de l'apposition de notre sceau.

Donné à Paris l'an du Seigneur 1268 au mois de mars.

Les partisans de cet acte se sont ingénies à démontrer que Rome s'était rendue coupable de tels abus que le Roi dut intervenir pour y apporter un remède. Dumoulin soutient même qu'il y eut deux éditions : une première de 1228, au moment où saint Louis allait partir pour la croisade, et une autre de 1268 (1). Mais il est bien invraisemblable que le Roi ait fait paraître ces six articles dès l'année 1228, alors qu'il n'avait que douze ans, et que la régence était confiée à sa mère, la pieuse Blanche de Castille, « cette femme dévouée au Pape, espagnole, frémissante au nom d'hérétique (2) », dont le conseiller le

(1) Gérin, les deux pragmatiques sanctions attribuées à saint Louis (édit. de 1869, p. 23).

(2) Voltaire, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, chap. 52.

plus proche était justement le cardinal romain de Saint-Ange, légat du Saint-Siège en France. Du reste à cette époque, c'était au trésor royal que l'Eglise versait des décimes et on ne voit pas pourquoi la régente se serait plainte des exactions de la Cour de Rome.

En 1682, Bossuet prit sa défense (1), mais il y a tout lieu de croire que son but principal fut de complaire au grand Roi. De Pradt parle de la pragmatique comme d'une réalité, puisque dans son livre il énumère tous ses avantages sur les concordats (2). Nous rencontrons encore parmi ses défenseurs Henri Martin (3), Guizot (4), Dareste, qui estime que « ses décisions étaient parfaitement d'accord avec les tendances et la législation du temps (5) », Boutaric (6), le comte Beugnot, le docteur Soldan (7).

Mais ses adversaires ne sont ni moins nombreux, ni moins connus. Thomassin déclare : « Bien des savants jugent cette pièce supposée. De tous les auteurs qui ont

(1) Dans son discours sur l'unité de l'Eglise, Bossuet s'exprime ainsi, après avoir rappelé les devoirs de la Papauté : « C'est aussi ce qui obligea le roi le plus saint qui ait jamais porté la couronne et le plus soumis au Saint-Siège, le plus ardent défenseur de la foi romaine (vous reconnaissez saint Louis) à persévérer dans ces maximes, et à publier une pragmatique pour maintenir dans son royaume le droit commun et la puissance des ordinaires selon les Conciles généraux et les institutions des saints Pères. » (Discours sur l'unité de l'Eglise.) *Œuvres oratoires de Bossuet*, édit. Lebarq, 1896, 7 vol. in-8°.

(2) *Les quatre Concordats*, p. 198 et suivantes.

(3) *Histoire de France*, t. IV, p. 310.

(4) *Histoire de la Civilisation en France*, t. IV, p. 169.

(5) *Histoire de France*, t. II, p. 277, note 2.

(6) *La France sous Philippe-le-Bel*, Paris 1861, p. 90.

(7) Isambert déclare encore : « On a contesté l'authenticité de cette pièce, mais elle est généralement reconnue (t. I, p. 339, note 1). »

écrit la vie de ce saint roi, pas un n'en fait mention (1) ». Labbe et Cossart, dans leur collection des Conciles, citent une note de Sponde, évêque de Pamiers, dans laquelle il nie l'authenticité de cet acte (2). Gibert affirme que la pragmatique de saint Louis « est supposée de l'aveu des savants (3) ». Voltaire lui-même nous dit : « S'il est vrai que cette Pragmatique soit de lui (4) ». Nous pouvons encore citer Stilling (5), le père Griffet (6), M^{sr} Affre (7), le cardinal Gousset (8), l'abbé Jager (9), André (10), d'Héricourt (11); enfin les dernières études de MM. Thomassy (12), Karl Kosen (13), Gérin (14), Viollet (15),

(1) *De l'ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, t. III, p. 362 et suivantes.

(2) Labbe et Cossart, t. XI, p. 907.

(3) *Des institutions ecclésiastiques et bénéficiales*, t. I, p. 62 (édition de 1736).

(4) *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, ch. 58.

(5) *Vie de saint Louis*.

(6) *Additions à l'histoire de France du P. Daniel*.

(7) *De l'appel comme d'abus*, p. 51.

(8) *Exposé des principes du droit canonique*.

(9) *Histoire de l'Eglise catholique en France*, t. V, p. 72.

(10) *Cours alphabétique et méthodique de droit canon* (pragmatique sanction), t. V, p. 325 (3^e édit.).

(11) « Il y a sujet de douter de l'authenticité de cette pièce qui n'a été citée que dans le xvr^e siècle. » *Lois ecclésiastiques*, p. 535.

(12) *De la pragmatique sanction attribuée à saint Louis* (le Correspondant, 10 nov. 1844).

(13) Karl Kosen a publié à Munster, en 1853. « *Die Pragmatische sanction welche unter dem namen Ludwig's IX, des Heiligen, Konigs von Franckreich, auf uns gekommen ist.* » In-8^o de 55 p.

(14) *Les deux pragmatiques sanctions attribuées à saint Louis*.

(15) *Examen critique d'un ouvrage de M. Gérin sur la pragmatique sanction de saint Louis*, dans la bibliothèque de l'école des Chartes,

Wallon (1) et de Beaucourt (2) paraissent avoir définitivement prouvé que cette pièce était une pure fabrication (3).

Voici, quels sont résumés, les principaux arguments de ces divers auteurs. Saint Louis aurait voulu rétablir la liberté des élections ; pourquoi, puisqu'à cette époque c'est-à-dire au XIII^e siècle, personne ne se plaignait qu'elles fussent entravées. L'article 3 condamne la simonie ; or on ne rencontrait plus de prêtres simoniaques. De plus, quelles raisons saint Louis aurait-il eu d'entrer en lutte avec Rome au moment où ses relations avec le Pape étaient des meilleures ? En outre, disent-ils, ni la suscrip-

t. XXXI. Cette étude provoqua de la part de M. Gérin une réplique très vive et très serrée (*la pragmatique sanction de saint Louis, réponse à la bibliothèque de l'école des Chartes*, Paris, Lecoffre, 1 vol. in-12).

(1) *Saint Louis et son temps*, t. II, p. 21 et suivantes.

(2) *Histoire de Charles VII*, t. III, p. 348. « On fait généralement remonter le gallicanisme à saint Louis, et à l'appui de cette assertion, on invoque la fameuse pragmatique de 1269. C'est faire injure à la mémoire du grand roi. Tout homme compétent reconnaît aujourd'hui la fausseté de la pragmatique. Il faut avoir une connaissance bien superficielle du temps, ou être aveuglé par des préjugés singulièrement invétérés, pour soutenir encore son authenticité. »

(3) Le Nain de Tillemont, dans la *vie de saint Louis* semble d'abord admettre l'authenticité de la pragmatique (t. V, p. 74 et suivantes) ; mais dans le t. VI, p. 297, il fait une série de réflexions qui font croire qu'il était arrivé à en douter. Mentionnons encore l'étude de M. Lenormant, de la *pragmatique attribuée à saint Louis*. Relevons enfin une erreur de M. Crépon des Varennes qui cite parmi les partisans de cet acte (p. 29, note 1) M. Fabre, avocat général à la cour de cassation ; en effet, dans son discours sur les ordonnances et établissements de saint Louis, il n'est aucunement question de la pragmatique ; c'est seulement dans une note qu'il dit : « l'authenticité de la pragmatique sanction de 1268 est l'objet d'une vive et sérieuse controverse » (ch. 51, note 1). On ne peut en conclure qu'il ait pris parti pour ou contre.

tion *ad perpetuam rei memoriam*, ni le mandement *earum tenore universis justiciariis officiariis*, ne se rencontrent habituellement dans les actes de ce temps ; enfin on n'en parle pas avant le xv^e siècle, et certes, si Philippe le Bel l'avait eue entre les mains lors de ses démêlés avec Boniface VIII, il l'aurait utilisée.

Nous pensons, avec M. Wallon (1), que ces arguments n'ont pas tous une égale valeur, car la simonie existait alors, puisque divers Conciles l'avaient condamnée, ceux de Paris (1212) (2), de Latran (1215) (3), de Béziers (1233 et 1246) (4). Il en est de même des impositions venant de Rome : elles étaient réellement lourdes, puisque nous savons que le Concile de Senlis, en 1240, accorda au Pape le vingtième des revenus de la province de Reims (5). Enfin, s'il est vrai que saint Louis fut un roi pieux et sage, les ordonnances nous montrent qu'il possédait aussi la science du gouvernement et un grand esprit de justice, et qu'il s'appliqua toujours à arrêter les entreprises extérieures, et à séparer nettement le pouvoir religieux du temporel, en s'efforçant de donner à l'un comme à l'autre son indépendance. Mais nous pouvons, il nous semble tirer un argument décisif de ce que cet acte ne fut l'objet d'aucune négociation, et que son existence ne nous fut révélée que sous le règne de Louis XI. « C'est donc, dit » M. Wallon, un acte qui a été supposé au temps » où il commence à se produire ; il a été fabriqué au

(1) *Saint Louis et son temps*, t. II, p. 25.

(2) Labbe et Cossart, t. XI, p. 59. — Hefélé, t. VIII, p. 494.

(3) *Ibid.*, t. XI, p. 216, canon 63.

(4) *Ibid.*, t. XI, p. 452 et 676.

(5) *Ibid.*, t. XI, p. 571.

» xv^e siècle (1). » La conclusion de M. Gérin n'est pas moins formelle. « La pragmatique attribuée à saint Louis » est elle-même un des plus odieux mensonges dont les » ennemis de l'Eglise se soient rendus coupables (2) ».

Un jésuite, le père de Smedt, s'est demandé quelle pouvait être la source de ce fameux document. L'auteur estime qu'il est très difficile de prétendre que ce soit l'œuvre d'un faussaire du xv^e siècle, parce qu'on y trouverait encore plus d'anachronismes d'idées et d'expressions que ceux qu'on y rencontre. Et il en conclut qu'il pourrait bien avoir été fabriqué par un de ces « chevaliers des lois », qui faisaient partie des conseils de nos anciens rois, et que, rejeté par saint Louis, cet acte aurait dormi dans les archives jusqu'à ce qu'un légiste du xv^e siècle, désireux de trouver un précédent pour appuyer les réclamations de la royauté contre la Cour de Rome, l'ait découvert et présenté à Charles VII comme une véritable ordonnance de saint Louis (3). La chose ne paraît pas impossible.

. . .

Nous arrivons à la pragmatique de Bourges; mais avant d'étudier cet acte, il est nécessaire d'expliquer comment il est intervenu.

A la mort de Grégoire XI, en 1378, le Sacré-Collège, à l'unanimité, y compris les cardinaux français, élit un Pape italien, l'archevêque de Bari, qui prit le nom

(1) *Saint Louis et son temps*, t. II, p. 29.

(2) *Les deux pragmatiques attribuées à saint Louis. Réponse*, p. 71.

(3) *Principes de la critique historique*, p. 258.

d'Urbain VI. Celui-ci, au début de son pontificat, voulut imposer des réformes aux cardinaux français qui, au nombre de seize, l'abandonnèrent pour proclamer à sa place Robert de Genève, sous le nom de Clément VII. Lorsqu'en 1389 mourut Urbain VI, les cardinaux italiens firent choix de Boniface IX ; de leur côté, les cardinaux français portèrent leurs suffrages sur Benoît XIII pour remplacer Clément VII qui venait de mourir ; en même temps, Innocent VII et Grégoire XII étaient successivement élevés sur le siège de saint Pierre par les cardinaux romains. Tous trois s'étaient engagés, au moment de leur élection, à se retirer, si par ce moyen la concorde pouvait se rétablir ; mais une fois nommés, ils oublièrent leurs promesses. Pour en terminer, les cardinaux romains, de concert avec leurs collègues d'Avignon, réunirent un Concile à Pise qui déposa les deux papes Grégoire XII et Benoît XIII (1), et élut l'archevêque de Milan, sous le nom d'Alexandre V (2). Les deux autres Papes ne voulurent pas se soumettre et assemblèrent un Concile qui annula les décrets rendus à Pise. Il y avait donc trois Papes reconnus chacun par une fraction de l'Eglise (3).

Alexandre V fut remplacé par Jean XXIII qui convoqua un Concile général à Constance (1414) (4). Ce fut l'un des plus nombreux Congrès rapportés par l'histoire. « De » toutes parts, on accourut à Constance et jamais assemblée ecclésiastique n'avait attiré pareille affluence : les

(1) 15^e session (14 juin 1409) Labbe et Cossart, t. XI, p. 2200.

(2) 18^e et 19^e sessions, Labbe, t. XI, p. 2207.

(3) Grégoire XII était seul pape légitime.

(4) Labbe et Cossart, t. XII, p. 1 et suivantes.

» gens d'église avec leur suite montaient à plus de
 » dix-huit mille personnes, les laïques souvent à plus de
 » cent mille (1). »

Le Pape présida lui-même la première session, mais, à la suite de dissensions et d'accusations portées contre lui, il s'enfuit de Constance. Le Concile le déposa (2). Grégoire XII abdiqua (3); quant à Benoît XIII, qui avait refusé de démissionner, il fut condamné comme hérétique (4), et mourut dans l'abandon en 1424. Le Concile élut alors Martin V (5) qui présida les dernières sessions du Congrès, et qui, pour obéir à une décision des Pères de Constance (6), réunit un nouveau Concile dans la ville de Bâle; mais il mourut le jour de l'ouverture, laissant sa succession à Eugène IV.

À la date fixée (7), il se trouva en tout un seul membre présent, l'abbé de Vézelay, en Bourgogne; et comme les ecclésiastiques ne se présentaient pas en nombre suffisant pour délibérer valablement, on envoya à Rome le chanoine Beaupère, de Besançon, prévenir le Pape de l'état des esprits à Bâle. Eugène IV saisit cette occasion pour dissoudre le Concile (18 décembre 1431), et en convoqua un autre à Bologne auquel les Grecs prendraient part (8).

(1) Krauss, *Histoire de l'Eglise* (traduction P. Godet et C. Verschaffel, t. II, p. 417).

(2) 10^e session, Labbe et Cossart, t. XII, p. 60.

(3) 14^e session, *Ibid.* p. 103.

(4) 29^e session, *Ibid.*, p. 212.

(5) 41^e session, *Ibid.*, p. 246.

(6) 39^e session, *Ibid.*, p. 238.

(7) 3 mars 1431.

(8) Labbe et Cossart, t. XII, p. 460.

Mais les Pères de Bâle protestèrent et se sentant appuyés par les princes, sans attendre la réponse d'Eugène IV, ouvrirent leur assemblée. La première session se tint le 14 décembre. Dans la quatrième, ils renouvelèrent les décrets de Constance, relatifs à la supériorité du Concile général sur le Pape et enjoignirent à Eugène IV de rapporter le décret de dissolution (1). Le Concile comprenait un certain nombre de docteurs de l'Université de Paris; ceux-ci soutenus par le Parlement, conseillèrent au roi Charles VII de convoquer une grande assemblée chargée de rétablir les règles de la discipline ecclésiastique et de les codifier. De leur côté, les Pères de Bâle qui, dans leur trente et unième session, avaient suspendu Eugène IV (2), envoyèrent au Roi des ambassadeurs porteurs des décrets du Concile et chargés de le prier de les reconnaître.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs, qu'il était pour la première fois question à cette époque de rétablir l'Eglise gallicane dans ses anciennes libertés. Le schisme lui-même avait au contraire provoqué, de la part de la royauté, une série de mesures dont il est utile de dire quelques mots, car elles étaient déjà des pragmatiques, et tendaient à organiser le régime qu'adoptera la pragmatique de Bourges.

Le 3 octobre 1385, le Roi fit paraître des lettres portant que les ecclésiastiques ne seraient plus poursuivis pour raison des droits réclamés par la Cour de Rome (3).

(1) Labbe et Cossart, p. 482.

(2) *Ibid.*, p. 601.

(3) Isambert, t. VI, p. 601.

Un peu plus tard, Charles VI, qui s'était efforcé de faire renoncer les deux papes Benoît IX et Benoît XIII sans y réussir, convoqua, le 27 juillet 1398, une assemblée, à Bourges, où fut proclamé le refus d'obéissance à Benoît XIII. Le même jour, le Roi publia des lettres qui soustrayaient le Roi, l'Eglise et le peuple de France à l'obéissance de ce Pape, et qui décidaient que les bénéfices seraient conférés par l'ordinaire ou qu'il y serait pourvu par l'élection (1). Comme le schisme se continuait, Charles VI réunit, en septembre 1406, une nouvelle assemblée dans le but d'examiner les droits d'Innocent VII et de Benoît XIII; il y fut décidé que des mesures seraient prises pour redonner à l'Eglise de France ses anciennes franchises et libertés. Un arrêt du 11 septembre de la même année fut donné par le Roi contre les annates perçues par Rome (2), et des lettres du 18 prescrivirent que cet arrêt provisionnel serait exécuté à perpétuité; elles portaient en outre qu'il serait pourvu aux prélatures et bénéfices suivant les lois canoniques, sans avoir égard aux réserves et pièces expectatives (3). Ces ordonnances furent confirmées par celles des 14 janvier et 18 février 1407 (4); les lettres du 18 février ne furent publiées que le 15 mai 1408.

Au mois d'août de cette même année (1408), eut lieu une troisième réunion pour aviser au gouvernement de l'Eglise; elle fit quelques règlements concernant la discipline ecclésiastique. Quelques années après, Charles VII

(1) Isambert, t. VI, p. 805.

(2) *Ibid.*, t. VII, p. 115.

(3) *Ibid.*, p. 126.

(4) *Ibid.*, p. 240.

étant Dauphin, fit paraître, sous le nom de son père, des lettres qui rétablissaient l'ancien droit des églises de France et de Dauphiné concernant les élections, sans égard aux expectatives et autres droits perçus par la Cour de Rome (fin mars et 2 avril 1418) (1). Mais le 9 septembre suivant, elles furent révoquées, toujours sous le même nom, par le duc de Bourgogne. Le Parlement refusa d'abord de les enregistrer, puis céda devant des lettres de pression, mais tout en déclarant qu'il n'entendait les approuver, étant passées par force. Quand Charles VI fut mort, les ultramontains laissèrent croire que son fils avait l'intention d'abolir l'ordonnance de 1418, mais le 8 février 1422, il déclara, dans un édit, « qu'il avait l'intention et » ferme propos de garder et défendre les franchises et » libertés de l'Eglise dont il était protecteur (2) ». Toutefois, Charles VII cherchait à se rapprocher du Pape, et bientôt il lui envoyait un projet d'ordonnance, en date, à Chinon, du 10 février 1424, qui prescrivait d'obéir aux mandements, rescrits et bulles du Pape, tant sur la collation des bénéfices que sur l'exercice de la juridiction apostolique ; et, comme ces variations avaient amené des confusions, une bulle du Pape, du 21 août 1426, déclarait qu'il pourvoierait à la tranquillité des possesseurs à condition que le Roi consentirait à agir de même. Le Roi donna son assentissement par lettres du 24 novembre, mais en stipulant qu'il n'accordait au Pape aucun droit qui puisse préjudicier aux libertés de l'Eglise de France et de Dauphiné (3).

(1) Isambert, t. VIII, p. 594.

(2) *Ibid.*, t. VIII, p. 689.

(3) Voir Isambert, t. IX, p. 3, note 1.

Les choses en étaient là quand le Conseil du Roi fut saisi de la demande des Pères de Bâle. Il l'examina et convoqua pour le 1^{er} mai 1438, à Orléans, une assemblée du clergé qui s'occupa des travaux préparatoires. La réunion eut lieu, le 5 juin suivant, dans la Sainte-Chapelle de Bourges ; on y remarquait quatre archevêques : Regnault de Chartres, de Reims ; Philippe de Coëtquis, de Tours ; Denis du Moulin, de Toulouse et Henri d'Avau-gour, de Bourges ; à côté d'eux, vingt-cinq évêques, plusieurs abbés et un certain nombre de députés des Chapitres et des Universités. Le Roi présida lui-même les séances publiques ; auprès de lui siégeaient le Dauphin, le duc de Bourbon, Charles d'Anjou, Pierre de Bretagne, le comte de Vendôme, le comte de la Marche, le comte de Tancarville et quelques membres du Grand Conseil. Les représentants du Pape étaient l'archevêque de Crète, l'évêque de Digne, un autre évêque et un docteur ; le Concile, lui, avait pour défenseurs l'évêque de Saint-Pons de Temières, l'abbé de Vézelay, Thomas de Courcelles, docteur de l'Université de Paris, Guillaume Hugues, archidiacre de Metz et Jean de Nauze, chanoine de Lyon.

Après avoir entendu les orateurs des deux partis, le Chancelier exposa les motifs de la réunion et indiqua le désir qu'avait le Roi de recevoir l'avis de l'assemblée. Deux prélats furent chargés du rapport ; le premier déclara que le Concile était supérieur au Pape ; le second se plaignit des abus du Saint-Siège. Le Chancelier fit le résumé de la discussion et posa la question suivante : le Roi doit-il faire connaître son opinion ? Sur la réponse affirmative de l'Assemblée, on décida l'envoi d'une ambassade au Pape pour trouver « moyens de paix » ; puis on étudia les

moyens d'appliquer à la France les décrets du Concile de Bâle.

Après de longues discussions, l'édit solennel connu sous le nom de Pragmatique sanction de Bourges fut rendu par le Roi, le sept juillet 1438 (1).

Nous n'entreprendrons pas d'analyser ce long document; occupons-nous seulement des articles qui concernent les élections, les réserves et les annates.

Dans le préambule, le Roi rappelle qu'il est obligé, par le devoir de sa dignité royale et en vertu du serment qu'il a prêté en recevant la couronne, de protéger l'Eglise et ses ministres, de maintenir ses constitutions sacrées et ses anciens décrets. Il ajoute que l'Eglise de France a été florissante tant qu'elle a observé l'ancienne discipline. Il met sur le compte des réserves et des expectatives tous les désordres qui l'ont presque anéantie. « Des mains indignes, dit-il, s'emparent des Eglises; les dignités et les plus riches bénéfices sont conférés à des gens inconnus et non éprouvés, qui ne résident pas, connaissent aussi peu la langue que le visage de leur troupeau, et, indifférents au salut des âmes, ne se montrent avides que du gain

(1) A peu près à cette même époque (1448), les négociations entamées avec l'Allemagne par le Saint-Siège, à la suite du Concile de Bâle, aboutirent au Concordat de Vienne, qui accordait au Pape la nomination aux bénéfices vacants par la mort des titulaires survenue au siège de la Cour de Rome et en général des bénéfices vacants *apud sedem apostolicam*, et aux évêchés et abbayes jouissant de l'exemption quand le titulaire aurait été élu d'une façon anticanonique ou après le délai légal. Au lieu des annates, la Curie percevait une taxe correspondante sur les cathédrales, monastères d'hommes et tous bénéfices à sa nomination d'un revenu de vingt-quatre florins et la moitié du premier revenu annuel, *fructus medii*. Nous ajouterons que ces concessions faites au Saint-Siège furent mal vues en Allemagne.

temporel. Jésus-Christ est abandonné, les âmes sont en proie au démon, les devoirs de l'hospitalité négligés, les droits des églises foulés aux pieds, les édifices sacrés en ruine; des clercs vertueux et savants délaissent l'Eglise et les expectatives engendrent des procès sans fin, des altercations entre les ministres du Dieu de paix, des haines implacables; elles fomentent l'ambition et entretiennent l'abus de la pluralité des bénéfices; elles exposent les pauvres clercs à toutes les vexations ruineuses de la chicane. Pendant que la cause est pendante, le plus fort s'empare du bénéfice et n'en remplit pas les offices. Les exactions injustes se multiplient, la plaie hideuse de la simonie s'étend; des voyages intéressés remplacent les études; les collateurs ordinaires et les prélats sont dépouillés de leurs droits; le patronage est anéanti; tout est confondu dans la hiérarchie ecclésiastique; les prérogatives de la couronne sont perdues, et les trésors du royaume vont enrichir des contrées étrangères. L'unique remède à tant de maux est de mettre en vigueur les décrets du saint Concile de Bâle, présentés par ses députés, acceptés par les prélats de l'Eglise gallicane, les uns sans modifications, les autres avec modifications, non qu'on révoque en doute l'autorité de ce Concile, mais afin de les adapter au temps et aux mœurs du royaume. »

Suit la législation de la Pragmatique.

C'est le deuxième article qui est relatif aux élections: la Pragmatique reproduit le décret du Concile de Bâle rétablissant leur usage (session XIII). Que chaque église, collège ou couvent élise son prélat. Les réserves papales des églises métropolitaines, cathédrales, collégiales, des monastères et des dignités électives sont

abrogées, à l'exception de celles que le Roi autorise ou que le Pape possède sur les terres de l'Eglise romaine, en vertu du domaine direct ou utile; sauf encore les statuts, privilèges, coutumes raisonnables, postulations de droit commun. Le Pontife romain ne pourra enfreindre cet article sans une cause grave, qui sera relatée dans les mandats apostoliques; il en promettra l'observation avant son intronisation.

Les électeurs apporteront une grande diligence à ne choisir que des hommes capables; ils en feront le serment, se confesseront, entendront la messe et communieront avant de procéder à l'élection, afin d'obtenir des lumières célestes.

Pour être éligible, cinq conditions sont requises: l'âge, la bonne vie, la science, l'ordre et l'habileté canonique. Faute d'une de ces qualités, l'élection est nulle de plein droit; nulle encore, si elle est faite par simonie. La simonie, dans l'électeur, le prive pour toujours du droit d'élire, et lui fait encourir l'excommunication *ipso facto*. L'élu subit la même peine et ne peut être absous qu'il n'ait résigné la dignité obtenue par simonie, y fut-il confirmé, et il est désormais inhabile à y être réintégré, même canoniquement.

L'assemblée apporta aux décrets de Bâle une importante modification en décidant que le Roi ou les princes de son royaume pourraient recommander pour les élections des personnes zélées pour le bien du royaume, mais sans menaces, ni violences (1).

(1) Rapprocher de cet article le passage du Concile de Bâle qui supplie les princes de ne pas intervenir dans les élections.

Celui à qui il appartient de confirmer l'élection, avant de la ratifier, en constatera la canonicité et examinera les capacités de l'élu.

Il n'exigera rien, en vertu d'aucun privilège ou coutume, et ne recevra rien de ce qu'on lui offrirait spontanément, sous quelque titre que ce soit, de subvention, de subside, de gratitude.

Le notaire qui aura écrit l'acte de confirmation touchera un honoraire qui sera réglé sur son travail, et non sur les revenus du bénéfice.

Toute confirmation d'élection anticanonique est nulle de droit. Celui qui la donne est, par le fait même, privé du droit de confirmer et frappé d'excommunication réservée au Souverain Pontife.

Que le Pape n'exige et ne reçoive rien pour la confirmation des élections, autrement il serait déferé au futur Concile.

Il pourra de l'avis des cardinaux, casser une élection qui, quoique canonique, serait préjudiciable à l'Eglise, à la patrie ou au bien public. Dans ce cas, il renverra au chapitre ou au couvent qui a droit d'élire pour qu'il soit procédé à une autre élection dans le délai prescrit par le droit.

A ces décrets du Concile de Bâle, la Pragmatique ajoute :

Celui que le Souverain Pontife aura promu, par lui ou par ses délégués, il devra le renvoyer à son supérieur immédiat, pour en recevoir la consécration ou la bénédiction, à moins que le promu ne soit en Cour de Rome et ne veuille y être consacré.

Après sa consécration ou bénédiction *in curia*, il sera

également renvoyé à son supérieur immédiat, pour lui prêter le serment accoutumé d'obéissance.

Ceux qui, même en vertu d'un indult apostolique se feront consacrer ou bénir, hors de Cour, par un autre que leur supérieur immédiat ou son délégué, seront passibles d'une amende de cent écus d'or, applicable par moitié à l'ordinaire et à la fabrique de son église.

L'article IV traite de l'abolition des réserves (session XXIII).

Toutes, tant générales que particulières, sont supprimées, sauf les exceptions notées dans le titre précédent.

L'article X reproduit le décret du Concile sur les annates (session XXI).

En ce qui concerne, en Cour romaine et ailleurs, la confirmation des élections, postulations et présentations, la provision, collation, disposition, institution à faire par les laïques, l'investiture des églises cathédrales et métropolitaines, monastères, dignités, offices ecclésiastiques quels qu'ils soient, ordres sacrés, bénédictions, concessions du pallium, on n'exigera aucune rétribution, ni avant, ni après, à raison de bulles, du sceau, des annates communes, des menus services, des premiers fruits, des départs, ou sous quelque titre, couleur, prétexte, coutume, privilège et statut que ce soit, pour aucune cause, directement ou indirectement; permettant aux notaires, abrégiateurs, greffiers de prendre un salaire raisonnable pour l'expédition des lettres. Si quelqu'un contrevient à ce canon, en exigeant, donnant ou promettant, il encourra la peine portée contre les simoniaques, et n'aura aucun titre ni droit sur les bénéfices acquis de cette manière. Pareillement les obligations, promesses, censures et mandats, contraires à ce décret,

seront nuls et sans valeur. Et si, ce qu'à Dieu ne plaise ! le Pontife romain, qui doit plus que tout autre observer les canons des Conciles généraux, scandalise l'Eglise par ses contraventions à ce décret, qu'il soit déféré au Concile général. Quant aux autres, qu'ils subissent une peine proportionnée à leur faute.

Dans sa douzième session, le Concile de Bâle avait stipulé qu'on paierait moitié des annates, jusqu'à ce qu'il eut pourvu aux besoins de la Cour romaine. L'assemblée de Bourges accorda le cinquième de cette taxe au pape Eugène, viagèrement, sur les églises, monastères, bénéfices d'un revenu de dix livres et plus, qui viendraient à vaquer autrement que par permutation et résignation, et dont la présentation, collation, institution et provision n'appartiendraient pas au Roi par droit de régle, et à d'autres laïques ; et ce à titre de don gratuit et sans préjudice des libertés de l'Eglise gallicane (1).

Enivrés par ce résultat, les Pères de Bâle, dans leur trente-quatrième session (25 juin 1439) déposèrent le pape Eugène IV comme désobéissant, opiniâtre, rebelle, violeur des canons, perturbateur de l'unité ecclésiastique, scandaleux, simoniaque, parjure, incorrigible, schismatique, hérétique, endurci, dissipateur des biens de l'Eglise, pernicieux et damnable (2), et le 30 octobre suivant élirent un duc de Savoie Amédée VIII (3), qui prit le nom de Félix V.

(1) Une faveur semblable fut accordée plus tard à Nicolas V (Assemblée de Bourges de 1452).

(2) Labbe et Cossart, t. XII, p. 619 et suivantes.

(3) *Ibid.*, p. 629 et suivantes.

*
* *

Quelles étaient l'utilité et la valeur de cet acte, et comment fut-il accepté en France ?

La pragmatique était un choix de lois tirées des décrets du Concile de Bâle et appliquées au royaume de France; mais si on a pu dire qu'elle était « l'expression des vœux et des idées du temps », on a ajouté qu'elle était aussi « l'expression de ses passions (1) ». Il était évidemment nécessaire, nous l'avons vu, d'apporter un remède aux exactions de la Cour de Rome devenues de plus en plus fréquentes et de rétablir la discipline ecclésiastique en prescrivant la liberté des élections. M. de Beaucourt avoue qu'on ne peut nier que des abus aient existé, justifiant les plaintes réitérées du clergé français sur les collations de bénéfices et les redevances payées au Saint-Siège (2), et de Pradt a quelque peu raison quand il déclare que « la » Pragmatique répara les brèches faites à l'ancienne » discipline », et « tint la porte fermée aux entreprises et » aux influences de la Cour de Rome (3) ». Mais, en tant que loi faite pour régler les rapports de la France et du Saint-Siège il était injuste de régler sans aucune entente préalable avec le Pape des questions aussi graves et qui touchaient de si près à la vie de l'Eglise. « La Pragmatique » sanction, écrit Rohrbacher, avait un petit défaut; elle » était radicalement nulle, car tout contrat est nul qui

(1) Dareste, *Histoire de France*, t. III, p. 142.

(2) *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 360.

(3) *Les quatre Concordats*, t. I, p. 203.

» n'est pas consenti par les deux parties contractantes.
» Or, la Pragmatique était un contrat entre les Eglises de
» France et le Pape pour régler les rapports mutuels de
» part et d'autre. Le consentement du Pape y était donc
» absolument nécessaire d'autant plus qu'il était le
» supérieur (1) ». La Pragmatique avait en effet plutôt les
apparences d'un acte d'hostilité de la part du gouvernement
français que d'un concordat.

Peu de temps après la promulgation de cet acte surgit une difficulté à propos de la nomination du successeur d'Hardouin de Bueil, évêque d'Angers. A la mort de celui-ci (18 janvier 1489), le chapitre de Saint-Maurice choisit, avec l'autorisation du roi, Jean Michel, secrétaire de la reine Yolande, et en l'absence du métropolitain les vicaires généraux de Tours confirmèrent l'élection. Mais, pendant ce temps, Guillaume d'Estouteville fut promu par le Pape au même évêché. Le chapitre de la ville refusa d'accepter la bulle pontificale et en appela au Concile de Bâle qui lui donna raison. Guillaume d'Estouteville, qui avait profité de la présence à Angers de trois prélats venus de Bâle pour se faire sacrer, disputa à Jean Michel le siège épiscopal, mais celui-ci, énergiquement soutenu par le Roi, finit par entrer en possession de son église. Le Pape céda et donna à Guillaume d'Estouteville le siège de Digne (2).

Malgré ce différend Charles VII, se rapprocha d'Eugène IV. Au mois d'août 1439, il lui envoya une ambassade chargée de lui porter l'assurance de son attachement et de son filial dévouement. Il reçut du Pape les remerciements les

(1) *Histoire universelle de l'Eglise catholique*, t. XXI, p. 572.

(2) De Beaucourt, t. III, p. 367.

plus flatteurs (1). A la nouvelle de la nomination d'Amédée VIII, le roi fit savoir à Eugène IV qu'il ne reconnaissait point au Concile le droit de le déposer et de lui nommer un successeur et qu'il persisterait dans l'obéissance du Pape jusqu'à ce qu'il eut été instruit plus à fond sur la matière par un concile œcuménique ou par l'Eglise gallicane dont il provoquerait la réunion (2). Le Pape désigna des ambassadeurs pour prendre part à l'assemblée qui se tint à Bourges au mois d'août 1440 (3), laquelle demanda la convocation d'un nouveau concile général et déclara ne pas connaître d'autre pape qu'Eugène IV. Le 2 septembre suivant Charles VII donna des lettres patentes défendant que quiconque ne fut si hardi de dogmatiser ou prêcher contre, ni d'obéir aux lettres de qui que ce fut, soi-disant avoir droit au papat ou sous le titre du Concile de Bâle (4). Par d'autres lettres, il défendit qu'on publiât dans ses Etats aucunes monitions, suppressions, citations, censures et autres procédures à l'occasion des décisions survenues en l'Eglise ; qu'aucun fut mis par de tels moyens en possession de quelques bénéfices que ce put être ; mais en même temps il recommandait la stricte observation de la Pragmatique (5). Ces lettres furent enregistrées au Parlement le 29 décembre 1440. Eugène IV tout en remerciant le Roi de ses intentions insista sur la nécessité de révoquer la Pragmatique. « Cette sanction doit être abrogée par vous afin que tout le monde sache que

(1) Raynaldi, année 1420, § 27, p. 304.

(2) Sponde, *Annales Ecclesiastici*, t. II, p. 392.

(3) Longueval, t. XX, p. 407.

(4) Ordonnances, t. XIII, p. 321.

(5) Ordonnances, t. XIII, p. 319.

vous voulez conserver le soin de défendre l'autorité suprême de ce siège et la nôtre, soin que vous a pour ainsi dire légué le dévouement héréditaire de vos ancêtres (1) ».

Bientôt les adversaires d'Eugène IV voulurent donner à la Pragmatique un effet rétroactif et faire annuler les promotions par lui faites depuis le décret du Concile de Bâle relatif aux élections. Mais, par une ordonnance du 7 août 1441 (2), le Roi décida que ces promotions seraient valables.

M. de Beaucourt place à cette époque une négociation intervenue entre Charles VII et le Saint-Siège relativement à l'abolition de la Pragmatique. Le Pape rédigea un projet de concordat en vingt-deux articles (3). Ce concordat, on ne sait pourquoi n'aboutit pas.

(1) Raynaldi, année 1440, § 5, p. 331.

(2) Isambert. t. IX, p. 84.

(3) Voici la teneur résumée de ce Concordat : les grâces expectatives et les réserves étaient supprimées, excepté en ce qui concernait ces dernières, pour les cardinaux et membres de la Curie romaine ; les élections pourraient avoir lieu dans les cathédrales, églises métropolitaines, etc., selon les règles du droit ; elles seraient confirmées ou annulées par le Pape d'après les mêmes principes ; les élus prêteraient serment et rempliraient leur mission conformément au droit et aux coutumes ; toutes les causes, excepté celles des prélats, les élections aux églises métropolitaines et cathédrales, aux abbayes, aux grandes dignités, seraient laissées à la connaissance des juges ordinaires. A la suite se trouvaient les observations présentées par la chancellerie royale qui acceptait la plupart des articles, avec quelques modifications : elle demandait notamment que les expectatives fussent supprimées sans restriction, que les bénéfices une fois conférés ne pussent plus être donnés à un cardinal hors du royaume et qu'on ne put, dans un diocèse, assigner plus de deux bénéfices en commendé, que la bulle de collation ne donnât pas lieu à un droit supérieur à huit ducats ; enfin que toutes les provisions faites sous le régime de la pragmatique demeurassent telles (de Beaucourt, t. III, p. 380 à 382).

En 1452, une deuxième assemblée du clergé, réunie à Bourges, parut vouloir maintenir la Pragmatique. On croit qu'un projet d'accord émanant des Français y fut présenté, d'après lequel on aurait maintenu les élections, en donnant au Pape le droit de confirmation.

En 1456, Louis d'Aubusson reçut l'évêché de Tulle ; le prélat de cette église et l'abbé d'Uzerche contestèrent l'élection, qui fut confirmée par l'Official de Bourges. Des protestataires voulurent porter leur appel au Pape, mais Charles VII, par mandement du 7 juin de la même année, interdit de citer en Cour de Rome (1).

L'un des successeurs d'Eugène IV, Pie II, profita du Congrès de Mantoue, en 1459 (2), pour protester auprès des ambassadeurs français contre la Pragmatique, prétendant que c'était un acte injurieux pour le Saint-Siège, parce qu'il avait été promulgué en France sans la décision d'un Concile ou sans le décret d'un Pape, que c'était un principe de confusion dans la hiérarchie ecclésiastique, car depuis ce jour-là les laïques étaient devenus les maîtres du clergé, et que le Pontife romain n'avait plus de pouvoir en France, qu'autant qu'il plaisait au Parlement de lui en laisser. Le Pape suppliait enfin les prélats de faire connaître au Roi les conséquences fâcheuses de cet acte. Malgré ces tentatives, Charles VII ne consentit jamais à rétracter son œuvre, et elle fut strictement observée jusqu'à sa mort.

Louis XI, dès son avènement, promit au Pape, sur les instances de l'archevêque d'Arras, Jean de Joffredi, auquel le Pape avait fait entrevoir le chapeau de cardinal, l'abo-

(1) Isambert, t. IX, p. 275.

(2) Labbe et Cossart, t. XIII, p. 1748 et suivantes.

lition de la pragmatique sanction; il accomplit sa promesse par lettres-patentes du 27 novembre 1461 (1); le même jour il écrit, de Tours, au Pape. « Nous avons reconnu, » Très Saint-Père, que la pragmatique sanction est très » contraire à votre autorité et à celle du Saint-Siège, » qu'elle a été faite dans un temps de schisme et de » séduction, qu'elle ne peut causer que le renversement » des lois et du bon ordre puisqu'elle vous empêche » d'exercer la souveraine puissance législative attachée à » votre dignité... Tant de considérations nous ont fait » prendre le dessein d'abolir entièrement cette Prag- » matique... Nous rétablissons les choses sur le pied où » elles étaient avant cette ordonnance et nous voulons que » le bienheureux apôtre saint Pierre, qui nous a toujours » assistés, et vous qui êtes son successeur, ayez dans le » royaume la même autorité pour les provisions des » bénéfices et pour toutes les matières ecclésiastiques » qu'ont eue vos prédécesseurs Martin V et Eugène IV (2). »

« On suppose, écrit M. Picot (3), que les grands projets » d'unité monarchique conçus par Louis XI auraient été » troublés par l'exercice du droit d'élection qui fournissait » aux seigneurs un puissant moyen d'influence. Loin de » profiter au clergé et à l'autorité royale, la pragmatique » était devenue un double instrument des autonomies

(1) « *Itaque, sicut mandasti, Pragmaticam ipsam et regno nostro, nostroque Viennensi Delphinatu, et omni ditione nostra, per præ-sentes pellimus, dijicimus, stirpilusque abrogamus* (Isambert, t. X, p. 393). »

(2) Rohrbacher, t. XXII, p. 283. — Raynaldi, année 1461, § 118, p. 317.

(3) *Histoire des Etats Généraux*, t. II, p. 17.

» locales ; les abbayes, les chapitres et au-dessus d'eux la
» noblesse, inspiraient et dominaient les élections. In-
» fluence pour influence le Roi préférerait celle du Pape
» avec lequel il pouvait traiter aisément, à l'autorité
» multiple des seigneurs contre lesquels il combattait
» incessamment... Il espérait en outre rendre le Pape
» favorable par une concession qui tenait fort au cœur du
» Souverain Pontife. ».

L'abolition de la Pragmatique sanction ne tarda pas à rencontrer de l'opposition. Le Parlement commença par refuser d'enregistrer l'acte d'abolition. Le Roi avait envoyé près de lui le cardinal La Balue. Celui-ci choisit à dessein le moment des vacances de cette assemblée et de l'Université, pour faire publier les lettres au Châtelet, et se présenter au Parlement. Le procureur général Jean de Saint-Romain s'opposa formellement à l'enregistrement :
» Attendu que le Roi avoit été mal informé, et surpris,
» qu'étant seul et indépendant souverain comme aussi
» protecteur et fondateur des Eglises de son royaume, il
» feroit bresche à sa couronne de souffrir que ses sujets
» fussent tenus de reconnoître autre que lui pour quelque
» chose temporelle que ce fust, ou que les prérogatives,
» droits et franchises de son clergé fussent aussi super-
» bement foulés aux pieds sans qu'il en revinst aucun
» avantage à la république chrestienne (1). » La Balue menaça le Procureur de la colère du Roi, lui disant qu'il se repentirait de sa mauvaise volonté et qu'on lui apprendrait à ne pas contrôler les volontés de son souverain. En effet, Jean de Saint-Romain se vit enlever sa charge. De

(1) Mézeray, *Histoire de France*, t. II, p. 129.

1464 à 1467, le Parlement présenta au Roi des remontrances, en quatre-vingt-neuf articles, qui relataient les conséquences de l'abolition de la Pragmatique et montraient que depuis trois années on avait payé à Rome, pour les frais de collation des évêchés et autres, 340.000 écus, et qu'il avait été vendu deux millions et demi d'expectatives (1). De son côté, l'Université soutenait le Parlement, de sorte qu'on vit bien à Rome qu'il fallait attendre un meilleur temps pour mettre la dernière main à cet ouvrage. Louis XI rendit même plusieurs édits prescrivant l'exécution de la Pragmatique, notamment par lettres du 27 novembre 1451 (2) et du 24 juillet 1467 (3). Malgré cela les négociations continuaient toujours avec le Pape : en 1472, le Roi rédigea des lettres pour régler les rapports de la couronne et du Saint-Siège (4) ; cet accord, comme celui de 1452, laissa subsister les élections pour l'épiscopat. Les lettres sont précédées d'une bulle de Sixte IV (5). Mais le Parlement refusa d'enregistrer les bulles et les choses restèrent en état. La même année (1472) mourut Guillaume Chartier, évêque de Paris ; son successeur fut nommé par le Roi qui demanda ses bulles au Pape Sixte IV, sans consulter le chapitre (6). L'année suivante, le siège de Reims devint vacant par la mort de Jean Juvénal des Ursins ; le Roi nomma encore lui-même

(1) Dufey, *Actes et remontrances du Parlement*, t. I, p. 121 et suivantes. — Isambert, t. X, p. 396.

(2) Isambert, t. X, p. 393.

(3) *Ibid.*, p. 540.

(4) *Ibid.*, p. 650.

(5) *Ibid.*, p. 653. — *Lettres-patentes pour la réception et l'homologation des Concordats faits entre le Pape et le Roi*. Amboise, 31 octobre 1472. Ordonnances, t. XVIII, p. 548.

(6) Longueval, t. XXI, p. 147.

Pierre de Laval, après avoir fait défense au chapitre de procéder à l'élection (1). Au contraire le successeur du Cardinal d'Albi fut élu au scrutin (1473) (2). En réalité, il est assez difficile de dire exactement comment, pendant cette période, fut exécutée la Pragmatique, car les historiens ecclésiastiques nous fournissent des exemples d'élections faites par les chapitres et de nominations signées par le Roi.

Cependant le bruit courait que Louis XI, poussé par le Parlement, songeait à rétablir la Pragmatique. Sixte IV insista encore auprès du Roi pour l'amener à renoncer à son projet; ce dernier réunit alors à Orléans tous les prélats de France (1478) et annonça l'envoi d'une ambassade au Pape afin de proposer à celui-ci quelques concessions. Sixte IV répondit que le Roi ne pouvait en conscience penser à rétablir la Pragmatique et qu'il ne consentirait à aucun arrangement (3).

Sous le règne de Louis XI, le Parlement réclama le droit d'examiner les bulles avant qu'elles soient acceptées en France. Des lettres-patentes du Roi, du 8 janvier 1475 (4), firent droit à ces revendications. La Cour de Rome, qui voyait dans cette mesure une nouvelle ingérence du pouvoir civil en matière religieuse, ne devait pas cesser de réclamer contre les diverses lois qui confirmèrent cet édit.

En réalité, Louis XI, comme d'ailleurs son prédécesseur et ses successeurs immédiats, ne tenait pas du tout à la Pragmatique et encore bien moins à la liberté des élections

(1) Longueval, t. XXI, p. 147.

(2) *Ibid.*

(3) Raynaldi, année 1478, § 26, p. 588.

(4) Isambert, t. X, p. 743.

qu'ils ne défendaient qu'en apparence. Ce qu'ils voulaient, c'était dominer l'Eglise et nommer eux-mêmes les évêques, comme avaient fait jadis les Papes qui, après s'être posés en défenseurs des élections, avaient confisqué à leur profit les droits des Chapitres. « Les fluctuations du » pouvoir civil, qui tantôt s'attache à la Pragmatique, » tantôt la répudie ou tend à la répudier, sont incessantes. » S'il s'y rattache, ce n'est pas à dire qu'il en respecte » l'esprit et le mette sérieusement en pratique ;... la » Pragmatique entre les mains du Roi de France fut » surtout une arme diplomatique. C'était avant toutes » choses une force contre Rome, ou plutôt une force en » face de Rome (1). » Et voilà pourquoi ces deux forces cherchèrent bientôt à s'unir et qu'elles arrivèrent, un peu plus tard, à se partager, au détriment des électeurs, le droit de nomination.

A peine monté sur le trône, Charles VIII tint les Etats Généraux de Tours ; des réclamations se produisirent à nouveau contre la Pragmatique. Les Etats, dans le chapitre de leurs cahiers concernant l'Eglise, avaient manifesté le désir de voir rétablir la Pragmatique, regrettant que le roi Louis XI l'ait abolie (2). Charles VIII, malgré les

(1) Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 338 et 339.

(2) Voici ce que dit le cahier touchant l'état de l'Eglise : « Et pour ce, requièrent et supplient lesdites gens desdits trois Estats, au Roy nostre Souverain Seigneur et fils de l'Eglise, qu'il luy plaise par ses Ambassadeurs commis exhiber l'obédience filiale à nostre dict Saint-Père, luy faire remonstrer la pourcele de ce Royaume et les grands empeschemens qui ont esté donnez depuis le trespas du feu roy Charles VII, aux droicts et libertez desdites Eglises de France et Dauphiné, par aucuns impétrans des réservations ou provisions au

efforts des papes Eugène IV, Calixte III et Pie II, résista jusqu'à la fin de son règne contre ces tentatives.

Son successeur, Louis XII, dans une ordonnance de Blois, sur la réformation de la justice et l'utilité générale du royaume, du mois de mars 1498, enregistrée le 13 juin 1499, prescrivit l'observation de la Pragmatique sanction (1). Jules II mit alors le royaume en interdit et excommunia le Roi. Celui-ci réunit son clergé à Tours pour lui demander conseil sur la conduite à tenir vis-à-vis du Pape; l'Assemblée répondit que le Roi pouvait délier ses sujets de l'obéissance au Pape; quelques membres proposèrent même d'envoyer à Rome une délégation pour prier Jules II de réunir un Concile général (2).

préjudice dudict droict d'eslire en fassent cesser du tout toutes pensions et commandes de Bénéfices séculiers et réguliers, et aussi remonstrer la grande finance qui est partie de ce royaume... Les gens desdits trois Estats qui se sentent grandement avoir esté greuez par leur Seigneur père spirituel, communicant leurs plainte et doléance au Roy nostre Souverain père temporel, protecteur et desfendeur contre tous ceux qui voudroient les empescher en leurs droits et libertez, contre et au préjudice des saints Décrets et des saints Conciles (*Recueil général des Etats tenus en France*, p. 76, 77, 78). »

(1) « Premièrement. Et pource que la première et principale partie de justice, c'est religion, pour laquelle faire garder et observer ayant esté faites plusieurs belles constitutions, contenues es saints Décrets de Basle et Pragmatique sanction, dont sommes protecteurs, lesquelles par cy devant ont esté mal observées et gardées, à cette cause exhortons tous les prélats, chapitres et gens d'Eglise de nostre royaume, de faire faire les résidences, lectures et prédications, etc., et de garder et observer de point en point le contenu és-rebriches concernant le service divin, et autrement insérer en ladite Pragmatique sanction, au titre *Quomodo Divinum officium sit celebrandum*, et autres ensuivants, autrement en leur défaut y sera pourvu comme de raison (Isambert, t. II, p. 333). »

(2) De Pradt, t. I, p. 236 et suivantes.

A cette même époque, par une bulle du 18 juillet, Jules II convoqua un Concile général à Latran, pour le 19 avril suivant. Le Pape présida lui-même les sessions. Ce fut dans la quatrième (10 décembre 1512) (1) qu'on commença à attaquer la Pragmatique de Charles VII. Le Pape fit donner lecture des lettres de Louis XI, par lesquelles il l'avait supprimée. Puis un avocat consistorial prononça contre elle un long réquisitoire et en réclama la suppression; en outre, l'un des promoteurs du Concile demanda que tous les auteurs de la Pragmatique fussent cités à comparaître devant le Concile dans les soixante jours pour faire connaître les motifs qu'ils avaient de maintenir un acte aussi contraire à l'autorité du Saint-Siège. Cette proposition fut acceptée unanimement, et l'assemblée décida que l'acte de monition serait affiché à Milan, à Asti et à Pavie, parce qu'il n'était pas sûr de le faire paraître en France. La cinquième session (16 février 1513) (2) se termina par la lecture d'une lettre du Pape rappelant au Concile le jugement qu'il devait porter sur la Pragmatique. Jules II mourut le 21 février suivant et fut remplacé par Léon X. La sixième session (3) s'ouvrit le 27 avril 1513; le Procureur du Concile demanda l'abolition de la Pragmatique. Mais Léon X ne voulut pas y consentir et ordonna que la monition signifiée aux Français ne commencerait qu'après la huitième session, qui fut fixée au mois de décembre. Léon X préférait employer la douceur pour essayer de réconcilier, si possible, l'Eglise de France et

(1) Labbe et Cossart, t. XIV, p. 99.

(2) *Ibid.*, p. 121.

(3) *Ibid.*, p. 139.

le Saint-Siège. Dans la septième session (17 juin) (1), l'évêque de Rieti, Pompée Colonne, lut une bulle du Pape citant les Français à comparaître le 1^{er} novembre suivant. La huitième session (2) ne débuta que le 16 décembre ; les ambassadeurs de Louis XII s'y présentèrent porteurs d'une lettre du Roi indiquant qu'il adhéraît au Concile. Mais le Roi ne devait pas voir la fin de l'affaire. Le 5 mai 1514, au cours de la neuvième session (3), Marius de Peruschi, promoteur du Concile, fit savoir que les délais accordés pour l'abolition de la Pragmatique étant expirés, il fallait déclarer la contumace et signer un décret d'abolition. Le 4 mai 1515, dans la dixième session (4), parut un quatrième décret contre la France, accordant comme dernier délai de comparution le 1^{er} octobre suivant, faute de quoi on procéderait à un jugement définitif.

François I^{er} apprit en Italie, par son ambassadeur, qu'une dernière monition avait été décernée contre lui. Il envoya au Pape des délégués pour lui promettre de le satisfaire ou de terminer le différend par un concordat.

(1) Labbe et Cossart, t. XIV, p. 165.

(2) *Ibid.*, p. 178.

(3) *Ibid.*, p. 210.

(4) *Ibid.*, p. 279.

LIVRE IV

CONCORDAT DE 1516

Pour réaliser sa promesse, François I^{er} consentit à une entrevue avec le Pape; la rencontre eut lieu à Bologne, dans les premiers jours de décembre, au milieu d'une telle affluence de peuple, disent les chroniques, qu'il fallut une demi-heure au Roi de France pour traverser la salle du Consistoire, et parvenir jusqu'au trône. Pendant trois jours les deux souverains restèrent en conférences pour débattre toute une série de problèmes politiques et religieux et trancher la question de la pragmatique. Ils décidèrent enfin de faire un concordat, qui serait conclu par les deux contractants. Le Roi chargea son chancelier du Prat de rédiger un projet de traité; de son côté le Pape nomma, pour prendre part aux travaux, les cardinaux d'Ancône et de Sancti-quatro. Le concordat fut signé à Milan par le Roi, et ratifié par le Pape le 16 août 1516. Le 19 décembre, les deux contrats furent présentés au Concile, et unanimement acceptés.

Dans un long préambule, le Roi énumère les nombreux abus qui s'étaient introduits dans les élections : l'or détourné de l'Etat par toutes sortes de moyens, les évêques et les curés n'ayant plus le pouvoir ni la liberté de conférer les bénéfices dont on gratifiait souvent les étrangers, l'abus des expectatives qui permettaient de donner les sièges d'hommes qui vivaient encore, ce qui était un attentat à la morale et semblait emporter l'espoir de la mort d'autrui, les controverses plaidées en Cour de Rome, aux charges et détriment des sujets du Roi.

« Ayant extrêmement à cœur, ajoute-t-il, qu'un état si » honteux de choses ne vint à gagner dans notre royaume » (ce qui paraissait peu éloigné), consultant le temps et » l'état de nos affaires, nous résolûmes d'écarter par » quelques légers sacrifices des dangers aussi prochains. » C'est pourquoi nous vîmes avec notre cour à Bologne » pour rendre à notre Saint-Père, Léon X, l'hommage de » respect que les Rois de France nos ancêtres lui avaient » autrefois rendus, comme fils aînés de la sainte Eglise ; » nous le priâmes humblement, si on abrogeait entièrement » la pragmatique sanction, de nous permettre, dans sa » sagesse et dans celle du Concile, d'établir, de fixer des » lois, des règlements dont notre empire put faire » éternellement usage. Sa Sainteté, ayant eu égard à nos » prières en ce qui touchait la pragmatique sanction, » (ainsi que nous elle avait à cœur la bonne administration » de l'Eglise de notre royaume) n'eut pas de peine à » nous accorder de préparer des règlements qui remplace- » raient dans nos royaumes et principautés la pragmatique » sanction, lesquels seraient confirmés par l'autorité et » l'assentiment du Concile ».

Voici les articles qui ont trait aux nominations épiscopales et aux réserves (1).

*Electiones
ad beneficiis abrogata*

Titulus IV

Et cum ex electionibus quæ in ecclesiis cathedralibus et metropolitânis, ac monasteriis dicti regni, a multis annis citra fiebant, grandia animarum pericula provenirent, cum pleræque per abusum secularis potestatis: nonnullæ vero præcedentibus, illicitis et simoniâcis pac-tionibus, aliæ particulari amore et sanguinis affectione, et non sine perjurii reatu fierent. Cum electores ipsi etiam si ante electionem per eos faciendâ, idonciorem et non cum quem promissione aut datione alicujus rei tem-

Les élections aux
bénéfices supprimées

TITRE IV

Et comme les élections qui se faisaient dans les cathédrales, les églises métropolitaines et les monastères du royaume de France mettaient les âmes en danger, que dans la plupart il y avait abus de la puissance séculière, que quelques-unes étaient précédées de pactes illicites et simoniaques, que dans d'autres on consultait les liens du sang, les affections particulières, que souvent elles donnaient matière à accusation de parjure. Que les électeurs, loin de garder le serment qu'ils avaient fait avant l'élection de choisir le

(1) Le texte latin se trouve dans Labbe et Cossart, t. XIV, p. 362 et suivantes.

poralis, seu prece vel precibus per se vel alium interpositis, electionem procurare didicissent, eligeresponte jurarent, juramentum hujusmodi non servarent : sed contra proprium hujusmodi juramentum in animæ suæ præjudicium venirent, ut nobis notorie constat ex crebris absolutionibus et rehabilitationibus a nobis et prædecessoribus nostris petitis et obtentis : idem Franciscus rex nostris paternis monitis, tanquam verus obedientiæ filius, ponere volens, tam pro bono obedientiæ, in qua magnum meritum vere consistit, quam pro communi et publica regni sui utilitate, in locum dictæ Pragmaticæ Sanctionis ac singulorum capitulorum in ea contentorum, leges et constitutiones infra scriptas invicem tractatus, et cum fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesiæ

plus capable et non celui à qui ils enseignaient à se faire nommer par promesses présents, prières ou par celles des autres, méprisaient leurs promesses et s'élevaient contre leur propre serment au grand péril de leur âme, ainsi que cela résulte de plusieurs rehabilitations et absolutions sollicitées et obtenues de nous et de nos prédécesseurs : le même monarque obtempérant à nos paternels avis comme un vrai fils d'obéissance, non moins pour l'obéissance qui est un vrai mérite que pour l'utilité publique de son royaume, au lieu de la Pragmatique Sanction et des dispositions qui s'y trouvent, accepte les règlements et constitutions ci-dessous transcrits que nous avons traités ensemble et que nous avons examinés soigneusement avec les cardinaux nos frères de la Sainte Eglise romaine, et

cardinalibus diligenter examinatas, et de eorum consilio cum præfato rege concordatas per dilectum filium Rogerium Barme, regium advocatum, oratorem suum ad hoc ab eodem Francisco rege ad nos destinatum, habentem ad hoc speciale et sufficiens mandatum acceptavit.

sur leur conseil ordonnés avec le Roi par le moyen de notre fils chéri Roger Barme, avocat général, son procureur, député vers nous pour cette affaire et muni à cet effet de pleins pouvoirs.

De Regia nominatione ad prælaturas facienda

De la nomination du Roi aux prélatures

Titulus V

TITRE V

De eorundem fratrum consilio et unanimi consensu, ex certa nostra scientia et potestatis plenitudine, statuimus et ordinamus quod de cætero perpetuis futuris temporibus loco dictæ pragmatice sanctionis constitutionis, ac omnium et singulorum capitulorum in ea contentorum, videlicet ut de cætero cathedralibus et metropolitanis

Sur le conseil et le consentement unanime desdits frères, de notre science certaine et de toute la plénitude de nos pouvoirs, nous statuons et ordonnons qu'abrogeant pour toujours la pragmatique sanction et toutes et chacune de ses décisions, dans les cathédrales et les églises métropolitaines du royaume de France, du Dauphiné, des comtés de Die et de Valence,

ecclesiis in regno, dicto Delphinatu, et comitatu Diensi ac Valetinensi, nunc, et pro tempore, etiam per cessionem in manibus nostris et successorum nostrorum romanorum pontificum canonice intrantium sponte facta vacantibus, illarum capitula et canonici ad electionem seu postulationem, inibi futuri praelati procedere non possint: sed illarum occurrente hujusmodi vacatione, Rex Franciæ pro tempore existens, unum gravem magistrum seu licentiatum in theologia, aut in utroque seu altero juris doctorem, aut licentiatum in universitate famosa et cum rigore examinis et in vigesimo septimo suæ ætatis anno ad minus constitutum, et alias idoneum infra sex menses a die vacationis ecclesiarum earundem computandos nobis et successoribus nostris romanis

aujourd'hui et à l'avenir, leurs chapitres et leurs chanoines ne pourront pas procéder à la demande ou à l'élection du futur prélat, dans les vacances même par cession faite dans nos mains ou dans celles de nos successeurs nommés canoniquement; mais au cas de vacance, le Roi de France alors sera tenu, dans les six mois à dater de la vacance desdites églises, de nous nommer, à nous et à nos successeurs ou au siège, un grave maître ou un licencié en théologie, ou un docteur dans l'un et l'autre droit ou dans les deux ensemble, ou un licencié de l'université soumis à de rigoureux examens, âgé au moins de vingt-sept ans et réunissant en outre les autres qualités requises, et cette personne ainsi nommée par le Roi sera pourvue par nous, par nos successeurs ou par le Siège; que s'il arrivait que le roi nommât à ces églises

pontificibus seu Sedi prædictæ nominare, et de persona per regem hujusmodi nominata per nos et successores nostros, seu sedem prædictam provideri : et si contingeret præfatum regem personam taliter non qualificatam addiclas ecclesias sic vacantes nominare, nos et successores nostros seu sedes hujusmodi de persona sic nominata eisdem ecclesiis minime provideri debeat. Sed teneatur idem rex infra tres alios menses a die recusationis personæ nominatæ non qualificatæ, sollicitatori nominationem non qualificatam prosequenti, consistorialiter factæ intimandæ computandos : alium supradicto modo qualificatum nominare. Alioquin ut dispendiose ecclesiarum hujusmodi vacationi celeriter consulatur, Ecclesiæ tunc sic vacanti per nos et successores nostros seu

vacantes une personne non qualifiée, cette personne ne doit être pourvue dans ces églises ni par nous ni par nos successeurs ni par le le Siège. Le Roi est tenu alors dans les trois autres mois à partir du jour de la récusation de la personne nommée non qualifiée, intimée en consistoire au solliciteur qui poursuit la nomination de ladite personne, de nommer une autre personne qualifiée comme il est dit autrement; afin de pourvoir promptement aux dépenses de la vacance des églises, il sera libre à nous, à nos successeurs, au Siège, de pourvoir cette personne ainsi qualifiée de même qu'au siège vacant par décès, le Roi n'y ayant pas nommé. Déclarons que toutes élections contraires ou provisions faites par nous, nos successeurs ou le Siège, sont nulles ou invalides. Que les parents du Roi, les grands personnages, sur des causes

sedem hujusmodi de persona ut præfertur qualificata. Nec non per obitum apud sedem prædictam vacantibus, semper nulla dicti regni præcedente nominatione libere provideri possit. Decernentes electiones contra præmissa attentatas, ac provisiones per nos et successores nostros, seu Sedem hujusmodi factas, nullas et invalidas existere. Consanguineis tamen præfati Regis ac personis sublimibus ex causa rationabili et legitima in nominatione et apostolicis litteris exprimenda nec non religiosi mendicantibus reformati eminentis scientiæ et excellentis doctrinæ, qui juxta sui ordinis regularia instituta ad gradus hujusmodi assumi non possunt, sub prohibitione præmissa minime comprehensis; sed de eorum personis dictis ecclesiis pro tempore vacan-

raisonnables et légitimes qui doivent être exprimées dans les nominations et dans les lettres apostoliques, les religieux mendiants, réformés d'une grande doctrine et haute science qui, suivant les règles de leur ordre, ne peuvent être élevés à ces grades, ne soient pas compris dans la présente prohibition; ils peuvent être, lors de la vacance des églises, pourvus par nous, nos successeurs ou le Siège, sur la nomination du Roi.

tibus ad dicti regis nominationem, per nos et successores nostros seu sedem hujusmodi libere provideri possit.

*De reservationibus
sublatis*

Réserves annulées

Titulus VIII

TITRE VIII

Volumus quoque et ordinamus quod in Regno, Delphinatu et comitatu prædictis de cætero non dentur aliquæ gratiæ expectativæ ac speciales vel generales reservationes ad vacatura beneficia, per nos et sedem prædictam non fiant, et si de facto per importunitatem aut alias a nobis et successoribus nostris et sede prædicta emanaverint, illas irritas et inanes esse decernimus.

Voulons et ordonnons que dans le royaume de France, dans le Dauphiné et les comtés ci-dessus désignés, il n'y ait plus de grâces expectatives, de réserves spéciales ou générales pour les bénéfices à vaquer; que ni nous ni nos successeurs n'en accordent; que si par importunité ou autrement il en émanait de nous, de nos successeurs ou dudit Siège, nous les déclarons nulles et inutiles.

Aussitôt sa promulgation, le Concordat souleva de nombreuses résistances. Ce fut le Parlement qui fit entendre les premières protestations, en refusant de l'enre-

gistrer (1). Le Roi, prévoyant sans doute des difficultés, vint présider lui-même la séance. Le chancelier du Prat annonça aux membres du Parlement que le Roi exigeait l'enregistrement de l'acte, mais ceux-ci demandèrent une réunion de l'Église gallicane, comme on avait fait au temps de la pragmatique. Le président Baillet déclara qu'il ferait son rapport à la Cour. Le 13 mai 1517, le Roi fit paraître des lettres de jussion (2), que le connétable de Bourbon, les seigneurs d'Albret et d'Orval allèrent communiquer au Parlement. Baillet répondit que la Cour ferait ce que lui commanderaient la raison et la justice. Trois semaines après, le chancelier du Prat revint pour présenter l'acte d'abolition de la pragmatique et celui qui ordonnait l'enregistrement du Concordat. Le procureur général Guillaume Rogier et Jean le Lièvre, avocat général, dépeignirent les inconvénients du Concordat et demandèrent l'envoi d'une ambassade au Roi. Le 6 juin, la Cour décida qu'on examinerait l'acte à nouveau, et chargea d'abord quatre conseillers, et bientôt huit, de rédiger un rapport. La colère du Roi fut extrême : « Je » sais, s'écria-t-il, qu'il y a dans mon Parlement des » gens de bien et des gens sages ; mais je sais aussi qu'il » y a des fous turbulents et téméraires. Vous me vantez » sans cesse Louis XII et son amour pour la justice ; » sachez que la justice m'est aussi chère qu'à lui. Mais ce

(1) Voir le procès-verbal des remontrances faites en la Cour du Parlement au mois de mars 1517 sur la publication des concordats entre le Pape Léon X et le roy François I^{er}. Dufey, t. I, p. 157 et suivantes.

(2) Isambert, t. XII, p. 114.

» roi si juste a quelquefois chassé du royaume des rebelles,
» quoiqu'ils fussent membres du Parlement; ne m'obligez
» pas à l'imiter dans sa rigueur..... Je veux que mon
» oncle le bâtard de Savoie assiste à toute la délibération,
» qu'il me rende compte de chaque opinion. Je vous
» connais déjà, je veux vous connaître mieux encore (1).»

Le 26, le bâtard de Savoie arriva avec de nouveaux ordres écrits d'Amiens, le 21 juin, par lesquels le Roi ordonnait que le Parlement procédât promptement à la publication, à la confirmation et à l'expédition des concordats en présence de son oncle (2). La Cour répondit par l'envoi de deux conseillers qui expliquèrent à François I^{er} pourquoi on différait l'enregistrement. On commença les délibérations le 13 juillet; le 23, le Parlement rendit un arrêté disant qu'il lui était impossible d'enregistrer le Concordat, ajoutant qu'en cas d'insistance de la part du Roi, on lui demanderait de réunir, comme en 1438, une nouvelle assemblée de l'Église gallicane. Le Roi ordonna au Parlement de lui envoyer deux délégués; André Verjus et François de Loines se rendirent à Amboise, mais le Roi les fit attendre pendant des jours entiers. « Je les traînerai à ma suite aussi long-temps qu'ils m'ont fait attendre », avait dit François I^{er}. Ce ne fut en effet que six semaines après leur arrivée qu'ils furent introduits auprès du Roi, qui avait profité de ce laps de temps pour faire préparer un mémoire par son chancelier. A la lecture des lettres de la Cour, le Roi se fâcha de nouveau. « Il n'y a qu'un roi en France,

(1) De la Gournerie, *Histoire de François I^{er}*, p. 44.

(2) *Ibid.*, p. 45.

» déclara-t-il aux députés. J'ai tout fait pour rendre la
» paix à mon royaume, je ne souffrirai pas qu'on anéan-
» tisse ici ce que j'ai terminé avec tant de difficulté en
» Italie. Mon Parlement voudrait s'ériger en Sénat de
» Venise, qu'il se mêle de la justice, elle est plus mal
» administrée qu'elle ne l'a été de cent ans. Je devrais
» peut-être le tenir à ma suite comme le Grand Conseil
» et veiller de plus près sur sa conduite (1) ». Il enjoignit
ensuite aux députés de partir d'Amboise sur le champ, et
comme le mauvais état des routes ne leur permettait pas
de quitter de suite le palais, le Roi leur fit dire que s'ils
ne s'en allaient pas, il les ferait jeter en un fonds de fosse
et les y tiendrait six mois, puis verrait qui lui en parlerait.
Enfin, sur une nouvelle lettre du Roi déclarant, que le
repos de l'État dépendait de l'enregistrement du Concordat,
le Parlement, craignant que son obstination n'eût des
suites fâcheuses, consentit à céder, et le 22 mars 1518, le
Concordat fut enregistré. Mais l'assemblée exigea qu'on
mentionnât qu'il avait été lu et publié du très exprès
commandement du Roi réitéré plusieurs fois (2). Le même
jour, l'Université protesta contre le Concordat, et le cha-
pitre de Notre-Dame se réunit dans la grande salle du
Palais dans la même intention ; le Parlement lui-même fit le
serment de ne jamais renoncer à la Pragmatique ; de
plus, par arrêté du 24 du même mois, il déclara que quel-

(1) De la Gournerie, p. 45.

(2) Leue, publiée et registrée par l'ordonnance et du commandement
du Roy nostre Sire, réitérée par plusieurs fois en présence du seigneur
de la Trémouille, premier chambellan du roy, nostre dict Seigneur, et
par luy spécialement à ce envoyé : à Paris, en Parlement, le 22^e jour
de mars l'an de notre Seigneur 1518. Isambert, t. XII, p. 97.

que lecture et publication qui eussent été faites du Concordat, il ne les approuvait, ni autorisait. De son côté, l'Université proposa d'interdire aux libraires d'imprimer le Concordat et on afficha cette défense. Le Roi s'y opposa et ordonna au Parlement de poursuivre les auteurs de cette manifestation; il fit paraître une édition complète de cet acte. Enfin, du Prat, ne pouvant triompher de la Cour, publia, le 6 septembre 1527, une déclaration déferant au Grand Conseil la connaissance des procès qui s'élèveraient relativement aux nominations épiscopales et autres (1).

. .

Quels étaient les pouvoirs accordés par le Concordat aux deux parties contractantes? Que faut-il penser de cet acte? Comment a-t-il été accepté en France?

Le Concordat reproduisait la plus grande partie des règlements insérés dans la Pragmatique, en sorte qu'il semblait plutôt codifier à nouveau la législation antérieure qu'y apporter de profonds changements. Néanmoins deux modifications importantes s'y rencontraient : d'une part l'élection était supprimée et la nomination des bénéfices supérieurs attribuée au Roi de France; d'autre part l'institution canonique était réservée au Souverain Pontife.

La nomination faite par le roi de France liait-elle le Pape? Dans sa *Praxis beneficiorum*, Rebuffe, le glossateur autorisé du Concordat, n'hésite pas à répondre à la question par l'affirmative. « *Papa debet providere nomi-*

(1) D'Héricourt, F. IV, p. 454.

» nato a rege, quando est qualitatibus requisitis per hunc
» textum, alioquin contractus non servaretur.... et si
» alteri provideret et nulla esset provisio; et posset rex
» resistere illi provisioni factæ per papam (1). » Que
dit en effet le Concordat? Le Roi nommera les évêques et
le Pape leur conférera l'institution canonique, à condition,
bien entendu, que la personne choisie possédera toutes les
qualités exigées par les canons. Par conséquent, le Pape
n'avait pas à discuter la nomination royale et ne pouvait
refuser les bulles d'investiture aux nouveaux évêques que
pour des motifs de moralité ou de doctrine. C'est du reste
aussi l'opinion de de Pradt, qui écrit, dans ses *Quatre
Concordats* : « Le jugement du Pape ne tombe que sur
» les formes de la nomination et sur les qualités exté-
» rieures de l'élu, telles que l'âge, la naissance. La nomi-
» nation du prince sert de garantie et de témoignage pour
» la capacité morale..... Le Pape était à l'égard des
» évêques nommés par le prince comme les évêques
» étaient à l'égard des curés nommés par les patrons
» laïcs; l'institution était faite toutes les fois qu'il n'y
» avait pas de refus canonique. Un refus de bulle n'aurait
» pu avoir lieu que dans des cas d'une gravité et d'une
» notoriété telles que la conscience et l'honneur du Pape
» lui en eussent fait la loi (2). » Il est assez naturel que
la cour de Rome ne puisse, sous un prétexte ou sous un
autre, et souvent pour cette raison seule qu'elle aura un
différend avec le roi de France, comme sous Louis XIV à
propos de la régale, laisser vacants un certain nombre de

(1) *Praxis beneficiorum*, p. 554 à 556.

(2) *Les quatre Concordats*, t. I, p. 320 et 321.

sièges épiscopaux. Mais le Concordat ne prévoyait aucune sanction pour le cas où le Pape opposerait des refus injustifiés ; aussi les canonistes en avaient-ils cherché une dans le rétablissement des élections.

Comme la pragmatique sanction de Bourges, le Concordat a été diversement apprécié. Le président Hénault l'admire sans réserve : « Le Roi, dit-il, représentant la » nation, c'est à lui d'exercer les droits qu'exerçaient les » premiers fidèles et qui lui ont été remis lorsque l'Eglise » a été reçue dans l'État pour prix de la protection que le » Roi accordait à la religion..... Sous le régime des » élections, les grands sièges étaient souvent remplis par » des sujets de la lie du peuple, tandis que, à choses » égales, la noblesse doit être préférée dans la distribution » des dignités ecclésiastiques..... Les grands bénéfices » donnant autorité aux évêques dans leur diocèse, il est » extrêmement important pour la sûreté du royaume, que » les Rois choisissent ceux dont la fidélité et les talents » s'étendent non seulement aux choses de la religion, » mais encore au maintien de la paix et de l'ordre » public..... Toute la question se réduit à savoir quel » est le plus grand inconvénient pour le royaume, qu'il en » coûte quelque argent dont la Cour de Rome profite, ou » que le Roi soit privé d'un droit qui affermit véritablement son pouvoir (1) ».

M^{sr} Affre regrette, au contraire, qu'on ait supprimé les élections pour remettre à la royauté le droit de faire les nominations ecclésiastiques.

» Quand on pense aux mœurs de François I^{er}, écrit-

(1) Hénault, *Abrégé chronologique de l'histoire de France*.

» il, qui ne regrette de le voir désigner au chef de
» l'Église les censeurs des mœurs, les gardiens de la vertu
» et de l'innocence? Les princes de la branche des Valois,
» ses successeurs immédiats, et ceux dont ils subirent
» l'influence, rendirent plus sensibles encore cet humiliant patronage. Jusqu'en 1789, deux rois seulement,
» Louis XIII et Louis XVI, se distinguèrent par une
» austère vertu. A côté du ministre de la Feuille, qui
» exerçait cette importante prérogative de la royauté,
» combien d'influences dont l'homme religieux ne peut
» lire l'histoire sans éprouver un sentiment pénible et
» une profonde affliction (1) ». On a encore reproché au Concordat d'avoir sanctionné l'autorité du Pape et d'avoir rétabli les annates, supprimées par la Pragmatique de Charles VII.

Lorsqu'on s'en tient à l'examen du texte même du Concordat, on est de suite frappé par ce fait que le système des élections a complètement disparu et que la royauté dispose désormais d'une façon presque absolue des dignités ecclésiastiques. Mais, en réalité, le nouveau régime n'apportait pas de grands changements dans la pratique. D'abord, l'autorité des rois s'était toujours fait sentir, plus ou moins impérieuse suivant leur tempérament et leur caractère, dans les élections épiscopales : la pragmatique donnait en effet au souverain le droit d'y intervenir par prières et bons offices ; or, on sait ce que sont les prières et les bons offices d'un monarque absolu. Il devait donc arriver un moment, où, tout naturellement, on transporterait dans le droit les coutumes qui s'étaient

(1) Mgr Affre, *de l'appel comme d'abus*, p. 175.

établies en France. D'ailleurs, le Roi n'était pas complètement maître de ses choix, puisqu'il était nécessaire, pour devenir évêque, de réunir un certain nombre de qualités, de justifier notamment d'un degré suffisant de capacité par la production d'un diplôme de licencié ou de docteur.

Certes le Concordat devait avoir ses inconvénients ; mais quel régime n'en présente pas ? Demandons-nous seulement si les élections étaient toujours régulières et donnaient satisfaction à tous ? Thomassin, qui les a étudiées assez pour les bien connaître et pouvoir les juger, n'hésite pas à répondre non. En effet, les élections se comprenaient à une époque où les mœurs étaient moins relâchées et la foi plus vive et plus sincère, mais elles ne convenaient plus dans un temps où rivalisaient les appétits et les ambitions, où la simonie s'étalait au grand jour, où les élections, en un mot, étaient livrées aux passions et aux intrigues les plus diverses. « Sans doute, écrit Audin, » c'est une belle et sainte coutume que l'élection des pasteurs par le clergé lui-même dans les temps de foi, de piété, de paix ; mais quand les mœurs se corrompent, que les saintes études sont abandonnées, que les esprits sont agités, alors le scandale s'introduit facilement dans le sanctuaire. Ce n'est pas le plus digne qui souvent est élu, mais le plus riche ; le pauvre, qui a de la science et de la vertu, se voit préférer l'homme opulent, qui n'a que des trésors souvent mal acquis (1) » ; Brantôme, dans son chapitre du « Grand Roy François », nous fait un tableau très curieux des élections ; il nous dépeint les membres de l'assemblée qui, le plus souvent, « s'entre-

(1) Audin, *Histoire de Léon X et de son siècle*, t. II, p. 145.

battoient, se querelloient à coups de poing, venoient aux bracquemards, s'entreblessaient, voire s'entretuoient » ; il ajoute que « pour avoir les voix des chanoines et de ceux qui en tenoient les principales dignitez, on les gaignoit et acheptoit à purs deniers ; les autres, on les corrompoit par présens et promesses de force biens pour l'advenir, en sorte que cela s'appelloit plustot une vray simonie qu'une légitime et sainte eslection (1) ». En admettant que Brantôme ait quelque peu exagéré la description, elle ne manque ni de pittoresque ni de vérité. Naturellement, les chanoines devaient regretter le temps où ils disposaient à eux seuls des élections, et où ils faisaient un trafic si profitable de leur vote. Il est juste de constater, d'ailleurs, que les évêques n'ont jamais démérité de l'Eglise à compter du jour où ils ont été choisis par les rois. « Quand on » compare, écrit d'Héricourt, les évêques des deux siècles » derniers, à ceux qui étaient nommés par les chapitres » seuls depuis le XIII^e siècle, on reconnaît que les évêques » qui sont nommés par les rois n'ont pas moins de zèle et de » science que ceux qui étaient élus par les chapitres (2). » Ce que l'on peut toutefois dire, c'est que le Roi ne disposa guère des sièges épiscopaux qu'en faveur des fils de nobles, et que, pour obtenir un évêché, il fallait avoir des appuis auprès du prince. Le régime des élections avait permis à des prêtres de basse condition d'arriver aux plus hautes dignités ecclésiastiques par la seule recommandation de leurs mérites ; à partir du Concordat, l'épiscopat devint

(1) Œuvres complètes de Pierre de Bourdeille, seigneur de Brantôme, t. III, p. 106.

(2) D'Héricourt. Lettre F. IV, p. 154.

un corps aristocratique, entièrement dévoué au pouvoir royal.

Nous pouvons dire du Pape ce que nous avons dit du roi de France; l'accroissement de son pouvoir fut plus apparent que réel, car nous savons que, depuis longtemps déjà, son intervention se renouvelait à tout propos, soit pour maintenir une élection régulière, soit pour en annuler une autre contraire aux canons; il avait ainsi considérablement réduit la puissance des chapitres. Tout dernièrement encore, le Concile de Bâle avait soumis au jugement du Souverain Pontife le cas d'une élection canonique, mais qui pouvait causer des troubles dans l'Eglise ou dans l'Etat.

On a reproché, enfin, au Concordat le rétablissement des annates. En réalité, le Concordat, tel qu'il fut publié et approuvé dans le onzième Concile de Latran, ne fait aucune mention des annates; le mot ne s'y trouve pas, et c'est à peine s'il y est fait allusion dans un passage, qui dit que les lettres de provision devront exprimer le revenu annuel du bénéfice.

Le Parlement, dans ses remontrances, protesta néanmoins en déclarant que « l'expression de la valeur des bénéfices tendait à rétablir la levée des annates et qu'il était facile d'en prévoir des suites très mauvaises (1) ». Le chancelier répondit « que dans le Concordat il n'est point parlé des annates, que la fin de ce traité n'est point de les rétablir (2) ». Il fallut une bulle de Léon X pour remettre les choses au point; cette bulle fut donnée le 1^{er} octobre

(1) *Mémoires du clergé*, t. X, p. 162.

(2) Essmein, *Histoire du droit français*, p. 645.

1516 (1). Dans la suite, elle fut ajoutée au texte du Concordat comme titre dix-neuvième et dernier, et cette addition porta quelques auteurs à croire qu'elle en faisait partie intégrante. Les annates ne furent rétablies que pour les bénéfices consistoriaux.

Ajoutons que le Concordat n'était applicable qu'aux provinces auparavant soumises au régime de la pragmatique sanction; c'est ainsi qu'il ne régissait ni la Bretagne, ni la Provence, pas plus qu'il ne devait plus tard s'appliquer aux provinces annexées pendant les ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.

Le Parlement de Paris, en conformité de ses déclarations, continua à juger selon la pragmatique.

François voulut nommer son ancien précepteur, François de Rochefort, à l'évêché de Condom, mais le chapitre lui préféra Errard de Grossolles, qui fut élu malgré le Roi (2). En 1517, le chapitre élit un successeur à l'évêque d'Albi, le roi en nomma un également, d'où conflit qui fut porté au Parlement de Paris, puis à celui de Toulouse; ils se prononcèrent en faveur du chapitre (3). En 1519, mourut l'archevêque de Sens, Tristan de Salazar; le roi défendit au chapitre d'élire, mais celui-ci, invoquant un privilège déjà ancien, passa outre. Néanmoins l'affaire n'eut pas de suite, parce que les chanoines choisirent Etienne Foucher, qu'ils savaient être le candidat de la Cour. La même année, à la mort du cardinal Bohier, archevêque de Bourges (27 novembre), les chanoines élirent François de Breuil. Le roi leur opposa Guillaume Petit. Le Pape, fait

(1) Voir le texte de cette bulle dans Isambert, t. XII, p. 92.

(2) Longueval, t. XXII, p. 79.

(3) *Ibid.*

juge du différend, le trancha en faveur du chapitre, mais ce dernier était dans son droit, car il avait fait valoir un privilège déjà ancien (1). D'ailleurs, Bohier fut nommé archevêque de Troyes. Pendant la captivité du roi, le Parlement de Paris adressa des remontrances à la régente, et lui fit remarquer qu'il serait opportun de rétablir la pragmatique; il lui persuada que le pays n'avait jamais été aussi prospère qu'au temps des élections, et que, si on persistait à observer le Concordat, tous les malheurs viendraient s'abattre sur la France. La régente répondit qu'elle continuerait à suivre le Concordat, et qu'il fallait attendre que le Roi fut sorti de prison pour parler de le modifier (2). Le jour même de la bataille de Pavie était mort l'archevêque de Lens, Etienne Poucher; le chapitre le remplaça, au moyen de l'élection, par Jean de Salazar. La régente fit saisir le temporel des chanoines, et le procureur général appela comme d'abus de l'élection du chapitre. Celui-ci, à son tour, interjeta appel devant le Parlement, qui ordonna que le temporel fut restitué, mais réserva la question pour le retour du Roi (3). Quand celui-ci revint à Paris, il fit, le 6 septembre 1527, une déclaration déférant au Grand Conseil la connaissance des différends relatifs aux archevêchés, évêchés et autres bénéfices ecclésiastiques (4).

En 1532, Jean de Lorraine et Jean du Bellai furent nommés par le Roi, l'un à Reims, et l'autre à Paris (5).

(1) Longueval, t. XXII, p. 60.

(2) *Ibid.*, p. 220.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, p. 296.

(5) *Ibid.*, p. 432.

A la réunion des Etats d'Orléans, en 1560, on entendit de nouvelles réclamations. Les cahiers des Etats (33 à 36) contenaient un vœu pour le rétablissement des élections, émanant des trois ordres. Le clergé demandait le retour à la pragmatique ; la noblesse réclamait des assemblées dans lesquelles on choisirait les évêques ; le Tiers revendiquait le droit d'élire ses chefs (1). Ces conseils ne furent pas dédaignés : l'article 1^{er} de l'ordonnance d'Orléans conféra à chaque diocèse le droit de présenter trois ecclésiastiques, parmi lesquels le Roi prendrait celui qui lui paraîtrait le plus méritant. Les électeurs, qui étaient l'archevêque, ses suffragants et les chanoines, devaient appeler avec eux, dit l'ordonnance, « douze gentilshommes élus par » la noblesse du diocèse et douze notables bourgeois élus » en l'hôtel de la ville ou siègera le futur prélat ». Il fallait, en outre, que les candidats appartenissent à l'état ecclésiastique, possédassent les qualités exigées par les canons et les Conciles, et fussent âgés de trente ans (2). Cette mesure avait pour but d'éviter les nominations des laïques et des enfants, dont le Roi faisait abus. Pour l'archevêque, la présentation était faite par l'évêque de la province et les chanoines. L'article 2 de la même ordonnance supprima aussi les annates : « Ordonnons que tous transports » d'or ou d'argent hors de nostre Royaume et payements » de deniers sous couleur d'annates vacantes ou autrement » surseoiront et cesseront à peine du quadruple contre

(1) Picot, *Histoire des Etats Généraux*, t. I, p. 229.

(2) Ordonnance générale rendue sur les plaintes, doléances et remontrance des Etats assemblés à Orléans, de janvier 1560, enregistrée le 13 septembre 1561, art. 1 à 29 inclusivement (Isambert, t. XIV, p. 64).

» ceux qui contreviendront à cette présente ordonnance ». Mais ces défenses furent levées par un édit du 10 janvier 1561 (1).

Le Parlement, sur cette ordonnance, fit des remontrances concernant la nomination et présentation aux archevêchés et évêchés : « Le Parlement supplie très humblement La Majesté dudit Seigneur qu'il lui plaise au lieu de ladite ordonnance ordonner que le Concile de Bâle soit gardé et que les élections soient remises suivant la pragmatique sanction, et ce, tant pour le regard des Archevêchés et des Evêchés que pour les abbayes ; et en tous cas que les laïques doivent être rejetés des élections et nominations, ôter et défendre les annates (2) ».

Une assemblée du clergé, réunie à Poissy en 1561, s'occupa encore des nominations épiscopales (3). En 1576, on protesta aussi aux Etats de Blois. Les cahiers du Tiers renfermaient une nouvelle demande en faveur des élections ; le clergé réclamait, lui aussi, la liberté entière pour les électeurs ; la noblesse, qui avait commencé par prendre la même résolution, se contenta finalement de demander qu'avant la nomination on fit une enquête et qu'on entendit « les notables gentilshommes du diocèse » qui auraient le droit de proposer et dire ce qu'ils sauraient être en iceux indignes de telles charges (4) ». Le Roi rendit une ordonnance (5) par laquelle (art. 1) il con-

(1) Isambert, t. XIV, p. 65.

(2) *Procès-verbaux du clergé*, t. I, p. 4 des pièces justificatives.

(3) *Ibid.*, p. 10 des pièces justificatives.

(4) Picot, t. III, p. 165 et suivantes.

(5) Ordonnance rendue sur les plaintes et doléances des Etats Géné-

sentait à ne nommer aucun prélat qu'il ne se soit écoulé un mois avant la vacance, et il acceptait que les noms des candidats fussent envoyés à l'évêque diocésain du lieu où ils auraient eu leur demeure et résidence pendant les cinq années précédentes, ensemble aux chapitres des églises et monastères vacants « lesquels informeraient respectivement de la vie, mœurs, bonne renommée et conversation catholique des dits nommez, et du tout feraient bons procès verbaux qu'ils enverraient clos et scellez le plus tost que faire se pourrait. » L'ordonnance fixa à trente ans l'âge nécessaire pour occuper un siège, exigea la qualité de français et interdit l'acceptation des lettres de naturalisation. En outre, sur la demande de la noblesse, elle décréta un examen sur la doctrine du candidat, réservé à un évêque assisté de deux docteurs en théologie. Il fut ensuite décidé que toute nomination faite sans enquête préalable serait, par là même, entachée de nullité. L'article 5 obligea les nouveaux titulaires de bénéfices à obtenir des bulles et provisions de la Cour de Rome dans le délai de neuf mois du jour où auraient été reçus les brevets ou les lettres de nomination. Ajoutons enfin que l'ordonnance réprima la simonie.

Aux Etats de Blois, les députés avaient encore protesté contre la manière de pourvoir aux bénéfices vacants, car, ou le droit de présentation était mis en vente, ou la résignation du bénéfice était promise à l'avance, ou les droits d'examen se payaient aux prélats un prix très élevé. Le clergé et la noblesse avaient demandé que des com-

raux assemblés à Blois en novembre 1676, relativement à la police générale du royaume (mai 1577, enregistrée le 25 janvier suivant) Art. 1 à 64.

missions sévères fussent données aux juges d'Eglise par le Pape ou par le Roi; le tiers avait réclamé pour les juges royaux le droit de faire des enquêtes sur les simoniaques et de les traduire en justice. L'ordonnance chargea les baillis et procureurs du Roi des informations contre les laïques, et les évêques des informations contre les clercs. Enfin, les trois Etats s'étaient unis pour réclamer la suppression des réserves dans l'avenir et l'annulation de celles qui avaient été expédiées depuis leur première réunion (cahier 34) (1). L'ordonnance déclara que tout réservataire serait à jamais incapable de posséder un bénéfice s'il ne rapportait pas son brevet, afin qu'il fût anéanti.

Cependant, en pratique, le Roi continuait à choisir lui-même les évêques. Voici comment les choses se passaient. Le candidat confiait l'information à faire sur sa personnalité à l'évêque de sa dernière résidence, et lui envoyait sa profession de foi. Lorsqu'il entrait en possession des pièces nécessaires., il les faisait parvenir au Pape. De son côté, le Roi signait trois lettres de cachet : une pour la cour de Rome, une pour l'ambassadeur de France au Vatican, et une pour le cardinal protecteur de la France. Ce dernier examinait le dossier avec trois autres cardinaux, et

(1) Déjà le Concile de Trente, dans sa 24^e session, avait aboli les réserves : « *Decernit sancta synodus, mandata de providendo, et gratias, quæ expectativa dicuntur, nemini amplius, etiam collegiis, universitatibus, senatibus et aliis singularibus personis, etiam sub nomine indulti, aut ad certam summam vel alio quovis colore concedi, nec hactenus concessis cuiquam uti licere. Sed nec reservationes mentales, nec aliæ quæcumque gratiæ, ad vacatura, nec indulta ad alienas ecclesias vel monasteria alicui, etiam ex sanctæ Romanæ ecclesiæ cardinalibus, concedantur, et hactenus concessa abrogata esse censeantur* ».

donnait son avis sur la dignité de l'élu. L'évêque était alors présenté au Consistoire ; le Pape y recevait les cardinaux enquêteurs, prenait une décision et ordonnait d'expédier les bulles. Aussitôt la réception de ces dernières, l'évêque prêtait serment de fidélité au Roi, et faisait enregistrer ses bulles à la Cour des Comptes. Il obtenait alors mainlevée de la régle et prenait possession de son siège. Son sacre devait avoir lieu dans les trois ans (1). On continua, du reste, à procéder ainsi jusqu'à la Révolution.

Henri III réserva surtout à la faveur les charges ecclésiastiques. Aussi de nouvelles plaintes se firent entendre dans une assemblée du clergé, tenue en 1579; M. de Bazas, dans les remontrances au Roi, déclara qu'il y avait deux principales causes du désordre dans l'Etat ecclésiastique : le défaut d'une bonne discipline, et le manque de personnes idoines et suffisantes aux premières charges et dignités de l'Eglise. Le Roi répondit qu'il n'était pas la cause du mal, mais les ecclésiastiques eux-mêmes, qui, pour la plupart, montraient ne désirer aucune réformation. Il ajouta qu'il avait le droit de nomination aux évêchés et abbayes, qui lui avait été légué par ses prédécesseurs, lesquels en avaient joui du consentement du Pape, et qu'il voulait le conserver. Il dépeignit, enfin, les inconvénients des élections qui ne seraient que brigues, factions, menées, querelles, corruptions et simonie, comme elles se commettaient avant les nominations (2). L'année suivante, l'édit de Melun reproduisit, dans son article 12, les dispositions de l'ordonnance de 1576, relatives à la réception des bulles (3). Aux Etats

(1) Fleury, *Institution au droit ecclésiastique*, t. I, p. 108 et 109.

(2) *Procès-verbaux du clergé*, t. I, p. 124 et 125.

(3) Isambert, t. XIV, p. 684.

de Blois, en 1588, les trois ordres réclamèrent encore le rétablissement de la pragmatique sanction (1).

Lorsque Henri IV monta sur le trône, la moitié des évêchés avait des pasteurs indignes, l'autre n'en avait pas du tout. En 1595, le Roi se plaignit au Pape que les choses de la religion et de l'ordre ecclésiastique étaient en grande confusion et en danger évident de ruine en France par la vacance d'un grand nombre d'évêchés, d'abbayes et d'infinité d'églises paroissiales (2). Aussi travailla-t-il, sans relâche, à remettre de l'ordre dans les diocèses. En 1598, les évêques réunis à Paris, demandèrent le rétablissement de la discipline (3). Le Roi répondit que « jusque-là on ne leur avait donné que de belles paroles, » mais qu'il leur donnerait de bons effets (4). Le Roi dut accomplir sa promesse, car dans une assemblée du clergé qui se tint en 1605, le Roi put répondre à l'archevêque de Vienne, qui lui présentait le cahier de ses plaintes sur l'état de l'Eglise : « Quant aux élections, vous voyez comme » j'y procède. Je suis glorieux de voir ceux que j'ai établis bien différents de ceux du passé (5). En décembre 1606, il fit paraître un édit (6), dans lequel il déclara : » Notre intention et vouloir a toujours esté et est encore » avenant vacation de prélatures, abbayes et autres bénéfices consistoriaux qui sont de nostre nomination de » les pourveoir de personnes de mérite, qualité et suf-

(1) Picot, t. IV, p. 3.

(2) Longueval, t. XXIV, p. 53.

(3) *Procès-verbaux du clergé*, t. I, p. 648.

(4) Longueval, t. XXIV, p. 56.

(5) *Mercur français*, t. I, p. 71.

(6) Isambert, t. XV, p. 304.

» finance requises pour se bien et dignement acquitter de
» leur charge. Voulons à cette fin les articles 1, 2 et 5 de
» nos ordonnances des états tenus en la ville de Blois en
» 1579, et celles faites sur les remontrances du clergé
» assemblé à Melun, estre exactement entretenus et
» observez ». L'article 27 de la même ordonnance res-
treignit le droit de régale, et l'article 31 déclara que
« nul ne pourra à l'avenir estre pourvu de dignitez des
» églises cathédrales ni des premières dignitez collégiales
» s'il n'est gradué en la faculté de théologie ou de droit
» canon à peine de nullité des provisions ».

Lors de la réunion des Etats Généraux de 1614, seul le Tiers-Etat réclama le droit d'élire les dignitaires de l'Eglise, et encore avec beaucoup de modération. Le clergé se contenta de demander que le Roi fut assisté d'un conseil supérieur du clergé pour lui donner des avis dans l'exercice de la plus périlleuse de toutes ses prérogatives ; il demanda, en outre, l'institution d'une Commission composée de six évêques et de deux membres du Conseil du Roi, et chargée de faire une enquête sur les mérites du candidat, puis d'en donner le résultat au Roi qui signerait ou non la nomination. La noblesse déclara s'en remettre à l'ordonnance de Blois (1). En 1618, on fit un projet dans le but de confier à des conciles, qui se réuniraient tous les trois mois, le soin de dresser une liste de candidats, parmi lesquels le Roi ferait son choix. Mais ce projet n'aboutit pas, et l'ordonnance de 1629 ne dit rien des nominations épiscopales. En 1635, une nouvelle assemblée du clergé protesta contre l'insertion du Concordat dans le

(1) Picot, t. IV, p. 3.

Recueil général des affaires du clergé (1). On prétend que Richelieu, au moment où il rompit avec Urbain VIII (1639), songea un instant à créer un patriarche de l'Eglise de France et à abolir le Concordat ; en tous cas, il ne poursuivit pas cette idée, et s'il fut obligé de surveiller et même quelquefois de frapper le parti dévôt, s'il fut toujours fermement résolu à défendre les droits de l'Etat contre les entreprises de l'Eglise, il ne semble pas qu'il ait cherché à entrer en lutte ouverte avec le clergé.

On raconte que le jour où l'archevêque de Rouen vint demander au nouveau Roi de France, Louis XIV, à qui il devait s'adresser désormais pour les affaires ecclésiastiques, celui-ci lui répondit : « A moi, monsieur l'archevêque ». Ce mot faisait pressentir que le clergé de France allait se trouver soumis à une autorité qu'il n'avait pas connue depuis le Concordat. Quoique sincèrement attaché à la religion catholique, Louis XIV rêvait d'une Eglise, qui, tout en restant unie au Saint-Siège, demeurât toujours sous sa surveillance. La question de la régale fut pour lui une raison de faire valoir ses prétentions. Ce droit présentait un grave inconvénient : pour bénéficier aussi longtemps que possible des revenus de l'évêché, le Roi prolongeait à plaisir la vacance des sièges, mais, malgré tout, l'Eglise avait toujours hésité à entrer en lutte, à ce sujet, avec les souverains. Cependant, quelques églises comme celles du Languedoc, du Dauphiné, de la Provence, de la Guyenne, qui n'avaient été réunies que récemment au domaine royal, n'étaient pas soumises à la régale, bien que, sous Henri IV, un arrêt du Parlement, rendu

(1) *Procès-verbaux du clergé*, t. I.

en 1608, eut déclaré que le droit de régale appartenait au Roi dans toutes les provinces du royaume, thèse acceptée sous Louis XIII par le Parlement de Paris. Mais Louis XIV, qui ne pouvait tolérer de ces exceptions gênantes pour son autorité, soumit tous les sièges de France au droit de régale, « à l'exception de ceux exemptés à titre onéreux », par une délibération en date du 10 février 1673 (1), confirmée plus tard par celle du 2 avril 1675 (2). « Tout ce qui se trouve » dans l'étendue de nos Etats, de quelque nature qu'il soit, » nous appartient au même titre... Vous devez donc être » persuadés que les rois sont seigneurs absolus et ont » naturellement la disposition pleine et libre de tous les » biens qui sont possédés, aussi bien par les gens d'Eglise » que par les séculiers (3) ». Tous les évêques furent dès lors, tenus d'obtenir l'autorisation de prendre possession de leurs revenus, sous peine de se voir remplacés par le Roi. Louis XIV, en même temps, réveillait en Sorbonne les débats sur le pouvoir du Pape, sur son infailibilité, sur l'indépendance de la couronne; il empêchait les évêques de rendre visite au Souverain Pontife et nommait sans contrôle aux bénéfices vacants; en outre, il imposait au clergé des charges écrasantes : c'est ainsi par exemple que l'archevêque d'Albi était tenu de servir à diverses personnes 12,000 francs de pension (4).

(1) Isambert, t. XIX, p. 67.

(2) *Ibid.*, p. 156.

(3) *Mémoires et Œuvres de Louis XIV*, t. II, p. 121 (édition de 1816).

(4) « On a, dit Madame de Sévigné, donné Albi à M. de Mende, mais à 12,000 francs de pension : 3,000 au chevalier de Nogent, 3,000 à M. d'Agen, son ami, et 6,000 à M. de Nevers, je ne sais pas bien pour-

Cependant les évêques se soumirent aux ordres du Roi à l'exception de Pavillon, évêque d'Aleth, et de Caulet, évêque de Pamiers. Pavillon, que Louis XIV qualifiait d'« homme bien entêté » (1), mourut le premier, laissant à Caulet la lourde tâche de soutenir seul la lutte. Sa conduite fut blâmée par l'archevêque de Toulouse; on fit saisir son temporel; et comme il était réduit à vivre d'aumônes, peu s'en fallut qu'on ne mit à la Bastille les personnes charitables de qui il les recevait (2). L'évêque fit appel au Pape; celui-ci commença par envoyer au Roi deux brefs qui restèrent sans réponse (3). Devant ce silence, Innocent XI adressa, le 27 décembre 1679, un troisième avis : « Nous » craignons extrêmement, écrivait le Pape, que vous » n'éprouviez la vengeance du Ciel, comme nous vous » l'avons ci-devant dénoncé et que nous vous le dénonçons » de nouveau et pour la troisième fois, quoiqu'à regret, à » cause de la tendresse dont nous vous chérissons ; mais » nous ne pouvons résister au mouvement de Dieu qui » nous presse de vous le déclarer. Nous ne traiterons plus » cette affaire par bulles, mais nous ne négligerons pas les » remèdes que nous met en main la puissance dont Dieu » nous a revêtus et à laquelle nous ne pouvons renoncer » dans un danger si pressant, sans nous rendre coupable » d'une négligence très criminelle dans l'administration

quoi, si ce n'est pour une augmentation de violons dont il se divertit tous les soirs (12 août 1676). »

(1) *Œuvres de Louis XIV*: lettre à l'archevêque de Paris (10 mars 1678).

(2) Gérin, *Recherches sur l'assemblée de 1682*, p. 45.

(3) Le premier est du 12 mars 1678 et le second du 21 septembre (*Procès-verbaux du clergé*, t. V, p. 182 et 184 des pièces justificatives).

» de la charge apostolique qui nous a été confiée (1). »

Une assemblée du clergé, siégeant à Paris en 1681, réclama quelques modifications au droit de régale, notamment que les candidats du Roi aux bénéfices ayant charge d'âmes fussent obligés de demander l'institution canonique à l'autorité ecclésiastique (2). Mais, même avec ces tempéraments, Rome ne voulut point admettre le régale pour les diocèses qui en était exemptés auparavant, et la lutte, loin de se terminer, s'aggrava.

Le 24 janvier 1682, le Roi fit paraître un nouvel édit sur l'usage de la régale (3). Puis il réunit, à Saint-Germain, une assemblée du clergé chargée d'examiner le dernier bref d'Innocent XI et de donner son appréciation sur cet acte. Celle-ci, plus par timidité, sans doute, que par conviction, répondit à Louis XIV : « Nous avons appris avec un » extrême déplaisir que Notre Saint-Père le Pape a écrit » un bref à Votre Majesté par lequel, non seulement il

(1) Gaillardin, *Histoire de Louis XIV*, t. V, p. 61.

(2) Hemmer, t. II, p. 232.

(3) « Scavoir faisons que Nous, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, de notre propre mouvement, certaine science, pleine puissance et autorité Royale, avons par ce présent Edit perpétuel et irrévocable, dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaist que nul ne puisse estre pourvu dans toutes les Eglises, Cathédrales et Collégiales de nostre Royaume, par nous et nos Successeurs, des Doyennetz et austres Bénéfices ayant charge d'âmes, qui pourront vacquer en Régale ny des Archidiaconats, Théologales, Pénitenceries et austres Bénéfices dont les Titulaires ont droit particulièrement, et en leur nom, d'exercer quelque juridiction ou fonction spirituelle et Ecclésiastique, s'il n'a l'âge, les degrez et autres capacitez prescrites par les saints canons et par nos Ordonnances. » Mention, *Documents relatifs aux rapports du clergé avec la royauté, de 1682 à 1705*, p. 3 et 4.

» l'exhorte à ne pas assujettir quelques-unes de nos églises
» au droit de régale, mais encore lui déclare qu'il se servira
» de son autorité si Elle ne se soumet pas aux remontrances
» paternelles qu'il lui a faites et réitérées sur ce sujet.
» Nous regardons avec douleur cette procédure extraor-
» dinaire qui, bien loin de soutenir l'honneur de la religion
» et l'honneur du Saint-Siège, serait capable de produire
» de très méchants effets. . . . Et comme Votre Majesté,
» Sire, surpasse par son zèle et par son autorité tous ceux
» qui ont été devant vous, nous sommes si étroitement
» attachés à Elle que rien n'est capable de nous en séparer.
» Cette protestation pouvant servir à éluder les vaines
» entreprises du Saint-Siège et de l'Etat, nous la renou-
» velons à Votre Majesté avec toute la sincérité et toute
» l'affection qui nous est possible; car il est bon que
» toute la terre soit informée que nous savons comment
» il faut accorder l'amour que nous portons à la discipline
» de l'Eglise avec la glorieuse qualité que nous voulons
» conserver à jamais, Sire, de vos très humbles, très
» obéissants, très fidèles et très obligés serviteurs et
» sujets (1). »

La mort surprit à ce moment l'évêque de Pamiers, et la plus grande confusion se produisit dans le diocèse entre les partisans du Roi, d'une part, et ceux de l'ancien évêque et du Pape de l'autre, à propos de la nomination de son successeur. Pour essayer d'apporter un remède à ces désordres, on pria Louis XIV de réunir un Concile national, mais comme le Roi craignait de rencontrer dans une assemblée générale du clergé quelques hommes assez

(1) *Procès-verbaux du clergé*, t. V, p. 186. des pièces justificatives.

indépendants pour élever de vives protestations contre ses actes, il choisit lui-même les prélats qui devaient composer ce Concile. Nous n'avons pas ici à nous étendre sur cette fameuse assemblée de 1682, qui fit preuve envers le pouvoir royal d'une docilité inconnue jusque-là : par un acte du 3 février 1682, elle consentit « que le droit de régale » dont sa Majesté jouissait sur la plus grande partie des » églises avant l'arrêt du Parlement du 24 avril 1608 » demeurât étendu à toutes les Eglises du royaume au » terme de la déclaration du 10 février 1673, » espérant, ajouta-t-elle, que Sa Sainteté donnerait « sa bénédiction » apostolique à cet ouvrage de paix et de charité (1) ». Le même jour, l'assemblée adressa au Pape Innocent une lettre, dans laquelle elle expliquait que « la régale ne » touchait en aucune manière la règle de la foi ni celle » des mœurs qui ne peut ni changer ni être réformée et » que c'est une affaire de discipline, qui pouvant changer » selon les lieux et les temps, était susceptible de tempé- » rament ». Elle terminait en suppliant le Pape de donner son approbation à un acte qui avait été fait d'un consentement unanime (2). Bossuet parvint néanmoins à écarter certains projets dangereux, et rédigea la fameuse déclaration des quatre articles, (3) qui fut adoptée le

(1) Mention, p. 24.

(2) *Ibid*, p. 6 et suivantes,

(3) En voici la substance :

a] Les Papes n'ont reçu de Dieu qu'un pouvoir spirituel. Les princes, dans les choses temporelles, ne sont soumis à aucune puissance ecclésiastique.

b] La plénitude du pouvoir apostolique est limitée par les décrets du Concile de Constance sur la supériorité des Conciles généraux.

c] Le pouvoir pontifical est réglé dans son exercice par les canons ;

19 mars suivant, et envoyée à tous les archevêques et évêques du royaume, avec ordre de l'enseigner dans toutes les universités et écoles de leur ressort (1); en outre, par un édit du 23 du même mois de mars, le Roi sanctionna législativement la déclaration, et renouvela l'ordre, donné déjà par les prélats, de ne pas enseigner d'autres doctrines (2). Le même jour, le Parlement enregistra la déclaration et l'édit (3); l'Université fit de même par un arrêt du 24 avril (4); seule, la faculté de théologie résista, et ne consentit à l'enregistrement qu'après dix-sept arrêts et l'exil de huit docteurs de Sorbonne.

A Rome, la déclaration causa une grande surprise: elle fut annulée le 2 avril, par un bref d'Innocent XI (5). L'assemblée générale du clergé rédigea une protestation solennelle (6 mai) contre les brefs qui condamnaient ces actes (6), et adressa au Pape une lettre dans laquelle elle s'étonnait que « contre la bonne foi des concordats on

il doit respecter les maximes et les usages de l'église gallicane.

d] Le Souverain Pontife a la part principale dans la décision des choses de la foi; mais son jugement ne devient irréfornable que par le consentement de l'Eglise.

(1) 14 avril 1682: « *Epistola conventus cleri gallicani ad universos Ecclesiæ Gallicanæ præsules* ». Procès-verbaux des assemblées du clergé, t. V, p. 253 des pièces justificatives.

(2) « Deffendons à tous nos sujets et aux étrangers estant dans nostre Royaume, Sécuiers et Réguliers, de quelque Ordre, Congrégation et Société qu'ils soient, d'enseigner dans leurs Maisons, Collèges et Séminaires, ou d'écrire aucune chose contraire à la Doctrine contenue en icelle. » Mention, p. 34.

(3) Procès-verbaux du clergé, t. V, p. 255 des pièces justificatives.

(4) *Ibid.*

(5) Mention, p. 87.

(6) *Ibid.*, p. 48.

» continue sans aucun sujet canonique à refuser les bulles
» de l'évêché de Pamiers à la personne qui a été nommée
» par Sa Majesté dans toutes les formes, ce qui fait que
» cette pauvre Eglise demeure sans secours au milieu des
» divisions parce qu'on ne veut pas lui donner son
» évêque (1). » En même temps, le Pape refusa les bulles
d'institution canonique à deux députés du second ordre
nommés évêques par le Roi et qui avaient fait partie de
l'assemblée. Louis XIV, jugeant qu'il n'y avait pas
de raison suffisante pour rejeter les bulles, pensa à
remplacer le Pape par le métropolitain en lui donnant le
pouvoir de conférer l'institution canonique ; puis, devant
les observations qu'on lui présentait pour lui démontrer
les inconvénients de ce système, il estima que les
chanoines pourraient donner tout pouvoir aux évêques
nommés, lesquels dirigeraient le diocèse comme vicaires
capitulaires. En même temps, il défendit aux évêques
nommés de solliciter leurs bulles. Naturellement la
confusion ne fit qu'augmenter. Le conflit s'accrut encore
par l'affaire des franchises. Le Pape venait de supprimer
le droit d'asile dont jouissaient à Rome les ambassadeurs
étrangers et qui rendait toute police impossible, par suite de
l'extension qu'on lui avait donné. Déjà furieux de l'attitude
du Pape dans la question de la régale, Louis XIV voulut
maintenir ce privilège (1687). Son ambassadeur, le mar-
quis de Lavardin fut excommunié ; alors le Roi fit occuper
Avignon et le Comtat-Venaissin. Le 23 janvier 1688, dans
un arrêt du Parlement, l'avocat général, se basant sur ce
que le Pape avait lancé contre le représentant du Roi une

(1) Mention, p. 53.

bulle d'excommunication, refusé des bulles et laissé, par là, nombre de cathédrales en France destituées de pasteurs, proposa de rétablir l'ancien usage et de rappeler la Pragmatique (1).

Il n'y eut aucune transaction possible sous le pontificat d'Innocent XI. A sa mort (14 août 1689), le Roi envoya au conclave un ambassadeur annoncer qu'il consentait à restituer au Saint-Siège Avignon et le Comtat-Venaissin, qu'il lui avait enlevés. Quand Alexandre VIII fut élu, Louis XIV chercha à se rapprocher de lui. Il y avait à cette époque, trente évêchés vacants. A la demande que lui fit le Roi de France d'accorder des bulles aux ecclésiastiques qui avaient fait partie de l'assemblée de 1682, le Pape opposa un refus formel, déclarant qu'il ne les délivrerait que si ces derniers reniaient formellement les doctrines qu'ils avaient soutenues. Le Roi se refusa à autoriser cette rétractation, et peu de temps avant sa mort (30 janvier 1691), Alexandre VIII cassait à nouveau par une bulle (*inter multiplices*) la déclaration des quatre articles. « Nous déclarons, par les présentes, que tout ce qui » a été fait dans cette fameuse assemblée du clergé de » France d'après l'impulsion et par suite d'une volonté » séculière, est, et sera à perpétuité nulle de plein droit » invalide, sans effet, injuste, condamné, réprouvé, illu- » soire, entièrement destitué de force et de valeur. Nous » voulons aussi et ordonnons que tous regardent ces » choses comme nulles et sans effet, que personne ne soit » tenu de les observer (2). »

(1) Isambert, t. XX, p. 53.

(2) Gaillardin, t. V, p. 454.

Alexandre VIII fut remplacé par Innocent XII. Celui-ci consentit à accorder des bulles aux évêques qui étaient restés en dehors de l'assemblée ; contre eux, du reste, le Pape n'avait aucun grief, mais le Roi leur avait interdit de solliciter ces bulles. Pour les autres, comme son prédécesseur, il exigea une rétractation de la déclaration. En outre, il demanda au Roi le retrait de son édit. Louis XIV ne voyait pas sans amertume tant de diocèses sans pasteurs, mais, poussé par les principaux meneurs de l'assemblée, comme les archevêques de Paris, de Rouen et de Reims, il hésitait à céder. Néanmoins, au mois de janvier 1692, il accepta les premières bulles (1). Mais les membres de l'assemblée refusèrent de signer une rétractation, en sorte que l'année 1692 se termina sans résultat. « L'affaire » des évêques n'avance pas, écrivait Dangeau, le Pape a » refusé toutes les bulles : Il persiste à vouloir une » rétractation de ce qui s'est fait dans l'assemblée et c'est » ce qu'on n'accordera jamais en France (2) ». Dangeau se trompait, car le Roi cessa bientôt lui-même les hostilités, en écrivant au Pape, le 14 septembre 1693, qu'il prenait l'engagement de retirer son édit (3). Le lendemain les

(1) « Nous sommes contents présentement, écrivait Mme de Sévigné, qu'on donne des bulles à tous ceux qui n'ont pas été de l'assemblée de 1682. Les autres demanderont à être pourvus une autre fois. C'est toujours beaucoup qu'il y en ait trente qui vont faire leur devoir dans leur diocèse, du moins il ne tiendra qu'à eux (Lettre à Bussy, 27 janvier 1692). »

(2) Dangeau, *Journal*, 1692.

(3) « Très Saint-Père, j'ai toujours beaucoup espéré de l'exaltation de Votre Sainteté au Pontificat pour les avantages de l'Eglise et l'avancement de notre sainte religion... J'en éprouve maintenant les effets avec bien de la joie dans tout ce que Votre Béatitude fait de grand et

évêques auxquels les bulles avaient été refusées, firent leur soumission au Saint-Père. « Ma plus grande douleur, » écrivirent-ils au Pape, est de me voir exclu des bonnes » grâces de Votre Sainteté. Averti que la cause en est dans » ma participation aux actes de l'assemblée du clergé tenu » à Paris en 1682, je me prosterne aux pieds de » Votre Béatitude, et je professe et déclare que je regrette » du fond du cœur les actes de cette assemblée qui ont » déplu à Votre Sainteté et à ses prédécesseurs. En conséquence, tout ce qui, dans cette assemblée, a été pris » pour un décret concernant la puissance ecclésiastique » que fit l'autorité pontificale, je déclare que je ne les tiens » pas pour décret; tout ce qui a été fait pour une délibération » au préjudice des droits des églises, je déclare que je ne » le tiens pas pour délibération. Je n'ai eu l'intention ni

d'avantageux pour le bien de l'une et de l'autre. Cela redouble mon respect filial envers Votre Sainteté, et comme je cherche de le lui faire connaître par les plus fortes preuves que j'en puis donner, je suis bien aise aussi de faire savoir à Votre Sainteté que j'ai donné les ordres nécessaires afin que les choses contenues dans mon édit du 22 mars 1682 touchant la déclaration faite par le clergé de France, à quoi les conjonctures passées m'avait obligé, ne soient pas observées, désirant que non-seulement Votre Sainteté soit informée de mes sentiments, mais aussi que tout le monde connaisse par une marque particulière la vénération que j'ai pour vos grandes et saintes qualités. Je ne doute pas que Votre Béatitude n'y réponde par toutes les preuves et démonstrations envers moi de son affection paternelle et je prie Dieu cependant qu'il conserve Votre Sainteté plusieurs années et aussi heureux que le souhaite

Très Saint-Père,

Votre dévôt fils,

LOUIS.

A Versailles, le 14 Septembre 1693.

(Mention, p. 64).

» de faire un décret ni de porter préjudice aux églises
» susdites. Empressé de rendre à Votre Sainteté l'hommage
» profond et la vénération que je lui dois, je veux que jusqu'à
» mon dernier soupir on ne trouve rien à reprendre à mon
» obéissance et à mon zèle pour les droits des églises.
» Après avoir lu cette lettre, j'espère que Votre Sainteté
» (et je l'en supplie) ne refusera pas de m'investir de
» l'Eglise à laquelle m'a nommée notre Roi ».

Au cours de cette longue lutte entre la royauté et le Saint-Siège, le Souverain Pontife était-il en droit de refuser aux évêques nommés par Louis XIV leurs bulles d'investiture ? Nous ne le pensons pas, car la Cour de Rome n'alléguait aucun motif canonique, ni contre l'observation des formes, ni contre les qualités des candidats. Ses refus étaient seulement dictés par des motifs personnels, étrangers à l'ordre canonique. Le Pape voulait punir le Roi de France d'avoir étendu l'usage de la régale, c'était son droit; mais il était injuste et illégal de faire supporter aux évêques le poids de son mécontentement, en les empêchant de prendre possession de leurs églises.

Les successeurs du grand Roi, Louis XV et Louis XVI, n'eurent aucun démêlé avec le Saint-Siège relativement aux nominations épiscopales : le choix était toujours fait par le Souverain et l'institution canonique conférée par le Pape.

Le Concordat semblait donc avoir jeté en France de profondes racines, lorsqu'il disparut dans la tourmente révolutionnaire. La Constituante, qui a touché à toutes les parties de l'organisation sociale, politique et économique de la France, ne devait pas manquer de doter le clergé d'une nouvelle constitution; mais, si, dans l'ensemble, cette

assemblée a accompli une œuvre immense, il faut avouer que son intervention en matière religieuse ne fut pas des plus heureuses. Arrêtons-nous un instant sur cette constitution du clergé, que nous n'examinerons naturellement qu'au point de vue de la nomination des évêques.

LIVRE V

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

Le 20 août 1789, la Constituante nommait un comité tout particulièrement chargé de rédiger un projet de loi pour le clergé. Il se composait de cinq membres ecclésiastiques : MM. de Bonnal, évêque de Clermont, de Mercy, évêque de Luçon et les curés Grandin, Launeau et Vanneau ; de trois nobles, le prince de Robecq, le marquis de Bouthillier, d'Ormesson de Noyseau ; d'un juge, Despatys de Courteille, et de six avocats, Lanjuinais, Martineau, Sallé de Choux, Treilhard, Legrand et Durand de Maillane. La commission se mit de suite à l'œuvre et prépara, entre autres, un projet de réforme concernant la nomination des évêques ; elle proposa de rétablir les anciennes élections, sous prétexte que l'Eglise n'avait connu pendant longtemps que cette manière de procéder, et qu'on ne pouvait obliger le peuple à reconnaître un évêque qu'il n'avait pas librement choisi, rééditant cette antique maxime : « Que celui qui doit commander à tous doit être choisi par tous ». Point ne serait besoin, du reste, de recourir au Pape pour recevoir l'institution canonique ; il suffirait de donner au métro-

politain ou à son défaut aux autres évêques de la province le pouvoir de confirmer, d'instituer et de consacrer tout à la fois les nouveaux élus ; à peine aurait-on à prévenir la cour de Rome de son élection par des lettres de commission.

La discussion générale commença le 29 mai 1790. Le projet de la commission fut ardemment combattu par l'archevêque d'Aix, de Boisgelin ; après lui, plusieurs ecclésiastiques prirent la parole, notamment le curé de Roanne, l'abbé Goulard. Mais il fut non moins énergiquement soutenu par Treilhard, Camus, Robespierre. Le débat prit fin le 31 mai. Le lendemain, le clergé demanda le vote d'une proposition de concile national, et devant le refus formel de l'assemblée, les évêques décidèrent de ne plus prendre part aux séances. On passa donc sans eux à l'examen des articles et, après avoir discuté le premier titre, on arriva au titre II, touchant la nomination aux bénéfices. Ce fut seulement à partir de ce moment que le débat eut un véritable intérêt.

Les deux premiers articles furent adoptés après le rejet d'un amendement de Grégoire. Ils étaient ainsi conçus :

ARTICLE PREMIER. — A compter du jour de la publication du présent décret, on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures, c'est à savoir la forme des élections.

ARTICLE 2. — Toutes les élections se feront par la voie du scrutin et à la pluralité absolue des suffrages.

La lecture de l'article 3 provoqua une discussion :

ARTICLE 3. — L'élection des évêques se fera dans la forme prescrite et par le corps électoral indiqué dans le

décret du 22 décembre 1789 pour la nomination des membres de l'assemblée du département.

Le rapporteur s'attacha à démontrer que « dans le temps » où la religion était dans toute sa pureté, le peuple était » admis à l'élection des évêques (1) ». L'abbé Jacquemard répondit : « Le comité ecclésiastique a fait de bonnes » choses, et quelques-unes très fâcheuses ; il faut ranger » parmi ces dernières le projet de faire élire les évêques de » la manière qu'on vient d'exposer. Tant que le nom de » chrétien fut synonyme avec celui de saint, que les fidèles » bornaient toute leur ambition à la palme du martyre, on » put bien confier au peuple le soin de choisir ses pasteurs. » Mais bientôt hélas, comme cette première ferveur se » refroidit ! . . . Les habitants des campagnes, des fermiers » peu capables d'apprécier le mérite et de peser les vertus, » des maires de village, des êtres purement passifs ne » manqueront pas de faire de mauvais choix . . . Ne pourrait-il pas se faire aussi que le grand nombre des électeurs » soient des protestants qui se feront un plaisir d'avilir » l'Eglise qu'ils rivalisent ? (2) » Ce discours fut très applaudi, et Martineau se rallia à un plan proposé par l'abbé Jacquemard. Mais Robespierre intervint dans le débat, pour combattre la proposition. Goupil de Préfeln et Garat soutinrent l'amendement Jacquemard. Camus demanda que l'élection des évêques se fit dans l'assemblée électorale ; où se rendraient les plus anciens curés et vicaires de chaque district, avec voix délibérante. Le Chapelier et Barnave

(1) Trésal, *le débat sur la Constitution civile du Clergé* (Revue du clergé français, octobre 1903).

(2) *Ibid.*

appuyèrent le projet du comité et finalement l'Assemblée, rejetant tous les amendements, vota l'article dans sa rédaction primitive.

Le 10 juin furent votés sans discussion les articles 4, 5 et 6.

ARTICLE 4. — Sur la première nouvelle que le procureur général syndic du département recevra de la vacance du siège épiscopal, par mort, démission ou autrement, il en donnera avis aux procureurs-syndics des districts, à l'effet par eux de convoquer les électeurs qui auront procédé à la dernière nomination des membres de l'assemblée administrative, et en même temps il indiquera le jour où devra se faire l'élection de l'évêque, lequel sera, au plus tard, le troisième dimanche après la lettre d'avis qu'il écrira.

ARTICLE 5. — Si la vacance du siège épiscopal arrivait dans les quatre derniers mois de l'année où doit se faire l'élection des membres de l'administration du département, l'élection de l'évêque sera différée et renvoyée à la prochaine assemblée des électeurs.

ARTICLE 6. — L'élection de l'évêque ne pourra se faire ou être commencée qu'un jour de dimanche, dans l'église principale du chef-lieu de département, à l'issue de la messe paroissiale, à laquelle seront tenus d'assister tous les électeurs.

L'article 7 fut amendé par Camus, Gouttes, de Beaumetz et l'abbé Oudot : l'épiscopat sera ouvert aux curés après dix ans de cure, aux vicaires après quinze ans, et aux vicaires supérieurs après le même laps de temps. Martineau, le

lendemain, fit faire une légère modification à l'article, qui fut voté sous cette forme :

ARTICLE 7. — Pour être éligible à un évêché, il sera nécessaire d'avoir rempli, au moins pendant quinze ans, les fonctions du ministère ecclésiastique dans le diocèse, en qualité de curé, de desservant ou de vicaire, ou comme vicaire supérieur, ou comme vicaire directeur du séminaire.

Au début de la séance du 14 juin, on adopta, sans débat, les articles 8 à 17; les abbés Grégoire et Dumouchel obtinrent seulement l'inscription de nouvelles catégories de prêtres parmi les éligibles. Voici ces articles :

ARTICLE 8. — Les évêques dont les sièges sont supprimés par le présent décret pourront être élus aux évêchés actuellement vacants, ainsi qu'à ceux qui vaqueront par la suite ou qui seront érigés en quelques départements, encore qu'ils n'eussent pas quinze années d'exercice.

ARTICLE 9. — Les curés et autres ecclésiastiques qui, par l'effet de la nouvelle circonscription des diocèses, se trouveront dans un diocèse différent de celui où ils exerçaient leurs fonctions, seront réputés les avoir exercées dans leur nouveau diocèse, et ils y seront en conséquence éligibles, pourvu d'ailleurs qu'ils aient le temps d'exercice ci-dessus exigé.

ARTICLE 10. — Pourront aussi être élus les curés actuels qui auront dix années d'exercice dans une cure du diocèse, encore qu'ils n'eussent pas auparavant rempli les fonctions de vicaire.

ARTICLE 11. — Il en sera de même des curés dont les paroisses auraient été supprimées en vertu du présent

décret, et il leur sera compté comme temps d'exercice celui qui se sera écoulé depuis la suppression de leur cure.

ARTICLE 12. — Les missionnaires, les vicaires généraux des évêques, les ecclésiastiques desservant les hôpitaux ou chargés de l'éducation publique seront pareillement éligibles, lorsqu'ils auront rempli leurs fonctions pendant quinze ans à partir de leur promotion au sacerdoce.

ARTICLE 13. — Seront pareillement éligibles tous dignitaires, chanoines, ou, en général, tous bénéficiers et titulaires, qui étaient obligés à la résidence ou exerçaient des fonctions ecclésiastiques, et dont les bénéfices, titres, offices ou emplois se trouvent supprimés par le présent décret, lorsqu'ils auront quinze années d'exercice, comptés, comme il est dit des curés, dans l'article précédent.

ARTICLE 14. — La proclamation de l'élu se fera par le président de l'assemblée électorale, dans l'église où l'élection aura été faite, en présence du peuple et du clergé, et avant de commencer la messe solennelle qui sera célébrée à cet effet.

ARTICLE 15. — Le procès-verbal de l'élection et de la proclamation sera envoyé au roi par le président de l'assemblée des électeurs pour donner à Sa Majesté connaissance du choix qui aura été fait.

ARTICLE 16. — Au plus tard dans le mois qui suivra son élection, celui qui aura été élu à un évêché se présentera en personne à son évêque métropolitain, et, s'il est élu pour le siège de la métropole, au plus ancien évêque de l'arrondissement, avec le procès-verbal d'élection et de procla-

mation, et il le suppliera de lui accorder la confirmation canonique.

L'article 17 fit l'objet d'une discussion assez confuse, les curés refusant le vote conditionnel que soutenaient Treilhard et Lanjuinais. Camus fit adopter l'article en ces termes :

ARTICLE 17. -- Le métropolitain ou l'ancien évêque aura la faculté d'examiner l'élu, en présence de son conseil, sur sa doctrine et ses mœurs ; s'il le juge capable, il lui donnera l'institution canonique ; s'il croit devoir la lui refuser, les causes du refus seront données par écrit, signées du métropolitain et de son conseil, sauf aux parties intéressées à se pourvoir par voie d'appel comme d'abus, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Aussitôt fut voté l'article 18.

ARTICLE 18. — L'évêque à qui la confirmation sera demandée ne pourra exiger de l'élu d'autre serment, sinon qu'il fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine.

Une discussion s'engagea à propos de l'article suivant, relatif à l'institution canonique. L'abbé Goulard démontra les droits du pape, notamment celui de conférer l'institution. Mais il fut seul à les soutenir et n'obtint, naturellement, aucune modification au projet :

ARTICLE 19. — Le nouvel évêque ne pourra s'adresser au pape pour en obtenir aucune confirmation, mais il lui écrira comme au chef visible de l'Eglise universelle en témoignage de l'unité de foi et de la communion qu'il doit entretenir avec lui.

Les articles 20 et 21 furent immédiatement acceptés, de même que les articles 39, 40 et 41 :

ARTICLE 20. — La consécration de l'évêque ne pourra se faire que dans son église cathédrale, par son métropolitain, ou, à son défaut, par le plus ancien évêque de l'arrondissement de la métropole, assisté des évêques des deux diocèses les plus voisins, un jour de dimanche, pendant la messe paroissiale, en présence du peuple et du clergé.

ARTICLE 21. — Avant que la cérémonie de la consécration commence, l'élu prêtera, en présence des officiers municipaux, du peuple et du clergé, le serment solennel de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse qui lui est confié, d'être fidèle à la nation, à la loi et au Roi, et de maintenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par l'assemblée nationale, et acceptée par le Roi.

ARTICLE 39. — Il y aura, tant dans l'église cathédrale que dans chaque église paroissiale, un registre particulier sur lequel le secrétaire-greffier de la municipalité du lieu écrira, sans frais, le procès-verbal de la prestation de serment de l'évêque ou du curé, et il n'y aura pas d'autre acte de prise de possession que ce procès-verbal.

ARTICLE 40. — Les évêchés et les cures seront réputés vacants jusqu'à ce que les élus aient prêté le serment ci-dessus mentionné.

ARTICLE 41. — Pendant la vacance du siège épiscopal, le premier, et, à son défaut, le second vicaire de l'église cathédrale remplacera l'évêque, tant pour ses fonctions curiales que pour les actes de juridiction qui n'exigent pas

le caractère épiscopal ; mais en tout il sera tenu de se conduire par les avis du conseil.

Nous n'insisterons pas longuement sur l'inopportunité d'une pareille loi. Certes, les nouvelles circonscriptions ecclésiastiques ne différaient guère des anciennes circonscriptions civiles des Romains que l'église avait adoptées d'elle-même ; peut-être était-il néanmoins exagéré de vouloir, en dehors de l'autorité ecclésiastique, faire une nouvelle répartition des diocèses, créer ou supprimer un certain nombre d'évêchés. Le Saint-Siège aurait accepté d'entrer en pourparlers et de faire des modifications au nombre et à la circonscription des diocèses, mais la Constituante ne voulait pas négocier avec Rome.

Là cependant le mal n'était pas grand ; mais comment pouvait-on songer, à cette époque de troubles, à rétablir l'ancien système des élections, surtout aux conditions auxquelles on les soumettait ? En effet, qui nommerait les évêques ? le collège chargé d'élire les membres de l'assemblée de département ? comme s'il suffisait de la qualité d'électeur pour être compétent en matière ecclésiastique. Il est vrai que l'assemblée électorale devait se tenir dans l'église ; que les électeurs étaient dans l'obligation de prêter un serment, mesures, prétendait-on, destinées à écarter des personnes non religieuses, mais qui en réalité étaient absolument inefficaces. En effet, n'arrive-t-il pas journellement que des incrédules ou des dissidents assistent à une messe de mariage ou à une messe d'enterrement, sans pour cela devenir plus croyants ou abjurer leur foi ! Quant au serment, en admettant même qu'il fut prêté avec la plus entière bonne foi, pouvait-on espérer que des juifs ou des

protestants (et il devait s'en trouver un certain nombre) connussent suffisamment les besoins d'un diocèse et les desiderata des fidèles ? N'était-il pas, en outre, inadmissible d'obliger des prêtres qui, de par la constitution même de l'Eglise, sont sous la dépendance étroite de leur chef, à qui ils doivent la plus complète obéissance, à l'avertir seulement par écrit de la prise de possession de leur siège ? inadmissible, enfin, qu'un Conseil d'Etat se fit juge de savoir si le métropolitain avait ou non de justes motifs de refuser à l'élu la confirmation ? « Ces étranges législateurs, écrit M^{sr} d'Hultz (1), qui n'avaient à la bouche que des » promesses de liberté, ne craignaient pas de changer par » décrets la circonscription des diocèses, de déposséder les » évêques et les curés de leur juridiction spirituelle pour » en investir des intrus, d'enlever l'institution canonique » des évêques pour la transférer à des métropolitains de » leur diocèse. En vérité, les empereurs païens n'auraient » pas fait mieux ». Et Dalloz ne craint pas de dire que « l'assemblée nationale, par la constitution civile, viola » toutes les règles, toutes les lois, tous les droits de l'Eglise » et de ses membres reconnus chez toutes les nations (2) ».

Toutefois, il faudrait se garder de croire que la Constitution civile ait été inspirée par des hommes imprégnés d'idées antireligieuses. Elle fut l'œuvre de gallicans, qui sous prétexte de continuer la politique religieuse de l'ancien régime, se portèrent à de véritables excès.

(1) *Conférence de Notre-Dame*, 1895. Notes, p. 361.

(2) *Répertoire de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence*, mot Culte.

Cependant Louis XVI, dès avant que la loi fut votée, avait écrit au pape Pie VI pour lui demander d'accepter le projet, en lui faisant ressortir les inconvénients qui pourraient résulter pour lui d'un refus de sanctionner la loi. Le 10 juillet 1790 le Pape adressa au Roi une réponse dans laquelle il le mettait en garde contre des entraînements trop faciles et le suppliait de ne pas approuver la Constitution civile. « Nous qui représentons Jésus-Christ » sur la terre, nous à qui il a confié le dépôt de la foi, nous » sommes spécialement chargés du devoir de vous rappeler » vos obligations envers Dieu et envers vos peuples, car » nous ne croyons pas que vous soyez jamais infidèle à » votre conscience, ni que vous adoptiez les fausses vues » d'une vaine politique; mais, cédant à notre amour » paternel, de vous déclarer et de vous dénoncer de la » manière la plus expresse que si vous approuvez les » décrets relatifs au clergé, vous entraînez par cela même » votre nation entière dans l'erreur, le royaume dans le » schisme et peut-être serez-vous la cause d'une cruelle » guerre de religion. Nous avons bien employé jusqu'ici » toutes les précautions pour éviter qu'on ne nous accusât » d'avoir excité aucun mouvement de cette nature, » n'opposant que les armes innocentes de la prière auprès » de Dieu, mais si les dangers de la religion continuent, » le chef de l'Eglise fera entendre sa voix (1) ». En même

(1) Ludovic Sciout, *Histoire de la Constitution civile du Clergé*, t. 1, p. 269.

temps, il écrivit aux deux cardinaux qui faisaient partie du conseil du roi, Lefranc de Pompignan, archevêque de Vienne, et Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, pour les prier de donner leur avis au roi, et de demander aux membres de l'assemblée de lui faire connaître leur pensée sur le nouveau projet de loi. Ceux-ci rédigèrent l'*exposition des principes sur la Constitution civile du clergé*, dans laquelle ils reconnaissaient formellement l'autorité du Souverain Pontife et rétablissaient les règles de la discipline ecclésiastique. Cette protestation ne fit qu'exciter la fureur des meneurs de l'Assemblée. Le 27 novembre 1790 parut un décret aux termes duquel les évêques et les curés dans leurs fonctions ne pourraient recevoir leur traitement qu'au préalable ils n'aient prêté le serment prescrit par les articles 21 et 38 du titre II de la Constitution du clergé. Ils devaient jurer « de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse ou de » la paroisse qui leur était confiée, d'être fidèles à la nation, » à la loi et au roi, et de maintenir de tout leur pouvoir la » constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée » par le roi (1). » Cette obligation était imposée aux évêques, curés, supérieurs et directeurs de séminaires, vicaires. Mais il fallait que Louis XVI approuvât ce décret et il ne pouvait s'y résigner. Il commença par répondre qu'il ajournait sa décision. L'Assemblée chargea Camus de presser le souverain, mais il ne put rien obtenir. Robespierre, Mirabeau, Barnave prononcèrent à la tribune de l'Assemblée de violents discours contre le roi qui, menacé de toutes parts, se résigna à donner sa sanction, se réservant toutefois de demander l'acceptation du Souverain-Pontife.

(1) Ludovic Sciout, t. I, p. 399.

Le 28 juillet, il lui adressa une lettre pour lui affirmer son dévouement : « Je regarde comme un de mes plus beaux titres celui de fils aîné de l'Eglise, de protecteur des canons, de gardien des lois, coutumes et libertés de l'église gallicane (1) ». Et tout en lui déclarant qu'il acceptait la Constitution civile, « Sa Sainteté sent mieux que personne, lui dit-il, combien il importe de conserver les nœuds qui unissent la France au Saint-Siège. Elle ne mettra pas en doute que l'intérêt le plus puissant de la religion, dans la situation présente des affaires, ne soit de prévenir une division funeste qui ne pourrait affliger l'Eglise de France sans déchirer le sein de l'église universelle (2) ». Mais, par un acte du 13 avril 1791, Pie VI condamna la Constitution civile du clergé et frappa de censures tous ceux qui y donneraient leur adhésion.

Le clergé français se trouva bientôt divisé en deux camps, par suite du refus de serment opposé par la quasi unanimité des évêques et un grand nombre d'ecclésiastiques de second ordre : d'un côté, il y avait le clergé officiel, comprenant les évêques et prêtres assermentés, exerçant le culte public et seuls reconnus par l'Etat, de l'autre les insermentés, exerçant le culte en secret chez les particuliers, et qui avaient pour eux presque tous les fidèles. Cette situation ne pouvait durer : il fallait s'arrêter ou poursuivre jusqu'au bout l'œuvre de destruction ; on préféra prendre le second parti. Par décret du 27 mai 1792, la Législative décida que, sur la demande de vingt citoyens actifs, les prêtres qui refuseraient de prêter

(1) Ludovic Sciout, t. I, p. 272.

(2) *Ibid.*

le serment civique seraient passibles de la déportation. Le 26 août de la même année, un autre décret prescrivit aux ecclésiastiques qui auraient refusé ou rétracté le serment le choix entre la déportation ou l'évacuation du territoire dans le délai de quinze jours. La Convention fit mieux encore : elle prescrivit, en vertu d'un décret des 21-23 avril 1792, le transfert, sans délai, à la Guyane française des prêtres insermentés, ajoutant que ceux qui les recéleraient seraient condamnés à mort. On en arriva à persécuter même les assermentés et dans quelques villes, comme à Paris, on leur enjoignit de se marier, et on décréta que les évêques constitutionnels qui s'opposeraient à ces mariages seraient révoqués et déportés.

Le Directoire abrogea enfin toutes ces lois odieuses. Mais, bien qu'il eut rendu libre l'exercice du culte, arrêté les proscriptions et fait rentrer les prêtres exilés, la situation religieuse était bouleversée : on continuait à vivre avec le calendrier républicain ; chaque jour naissaient de nouvelles difficultés sur l'usage des églises ; il y avait toujours deux clergés rivaux ; un grand nombre de mariages se trouvaient contestés, de même que la vente des biens d'église ; on comptait par centaines les prêtres mariés qui se trouvaient ainsi dans une situation intolérable entre la loi et l'opinion publique.

Bonaparte comprit qu'il ne pourrait établir un gouvernement solide et durable sur des bases aussi chancelantes, et il résolut de relever la religion d'accord avec la cour de Rome.

LIVRE VI

LES CONCORDATS DE 1802 ET DE 1813

Bonaparte poursuivait ses succès en Italie, quand déjà il songeait à restaurer en France la religion catholique, et à réconcilier l'Eglise et l'Etat français. La preuve nous en est fournie par l'allocution suivante, qu'avant de quitter Milan il adressa aux curés de cette ville :

« J'ai désiré vous voir tous rassemblés ici, afin d'avoir
» la satisfaction de vous faire connaître par moi-même les
» sentiments qui m'animent au sujet de la religion
» catholique, apostolique et romaine. Persuadé que cette
» religion est la seule qui puisse procurer un bonheur
» véritable à une société bien ordonnée et affermir les
» bases d'un gouvernement, je vous assure que je
» m'appliquerai à la protéger et à la défendre dans tous
» les temps et par tous les moyens... Quand je pourrai
» m'aboucher avec le nouveau Pape, j'espère que j'aurai
» le bonheur de lever tous les obstacles qui pourraient
» s'opposer encore à l'entière réconciliation de la France
» avec le chef de l'Eglise (1) ». Son intention était donc

(1) Allocution aux curés de la ville de Milan, *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. VII, p. 388.

bien arrêtée. De son côté, quand, après l'armistice, Bonaparte pria le cardinal Martitiana de prévenir le nouveau Pontife (1) de son désir d'entrer en pourparlers avec lui pour le règlement des affaires religieuses, et de conférer dans ce but avec M^{sr} Spina, archevêque de Corinthe, Pie VII ne cacha pas son contentement et s'écria : « Vous pouvez dire au Premier Consul que nous » nous prêterons volontiers à une négociation dont le but » est si respectable, si convenable à notre ministère » apostolique, si conforme aux vues de notre cœur (2). » Et il ordonna d'entrer de suite en négociations.

*
*
*

Avant de dire quelques mots des négociations et d'examiner l'œuvre, essayons de déterminer les motifs qui ont poussé le vainqueur de Marengo à réaliser un Concordat. Demandons-nous si, en réalité, son intention fut de revenir à d'anciennes croyances, de se rapprocher du Saint-Siège, d'apaiser les esprits ou, comme on n'a pas craint de le dire (3), de « satisfaire au besoin moral des âmes ».

Le retour à d'anciennes pratiques ? Il est bien difficile de faire un croyant de ce soldat de la Révolution qu'était Bonaparte, et de soutenir avec Thiers, le défenseur complaisant et passionné des idées et des actes de Napoléon, que « la constitution morale de Bonaparte le

(1) Le cardinal Chiaramonti avait été proclamé le 14 mars 1800, sous le nom de Pie VII.

(2) Artaud, *Histoire du pape Pie VII*, t. I, p. 115.

(3) Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 208.

» portait aux idées religieuses (1) ». Ne l'avait-on pas entendu récemment en Egypte se faire gloire de renverser les croix ? ne l'avait-on pas vu célébrer le Coran et invoquer Allah dans les mosquées du Caire ? « En fait de religion, » écrit M^{sr} Baunard, il professait lui-même n'adhérer à » aucune ; et ses amis se rappelaient les belles nuits » étoilées du parc de la Malmaison où le soldat déiste » leur disait, branlant la tête : « Je ne crois pas aux » religions, mais l'idée de Dieu, Messieurs, qui donc a fait » cela (2) ? »

L'intention de se rapprocher du Saint-Siège ? Mais hier encore il déclarait qu'il fallait « considérer l'établissement » pontifical comme une vieille machine détraquée et » tombée dans le mépris des populations (3) », et dans quelques années, nous le verrons écrire à Pie VII : « Votre Sainteté est souveraine de Rome, mais j'en suis l'Empereur (4) ». Il considérait donc le Pape plutôt comme son serviteur que comme son allié. Il ne tardera du reste pas à nous le prouver.

Le désir de satisfaire les consciences ? Thiers lui-même n'ose pas l'affirmer et se contente de nous dire que Bonaparte « agissait par sagesse, c'est-à-dire par suite » d'une profonde connaissance de la nature humaine (5) ».

La vérité est toute autre : Bonaparte ne vit dans le Concordat qu'un *instrumentum regni*, non seulement sur

(1) Thiers, t. III, p. 209.

(2) M^{sr} Baunard, *Un siècle de l'Eglise de France* (Pie VII et Napoléon), p. 5.

(3) *Ibid.*

(4) 13 février 1806, Artaud, t. II, p. 121.

(5) Thiers, t. III, p. 208.

la France, mais aussi, comme nous le verrons, sur le Pape lui-même. Préparant sa dictature, il n'ignorait pas qu'il trouverait dans la religion un auxiliaire des plus puissants, et un moyen efficace de se concilier, voire même de s'attacher les esprits ; il savait quelle influence avait le clergé et quelle force il lui apporterait s'il pouvait le conduire au gré de ses caprices. « Vous verrez quel parti je saurai tirer » des prêtres (1) », déclarait-il à Brienne, son ami d'enfance et son secrétaire. M^{me} de Staël avait donc vu juste lorsqu'elle écrivait : « Le Premier Consul savait que » si le clergé reprenait une consistance politique, son » influence ne pourrait que seconder les intérêts du des- » potisme ; ce qu'il voulait, c'était préparer les voies pour » arriver au trône. Il lui fallait un clergé comme il avait » des chambellans (2) ». Aussi le verrons-nous recruter des évêques comme on le fait de fonctionnaires, nommer, aussitôt la promulgation du Concordat et malgré ses promesses formelles, un certain nombre d'évêques constitutionnels, parce que de tels hommes sont partisans de tous les gouvernements, choisir des prélats dans les familles nobles, parce qu'« il n'y a que les gens de vieille » race pour savoir bien servir (3) », mais en revanche ne jamais faire de mauvaises nominations, parce qu'un épiscopat sans force dans le pays serait dans ses mains un instrument inutile (4). Les évêques devront être dans

(1) D'Haussonville, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1865, p. 223.

(2) *Considérations sur la Révolution française*, p. 372.

(3) D'Haussonville, *l'Eglise romaine et le premier Empire*, t. II, p. 231.

(4) *Ibid.*

les bons principes (1), seront tenus de prêter serment, de ne rien imprimer qu'aux imprimeries officielles et avec l'autorisation préfectorale, de faire des mandements, même étrangers à la religion, à toute réquisition de l'Empereur. Il est presque inutile d'ajouter que l'évêque devra faire preuve d'un attachement sans bornes à la personne du souverain, autrement il ne lui sera rien accordé. « J'ai rayé, écrit-il au ministre des cultes, toutes » les demandes qui étaient relatives aux évêchés de » Saint-Brieuc, Gand, Tournay, Troyes... Mon intention » est que vous ne me proposiez pour ces diocèses aucune » exemption de service pour les conscrits, aucune nomination à des bourses, à des cures, à des canonicats (2) ». Lorsque le prélat aura des relations difficiles avec les agents du gouvernement, il devra se retirer. « Vous êtes un » mauvais sujet, déclare-t-il à l'évêque de Séez qui a eu » un différend avec le préfet de l'Orne, donnez votre » démission sur l'heure (3) ». Ne parlait-il pas d'ailleurs des évêques comme de ses fonctionnaires. « Envoyez-moi » les bulles à signer pour les différends sièges vacants, » écrira-t-il en 1811, afin de voir si le Pape veut ou non » donner l'institution à *mes* évêques. Faites connaître aux » députés que je ne répondrai à aucune lettre, que je ne » prendrai aucune décision que lorsque *mes* évêques

(1) « Je désire que vous me proposiez un évêque qui soit dans les bons principes et qu'on put nommer à l'archevêché d'Aix, afin de l'envoyer promptement là-bas ». Au comte Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 31 décembre 1810, Léon Lecestre, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 94.

(2) Léon Lecestre, t. I, p. 338.

(3) L. Bourgain, *L'Eglise de France et l'Etat au XIX^e siècle (1802-1900)*, t. I, p. 59.

» auront leurs bulles. Je ne recevrai même pas la députation si elle ne rapporte pas les bulles d'institution de » *mes évêques* (4) ». Et quand les prélats auront le malheur de résister aux ordres de l'Empereur, le remède sera bien simple : on les enfermera à Vincennes ou à Fenestrelle.

Le but principal, pour ne pas dire unique, de Bonaparte, en concluant le Concordat, fut donc bien d'asservir le clergé, d'en faire l'instrument de sa politique ; nous pourrions ajouter qu'il eut aussi en vue l'asservissement du culte lui-même : le catéchisme renfermera des formules d'obéissance et de respect (1), on célébrera des fêtes pour

(4) Lettre de l'Empereur au ministre des cultes, comte Bigot de Préameneu, 6 octobre 1811.

(1) Nous citerons une page typique de ce fameux catéchisme :

D. Quels sont en particulier nos devoirs envers Napoléon I^{er}, notre Empereur ?

R. Nous devons en particulier à Napoléon I^{er}, notre empereur, l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, les tributs ordonnés pour la conservation et la défense de l'Empire et de son trône !

D. Pourquoi sommes-nous tenus de tous ces devoirs envers notre Empereur ?

R. C'est premièrement parce que Dieu crée les empires et les distribue selon sa volonté ; en comblant notre Empereur de dons soit dans la paix, soit dans la guerre, il l'a établi notre souverain, l'a rendu le ministre de sa puissance et son image sur la terre. Honorer et servir notre Empereur, c'est donc honorer et servir Dieu !

D. N'y a-t-il pas des motifs particuliers qui doivent plus fortement nous attacher à Napoléon I^{er}, notre empereur ?

R. Oui, car il est celui que Dieu a suscité dans les circonstances difficiles pour rétablir le culte public de la religion sainte de nos pères et pour en être le protecteur !

D. Que doit-on penser de ceux qui manqueraient à leur devoir envers notre empereur ?

R. Selon l'apôtre saint Paul ils résisteraient à l'ordre établi et se rendraient dignes de la damnation éternelle !

D'Haussonville, t. II, p. 268.

chanter les louanges du Maître, on obligera les curés à prononcer de pompeux panégyriques aux jours anniversaires des grandes victoires (1).

Siméon, dans son rapport sur le Concordat et les articles organiques, mit complètement à jour la pensée politique qui présida à l'œuvre de Napoléon. « Il a fallu revenir à la » religion comme aux forces protectrices de l'autorité » politique. Pour gouverner les hommes, il faut s'aider de » leurs sentiments. Or, le sentiment religieux est au fond » de leur cœur. L'Assemblée Constituante avait reconnu » avec raison que la religion était un des plus anciens et » des plus puissants moyens de gouverner. Il fallait la » mettre plus qu'elle ne l'était sous la main du gouver- » nement. Son seul tort fut de ne pas se concilier avec le » Pape. Les ministres de tous les cultes sont soumis à » l'influence du gouvernement, qui les choisit ou les » approuve, auquel ils se lient par les promesses les plus » solennelles et qui les tient dans sa dépendance par » leurs salaires (2) ».

S'il nous restait encore quelque illusion sur les véritables sentiments de l'auteur du Concordat, nous n'aurions qu'à consulter les notes qu'il dicta lui-même à Montholon, et nous y lirions que Napoléon attribuait le Concordat au désir de rattacher le clergé au nouvel ordre de choses, « et de rompre le dernier fil par lequel l'ancienne dynastie » communiquait encore avec le pays (3) ». Nous pourrions

(1) « Pour la saint Napoléon : il sera prononcé, avant la procession et par un ministre du culte, un discours analogue à la circonstance. » L. Bourgain, t. I, p. 64.

(2) *Moniteur* du 17 germinal an V.

(3) Corréard, *Histoire contemporaine* (1789-1889), p. 208.

encore ouvrir le *Mémorial de Sainte-Hélène*, et nous y trouverions cette phrase significative : « Napoléon n'a » point voulu altérer la croyance de ses peuples ; il respectait les choses spirituelles et voulait les dominer » sans les toucher, sans s'en mêler ; il voulait les faire » cadrer à ses vues, à sa politique, mais par l'influence » des choses temporelles (1) ».

Enfin, nous ne pouvons mieux faire, pour compléter notre argumentation, que de citer cette page de M^{sr} Baunard, qui résume admirablement notre pensée : « Nommés par » lui, menés par lui, évêques, curés, pasteurs, professeurs » de séminaires, vicaires généraux, chanoines, n'agiront, » n'administreront, n'enseigneront, n'écritront, ne corres- » pondront avec Rome, ne posséderont ni ne traiteront » pour leurs églises, ne se réuniront même pour leur » ministère que sous le contrôle du prince. L'évêque ou le » prêtre, muni d'un titre, n'est plus qu'un fonctionnaire, » un employé public assujetti au serment, lié au chef de » l'Etat qui lui seul institue, possède, administre, » rétribue, enseigne ou fait enseigner, selon son bon » plaisir et conformément à ses doctrines et à ses lois... » La société religieuse n'est plus une société, c'est une » annexe de l'Etat. Le Conseil d'Etat est là pour le rappeler » à qui l'oublie, par des arrêts et des pénalités... Ainsi, » en résumé, le clergé dans la main souveraine de l'évêque, » l'évêque dans la main souveraine de l'Etat et du Pape, » le Pape dans la main souveraine de l'Empereur, auquel » tout aboutit, en qui tout se résume : trois cercles concentriques desquels lui, l'Empereur, le seul maître, lui

(1) *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. V, p. 353

» seul tête, est le centre commun d'où tout rayonne, où
» tout converge, en France, dans le monde (1) ».

. . .

En arrivant à Turin, Spina apprit que Bonaparte était rentré à Paris. Il s'y rendit immédiatement, accompagné d'un théologien piémontais, le père Caselli. Les pourparlers commencèrent aussitôt. Le Premier Consul, résolu à ne pas avoir recours à son ministre Talleyrand, ne pouvait néanmoins songer à régler seul les nombreuses questions qui allaient se débattre. Il choisit MM. Portalis, Cretet et Bigot de Préameneu, membres du Conseil d'Etat, et, comme il était de toute nécessité qu'un personnage ecclésiastique prit part à la discussion, il leur adjoignit l'abbé Bernier, curé de Saint-Laud, d'Angers; nature complexe, à qui « ses ennemis reprochaient d'être » ambitieux, défiant, avide d'argent, difficile à vivre et de » vouloir à tout prix dominer partout (2) ». Mais Bernier avait déjà servi la cause de Bonaparte (3), qui savait pouvoir compter sur ce prêtre dont l'ambition était sans bornes. « L'homme qui joue avec les choses saintes, écrit » M. Séché, comme avec une guitare ; l'homme qui le » même jour, demande à Hoche un passeport pour la » Suisse et au comte d'Artois des pouvoirs officiels, qui » vend son âme au plus offrant et dernier enchérisseur,

(1) M^{re} Baunard, p. 29.

(2) D'Haussonville, t. I, p. 78.

(3) Bonaparte avait connu l'abbé Bernier, avant la dernière campagne d'Italie, au moment où il s'efforçait de pacifier la Vendée.

» cet homme là est capable de tout ; au fond l'abbé Bernier
» ne croyait à rien... Il tenait par dessus tout à jouer
» un rôle (1) ».

Les conférences entre Spina et Bernier commencèrent le 8 novembre, mais elles n'aboutirent pas. Le Premier Consul se décida à envoyer Cacault (2) en Italie, avec un projet de convention qu'il avait rédigé lui-même ; il désirait qu'il fut signé à Rome par lui et un « individu » désigné par le Pape (3). Mais comme les négociations traînaient en longueur, Bonaparte donna ordre à son ambassadeur de quitter Rome dans le même jour, si le Concordat projeté à Paris n'était pas accepté par le Pape. « Si des changements vous sont proposés et que le délai » expire, vous annoncerez au Saint-Siège que votre pré- » sence à Rome devenant inutile à l'objet de votre mission, » vous vous voyez obligé à regret de vous rendre auprès » du général en chef ; et vous partirez en effet sur le » champ pour Florence (4) ». Cacault, sentant que, sur certains points du projet, Pie VII ne céderait pas, lui persuada que le meilleur parti à prendre serait de retourner à Paris avec le cardinal Consalvi. Le Pape y consentit. A Paris, le secrétaire d'Etat descendit au même hôtel que Spina. Dès le lendemain de son arrivée, il reçut la visite de Bernier, et sur la demande que lui adressa Consalvi de lui faire savoir l'heure à laquelle pourrait le recevoir le

(1) Léon Séché, *les Origines du Concordat*, t. II, p. 62.

(2) Cacault avait été secrétaire d'ambassade à Naples, puis avait fait partie du Conseil des Cinq Cents avant d'être envoyé comme ambassadeur à Rome.

(3) L. Séché, *les Origines du Concordat*, t. II, p. 99.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 119.

Premier Consul, et en quelle tenue il devrait se présenter, celui-ci lui répondit que « le Premier Consul le recevrait dans » la matinée même, à deux heures après-midi ; quant au » costume il devrait venir en cardinal le plus qu'il lui serait » possible (1) ». Bonaparte reçut l'ambassadeur du Pape avec le plus grand apparât, dans l'une des plus belles salles du Palais, entouré de tous les dignitaires de la cour ; et après lui avoir adressé quelques paroles de bienvenue : « Je vous laisse cinq jours de temps, lui déclara-t-il, » et je vous prévienne que si, à l'expiration du cinquième » jour, les négociations ne sont pas terminées, vous devrez » retourner à Rome, attendu que, quant à moi, j'ai pris » mon parti pour une telle hypothèse (2) ».

Les pourparlers recommencèrent le lendemain (21 juin) ; le secrétaire du Souverain Pontife était seul de son côté, et Bernier seul du sien. Ils devaient durer vingt-cinq jours, pendant lesquels Bonaparte avait autorisé les évêques assermentés et les prêtres constitutionnels, à la tête desquels se trouvait Grégoire, à tenir dans Paris un Concile national, sorte de provocation à l'adresse de Consalvi. Dans ce concile, on réclama les élections ; tout au moins on exigea que le Premier Consul choisit les évêques sur une liste présentée par les fidèles de chaque diocèse, que la confirmation fut donnée par le métropolitain et à ce dernier, par le Pape, dans un délai déterminé. Cependant, Consalvi et Bernier tombèrent d'accord sur un projet (3) : suppression de quatre-vingt-

(1) D'Haussonville, t. I, p. 93.

(2) Crétineau-Joly, *Mémoires du cardinal Consalvi*, t. I, p. 353.

(3) Il n'y eut pas moins de neuf projets rédigés au cours des négociations.

dix-huit sièges épiscopaux et démission des anciens évêques titulaires, nomination par le Premier Consul, institution par le Pape, promesse de soumission au Gouvernement, traitement pris sur l'Etat, telles en étaient les grandes lignes. On était au 13 juillet, et Bonaparte, qui avait l'intention de proclamer la signature du Concordat au cours d'un diner officiel qu'il devait donner le lendemain soir aux Tuileries, avait fixé la signature au jour même, dans l'hôtel de son frère Joseph. Le matin, Bernier avait remis confidentiellement au cardinal Consalvi un nouveau projet rédigé par le Gouvernement français, en lui recommandant de bien l'examiner. Quand les signataires se réunirent à cinq heures, chez le frère du Premier Consul, Consalvi protesta contre la nouvelle convention, et déclara qu'il ne pouvait y apposer sa signature, parce qu'il y avait une différence trop grande entre les deux projets (1). Cependant, sur l'insistance de Joseph et de Cretet, le cardinal consentit à recommencer la discussion. On y passa la nuit entière, et on finit par s'entendre sur tous les articles, excepté toutefois sur un seul, que Consalvi voulait réserver au jugement de Pie VII. Joseph se rendit auprès de son frère pour lui présenter les résultats du travail ; le Premier Consul s'emporta contre le refus opposé par le cardinal de signer l'article en question, et déclara que Consalvi n'avait

(1) A ce propos, on a bâti une légende d'après laquelle Bernier aurait cherché à tromper le cardinal, en substituant au projet convenu une autre convention, et en cherchant à la lui faire signer par surprise. Cette légende n'est plus admise par personne ; elle a été détruite notamment par le père Theiner (*Histoire des deux Concordats*), et, tout récemment, par l'ouvrage du cardinal Mathieu.

qu'un de ces deux partis à prendre, ou admettre cet article ou rompre toute négociation, car il était décidé pour son compte, et dans le grand repas de cette journée, il entendait absolument annoncer ou la conclusion ou la rupture de l'affaire (1). Le soir, Consalvi se présenta aux Tuileries. Là il essuya la colère du Premier Consul pour avoir refusé de signer le Concordat. Cependant l'ambassadeur d'Autriche, le comte de Cobentzel, témoin de la scène, parvint à calmer l'irritation de Bonaparte, qui voulait à tout prix rompre toute négociation et rendez-vous fut pris pour le lendemain chez Joseph, afin de tenter un dernier arrangement. L'article en discussion concernait la publicité de l'exercice du culte ; Bonaparte voulait qu'il fut dit que cet exercice aurait lieu en conformité des règlements de police, Consalvi désirait qu'on ajoutât qu'il ne serait question de ces règlements que dans la mesure où ils troubleraient la tranquillité publique. Bonaparte finit par accepter le texte ainsi amendé, et le Concordat fut signé le 15 juillet 1801 (26 messidor an IX) (2).

Le 18 thermidor (6 août), Bonaparte alla présenter lui-même le Concordat au Conseil d'Etat. Il y reçut un accueil des plus froids ; « les conseillers restèrent mornes et » muets, comme s'ils avaient vu périr avec le schisme une » des œuvres les plus regrettables de la Révolution. L'acte

(1) D'Haussonville, t. 2, p. 117.

(2) Le Concordat porte les signatures de Joseph Bonaparte, frère du Premier Consul, conseiller d'Etat ; M^{sr} Hercule Consalvi, cardinal de l'Eglise romaine, secrétaire d'Etat ; Cretet, conseiller d'Etat ; M^{sr} Joseph Spina, archevêque de Corinthe, prélat domestique de Sa Sainteté ; Bernier, docteur en théologie, curé de Saint-Laud-d'Angers ; Charles Caselli, théologien consultant de Sa Sainteté.

» n'était pas soumis encore aux décisions du Conseil d'Etat, » il n'y avait ni à discuter, ni à voter. Rien ne troubla la » froideur silencieuse de cette scène. On se tut et on se » sépara sans mot dire (1) ». D'ailleurs non seulement le Conseil d'Etat était hostile au Concordat, mais aussi le Tribunat, le Corps législatif, les magistrats, les généraux, et en particulier ceux de l'entourage du Premier Consul, sa famille, ses amis. Lui seul y était favorable, mais c'était assez, car il était homme à soutenir son œuvre, et à la faire aboutir contre tous et contre tout. Le jour même où il s'était rendu au Conseil d'Etat, il donnait l'ordre au Concile de se dissoudre; en même temps, il mandait au ministre de la justice qu'il eut à faire connaître aux journalistes tant politiques que littéraires « qu'ils devaient » s'abstenir de parler de tout ce qui pouvait concerner la » religion, ses ministres et ses cultes divers (2) ».

Cependant, Consalvi était rentré à Rome. Le Pape, satisfait du résultat obtenu, convoqua la congrégation des Cardinaux pour leur soumettre l'acte et faire préparer les bulles nécessaires. Puis, il demanda aux anciens titulaires des Evêchés leur démission par deux brefs distincts : l'un adressé à ceux qui n'avaient pas voulu reconnaître la Constitution civile du clergé, l'autre aux constitutionnels (3). Ces derniers donnèrent tous leur consentement, sauf un seul. Les assermentés étaient plus difficiles à trouver, car ils étaient dispersés un peu partout : sept seulement se trouvaient à Paris et huit en province. Ils se retirèrent,

(1) *Thiers*, t. III, p. 268 et 269.

(2) Au citoyen Fouché, ministre de la police générale, Paris, 18 thermidor an IX, *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. VII, p. 215.

(3) *Thiers*, t. III, p. 276.

de même que ceux d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne ; au contraire, les évêques réfugiés en Angleterre, au nombre de dix-huit, refusèrent de démissionner ; mais treize cédèrent bientôt, puis les cinq autres. Bonaparte comptait donc pouvoir réaliser son désir de célébrer le Concordat le jour anniversaire du 18 brumaire, auquel il avait fixé la fête de la paix générale, mais on attendait toujours à Rome la réponse de cinq prélats d'Allemagne, parce que Pie VII ne voulait rien signer avant d'avoir reçu toutes les adhésions et cette réponse arriva trop tard. Toutefois le Premier Consul ne s'en inquiétait pas outre mesure, car il avait appris que des résistances se préparaient, et il préférerait attendre une meilleure occasion. Pendant ce temps, pour calmer sans doute les colères qu'avaient soulevées le Concordat, Bonaparte prépara, sans le consentement du Pape et même à son insu, les articles organiques (1). L'idée avait été suggérée par Talleyrand, qui estimait que Rome avait trop obtenu, et le travail fut rédigé par Portalis. Les deux actes furent présentés au Corps législatif le 15 germinal an X (5 avril 1802) par Portalis, Regnier et Regnault de Saint-Jean-d'Angély. Portés au Tribunat, ils y furent examinés et votés par 78 voix contre 7 ; au Corps

(1) Les articles organiques n'ont jamais été reconnus par le Saint-Siège. D'ailleurs le Concordat et ces articles sont deux actes absolument distincts, quoique ayant été présentés, votés et publiés ensemble : le Concordat est l'œuvre de Bonaparte et de Pie VII, les articles organiques, l'œuvre du Premier Consul. On peut soutenir, et nous nous rangeons à cette opinion, que le Pape n'avait pas à ratifier les articles organiques, parce qu'ils ne sont pas un traité, mais une loi d'Etat. Du reste si la plupart sont tombés en désuétude, quelques-uns d'entre eux sont toujours en vigueur.

législatif, ils obtinrent 228 suffrages contre 21 (1). Le 8 avril, ces deux projets furent convertis en loi, et la publication en eut lieu le 18 du même mois (28 germinal an X) (2).

Étudions les articles qui fixent les nouvelles circonscriptions, et ceux qui, de près ou de loin, se rapportent à la nomination des évêques.

ART. 2. — *Ab apostolica sede, collatis cum Galliano gubernio consiliis, novis finibus Galliarum diœceses circumscribuntur.* ART. 2. — Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement français, une nouvelle circonscription des diocèses.

L'entente entre les deux pouvoirs, réglée par cet article du Concordat, n'est pas moins nécessaire aujourd'hui qu'à cette époque, lorsque certains événements politiques, comme les conquêtes, déterminent des modifications dans les circonscriptions, et cela en raison des intérêts divers mis en jeu par ces changements. En effet, s'il appartient à la Cour de Rome de fixer les pouvoirs de chaque évêque, l'autorité civile est intéressée au règlement de certaines questions, comme, par exemple, celle des traitements à donner aux évêques. Il y eut création de nouveaux évêchés à diverses époques, en 1821, 1838 (Alger), 1855 (Laval), 1866 (Constantine et Oran). Déjà, on avait soutenu à la Chambre que ces divers évêchés, institués postérieurement à la loi de germinal, n'étaient pas concordataires,

(1) Thiers, t. III, p. 444.

(2) *Ibid.*, p. 444 et 450. Dans une bulle du 9 des calendes de septembre 1801, le pape avait ratifié ce concordat (*Moniteur* du 20 germinal an X).

lorsque la question fut reprise en 1893 (1) à propos de la nomination du successeur de M. de Dreux-Brézé, évêque de Moulins. Le rapporteur de la commission, M. Dupuy-Dutemps, soutenait que les signataires du Concordat avaient épuisé le droit de faire des circonscriptions, que les diocèses nouvellement créés avaient été tolérés par les lois de finances, et que le Gouvernement pouvait à tout moment les supprimer. M. Jacques Piou prétendait au contraire qu'en 1801 les deux Gouvernements n'avaient pas eu l'intention de se lier pour toujours, et dans le cas où il deviendrait nécessaire de faire des circonscriptions. Et M. Dupuy, alors ministre des cultes, démontra que tous les évêchés étaient concordataires. « Si on entend par » concordataire, dit-il, une création, une institution, un » fait qui résulte de l'entente et du concert préalables des » deux autorités, politique et spirituelle, si l'on veut qu'à » la fois le temporel et le spirituel y aient passé, comme » on dit, eh bien alors les évêchés sont concordataires, » non seulement ceux qui sont inscrits dans la liste annexée visée par les articles 58 et 59 des articles organiques, mais encore ceux qui ont été postérieurement » établis dans ce pays, et je le prouve. Il n'y a pas un » seul évêché ou archevêché, parmi ceux qui ont été créés » après l'acte de messidor qui ne se trouve avoir reçu la » double consécration qui constitue le caractère concordataire : d'une part l'investiture du pouvoir civil, et de » l'autre l'investiture de l'autorité religieuse. Que vous » commenciez à 1821, que vous arriviez jusqu'en 1855, » date de la dernière création, sur le territoire français,

(1) *Officiel* des 22 et 23 janvier 1893.

» vous trouvez partout : premièrement un acte du pouvoir
 » civil, une loi ; secondement un acte du pouvoir spirituel,
 » une bulle ». La Chambre, à une forte majorité, approuva
 les déclarations du Gouvernement. Aujourd'hui il y a en
 France 89 sièges épiscopaux, dont 18 archevêchés, mais il
 faut dire que la population française est maintenant de
 40.000.000 d'habitants, alors qu'en 1802 elle n'était que de
 27.000.000.

ART. 3. — *Summus Pontifex titularibus Gallicarum ecclesiarum episcopis significabil se ab iis pro bono pacis et unitatis omnia sacrificia firma fiducia expectare, eo non excepto, quod ipsas suas episcopales sedes resignent.*

Hac hortatione præmissa, si huic sacrificio quod Ecclesiæ bonum exigat renuere ipsi vellent (fieri id autem posse summus Pontifex suo non reputat animo) gubernationibus Gallicarum ecclesiarum novæ circumscriptionis de novis titularibus providebitur eo qui sequitur modo :

ART. 3. — Le Souverain-Pontife déclarera aux titulaires des évêchés de France qu'elle attend d'eux, avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges.

D'après cette exhortation, s'ils ne consentaient pas à ce sacrifice commandé par le bien de l'Eglise (refus auquel d'ailleurs le Souverain Pontife ne veut pas croire) il sera pourvu par de nouveaux titulaires au gouvernement des sièges de la circonscription nouvelle de la façon suivante :

Nous avons vu qu'un certain nombre de sièges avaient été supprimés, et que Pie VII avait été obligé de demander à tous les évêques leur démission. « Ce prodige, disait » Portalis, préparé par la confiance que le gouvernement » a su inspirer et par l'ascendant que l'éclat de ses succès » en tous genres lui assurait sur les esprits et sur les » cœurs, s'est opéré sur l'étonnement et l'admiration de » l'Europe, à la voix consolante de la religion et au doux » nom de la patrie (1) ».

ART. 4. — *Consul Primus Gallicanæ reipublicæ, intra tres menses qui promulgationem Constitutionis apostolicæ consequuntur, archiepiscopos et episcopos novæ circumscriptionis diæcesibus præficiendos nominabit summus Pontifex institutionem canonicam dabit juxta formas relatæ ad Gallias ante regiminis commutationem statulas.*

ART. 5. — *Idem Consul Primus ad episcopales sedes, quæ in posterum vacaverint, novos antistites*

ART. 4. — Le premier Consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle, aux archevêchés et évêchés de la nouvelle circonscription. Le Souverain-Pontife conférera l'institution canonique suivant les formes établies pour la France avant le changement de gouvernement.

ART. 5. — De même le premier Consul fera les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite et le

(1) Discours au corps législatif, 15 germinal, an X.

nominabil, iisque ut in articulo præcedenti constitutum est, Apostolicæ sedis canonicam dabit institutionem.

Souverain Pontife donnera l'institution canonique conformément à l'article précédent.

Pour la nomination, on abandonne le système des élections, rétabli par la Constituante, et on revient au Concordat de 1516, avec des différences cependant. C'est ainsi que l'acte de François I^{er} fixait au roi un délai de trois mois pour combler la vacance des sièges, alors que le Concordat de 1802 n'impartit au gouvernement aucune époque pour procéder à la nomination, de même que le pape peut disposer du temps qu'il croit nécessaire pour conférer l'institution canonique. Il est très regrettable qu'il en soit ainsi, parce qu'il arrive trop souvent que les vacances se prolongent indéfiniment, soit par le fait du gouvernement qui ne nomme aucun sujet, soit de la faute de la cour de Rome, qui refuse d'instituer les personnes nommées par l'autorité civile. Pie VII employa cette arme contre Napoléon.

Le Pape confère l'institution canonique suivant les formes établies avant le changement de gouvernement, c'est-à-dire qu'il a le droit de s'informer si le candidat est idoine, autrement dit, s'il a les qualités nécessaires aux points de vue du caractère, de la capacité, de la doctrine et des mœurs.

Les articles organiques, qui, bien que non reconnus par le Saint-Siège, règlent néanmoins certaines questions de détail relatives aux nominations épiscopales, prescrivent l'obligation d'être âgé de trente ans et d'être né français

et non pas seulement naturalisé (1). Nous savons que des prescriptions analogues avaient déjà été édictées aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. En outre, le futur évêque doit produire un certificat de bonnes vie et mœurs (2), mais en pratique cette mesure n'est pas suivie. Il est encore tenu de subir un examen, dont sont chargés deux évêques et deux prêtres, nommés par le Premier Consul, dit l'article 5, et chargés de faire connaître le résultat de cet examen au Conseiller d'Etat chargé des cultes. En réalité, ce certificat n'est pas exigé, et il faut avouer que ce n'est pas à tort, car on ne comprend guère cette intervention d'un Conseiller d'Etat comme juge en matière dogmatique. Bonaparte avait trouvé là un moyen d'écarter les candidats qui lui déplaisaient, car le Conseiller enquêteur n'agissait bien certainement que d'après ses ordres, à lui Bonaparte. En général, tout au moins jusqu'à ces derniers temps, c'était la nonciature qui se chargeait de recueillir les informations, et les choses se passaient ainsi : le ministre allait trouver le nonce et lui soumettait une candidature ; le nonce faisait une enquête ; au cours d'une seconde visite, les deux personnages échangeaient leurs impressions, et le nonce faisait connaître le résultat de son enquête. Si elle était favorable, le ministre envoyait une présentation officielle par écrit et le nonce notifiait de la même manière son acceptation. Le Président de la République, soit par

(1) « On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de trente ans et si l'on n'est originaire français. » (Art. 16.)

(2) « Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés seront tenus de rapporter une attestation de bonnes vie et mœurs, expédiée par l'évêque dans le diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique. » (Article 17 § 1^{er}.)

le nonce, soit par l'ambassadeur, présentait au Pape le candidat choisi de concert entre les représentants des deux pouvoirs. Le président actuel du Conseil des ministres a rejeté le système de l'entente préalable, prétendant qu'il lui apparaissait comme « un marchandage humiliant, comme un abandon coupable des droits de l'Etat (1) », et de là est sorti le conflit dont nous dirons quelques mots plus loin.

L'article 84 des articles organiques prescrit que l'évêque ne peut exercer ses fonctions avant que sa bulle d'investiture n'ait été reçue par le gouvernement. (2)

Postérieurement au Concordat, une loi du 23 ventôse an XII exigea du candidat un certificat de capacité délivré dans les séminaires métropolitains (3), et une ordonnance du roi Louis-Philippe, des 25 décembre 1830-1^{er} janvier 1831 confirma cette disposition législative, en disant que nul ne pourrait être nommé archevêque ou évêque, s'il n'avait obtenu le grade de licencié en théologie, ou s'il n'avait rempli, pendant quinze ans, les fonctions de curé ou de desservant (4). Mais, cette ordonnance, qui avait surtout

(1) *Journal officiel*, séance du 21 mars 1903.

(2) « Le prêtre nommé par le Premier Consul fera les diligences pour rapporter l'institution du Pape. Il ne pourra exercer aucune fonction avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du gouvernement et qu'il ait prêté en personne le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement français et le Saint-Siège. Ce serment sera prêté au Premier Consul, il en sera dressé procès-verbal par le secrétaire d'Etat. »

(3) « A l'avenir on ne pourra être nommé évêque, etc., sans avoir soutenu un exercice public et rapporté un certificat de capacité sur tous les objets énoncés en l'article 2 ». Loi relative à l'établissement de séminaires. *Collection des lois*, II^e partie, t. IX, p. 680.

(4) « Art. 2. — A dater de la même époque (1^{er} janvier 1835), nul ne

pour but de redonner de la vie aux facultés de théologie, ne fut jamais appliquée.

ART. 6. — *Episcopi, antequam munus suum gerendum suscipiant, coram Primo Consule juramentum fidelitatis emittent, quod erat in more anteregiminis commutationem sequentibus verbis expressum: «Ego juro et promitto ad sancta Dei evangelia obedientiam et fidelitatem gubernio per constitutionem gallicanæ Reipublicæ statuto. Item promitto me nullam communicationem habiturum, nulli consilio interfuturum, nullamque suspectam unionem neque intra neque extra conservaturum quæ tranquillitati publicæ noceat, et si tam in diœcesi mea quam alibi, noverim aliquid in*

ART. 6. — Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront, aux mains mêmes du Premier Consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement dans les termes suivants: « Je jure et promets sur les saints Evangiles de garder obéissance et fidélité au gouvernement institué par la constitution du Gouvernement de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune communication, et de n'assister à aucun conseil, de n'entrer dans aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors, qui soit nuisible à la tranquillité publique, et, si dans mon diocèse j'apprends qu'il se prépare

pourra être nommé archevêque ou évêque.... s'il n'a obtenu le grade de licencié en théologie, ou s'il n'a rempli pendant quinze ans les fonctions de curé ou de desservant. » Dalloz, *Répertoire général*, mot culte.

Status damnum tractari, quelque chose de préjudiciable à l'État, je le ferai savoir au Gouvernement. »

Le serment prescrit par cet article ne différait pas sensiblement de celui que prêtaient à la royauté les membres de l'épiscopat, et qui était ainsi conçu : Je jure » le très saint et sacré nom de Dieu et promets à votre » Majesté que je lui serai, tant que je vivrai, fidèle serviteur et sujet, et que je procurerai son service et le bien » de son Etat de tout mon pouvoir, et que je ne me trouverai en aucun conseil, dessein et entreprise au préjudice » d'iceux, et s'il me vient quelque chose à ma connaissance, je le ferai savoir à votre Majesté. Ainsi Dieu me » soit en aide et les saints Evangiles par moi touchés. » Ce serment était une conséquence de l'idée que se faisait Bonaparte des devoirs du prêtre envers le pouvoir civil : « Je ne conçois pas, écrivait-il en 1797, de caractère plus » respectable et plus digne de la vénération des hommes » qu'un prêtre, qui, plein du véritable esprit de l'Evangile, » est persuadé que ses devoirs lui ordonnent de prêter » obéissance au pouvoir temporel et de maintenir la paix » dans son diocèse (1). » D'ailleurs ce serment politique, différait du serment religieux de la Constitution civile du clergé, qui était un outrage aux consciences des ecclésiastiques. Le serment du Concordat pouvait, à la rigueur, être considéré comme une conséquence de la surveillance et de la protection accordées à l'épiscopat par le Gouvernement français. La loi de 1830 (2), qui imposa un nouveau

(1) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, lettre du 10 septembre 1797.

(2) *Collection des lois*, t. XXX, p. 187.

serment aux fonctionnaires publics ne mentionna pas les évêques. L'année suivante, une commission composée de Montalivet, Portalis, Siméon, Dupin et Jauffret, estima qu'il était inutile de le maintenir, et il était pratiquement aboli lorsqu'un décret du Gouvernement provisoire, des 1^{er}-2 mars 1848, le supprima complètement (1). Rétabli par le second Empire (2), il fut à nouveau aboli par un décret du 5 septembre 1870 (3). Depuis lors, il n'a pas été exigé des évêques (4).

ART. 14. — *Gubernium Gallicanæ reipublicæ in se recipit tum episcoporum, tum parochorum quorum dioceses atque parochias nova circumscriptio complectetur, sustentationem qua cujusque statum de-*
ccat.

ART. 14. — Le Gouvernement de la République assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés dont les diocèses et les cures seront compris dans les circonscriptions nouvelles.

Par un décret du 4 novembre 1789 (5), la Constituante avait confisqué les biens du clergé sous prétexte que le

(1) *Collection des lois*, t. XLIII, p. 66.

(2) Voir les différents décrets parus en 1852.

(3) « Le Gouvernement de la défense nationale décrète : les fonctionnaires publics de l'ordre civil, administratif, militaire et judiciaire, sont déliés de tout serment. Le serment politique est aboli. » *Collection des lois*, t. LXX, p. 221.

(4) Voir la déclaration du garde des sceaux à la séance de la Chambre du 25 novembre 1876, et le rapport de M. Collet, conseiller d'Etat, sur le recours pour abus contre les évêques d'Annecy et de Langres (*Journal Officiel* du 19 avril 1883).

(5) Dalloz, mot Culte.

clergé était seulement le dépositaire, et non le propriétaire de ses biens, et que l'Etat pouvait en disposer, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres. En vertu de la constitution civile, les évêques recevaient 50.000 livres à Paris, 20.000 dans les villes au-dessus de 50.000 habitants, et 12.000 dans les autres (1). La Convention, qui avait réduit le traitement à la somme uniforme de 6.000 livres, fut bientôt obligée de suspendre ses paiements. L'Etat avait donc failli à ses engagements, et en admettant même que le Premier Consul ait rétabli le budget des cultes pour des motifs d'intérêt politique, il n'en reste pas moins vrai que le Consulat ne faisait que ratifier les engagements de la Constituante. Pie VII voulait que le traitement fut stable, c'est-à-dire impossible à supprimer, et indéterminé, c'est-à-dire susceptible de pouvoir être augmenté. « Il faut, disait Portalis en parlant » des ministres du culte, qu'ils puissent vivre avec » décence. Il faut même, jusqu'à un certain point, qu'ils » puissent devenir des ministres de bienfaisance et qu'ils » aient quelque moyen de soulager la pauvreté et de » consoler l'infortune (2) ». L'article 64 de la loi organique avait fixé à 15.000 livres le traitement des archevêques et l'article 65 à 10.000 livres celui des évêques. Cette allocation, qui s'était accrue sensiblement depuis le

(1) Titre III, article 3 de la Constitution civile. — Cazalès avait demandé 150.000 livres pour Paris, 40.000 pour les six plus grandes villes, 20.000 pour les autres. Robespierre ne voulait aucun traitement supérieur à 10.000 livres. Gouttes et Le Chapelier défendirent les chiffres du comité qui furent acceptés.

(2) Rapport au Conseil d'Etat sur les articles organiques.

Concordat, fut, en 1883, ramenée au taux primitivement fixé.

ART. 16. — *Sanctitas sua recognoscit in Primo Consule Gallicanæ reipublicæ eadem jura ac privilegia, quibus apud Sanctam Sedem fruebatur antiquum regimen.*

ART. 16. — Sa Sainteté reconnaît au Premier Consul de la République française les mêmes droits et privilèges que ceux dont jouissait auprès d'Elle l'ancien Gouvernement.

Il est assez difficile de déterminer exactement le sens de cet article. Pour les uns, ils signifierait que le Premier Consul avait le droit d'intervenir dans la discipline ecclésiastique et de prendre toutes les mesures utiles à son observation; pour les autres, il voudrait dire que le Souverain Pontife reconnaissait à Bonaparte le droit de préséance, et les honneurs jadis réservés au roi de France.

ART. 17. — *Utrunque conventum est quod in casu, quo aliquis ex successoribus hodierni Primi Consulis catholicam religionem non profiteretur, super juribus ac privilegiis in superiori articulo commemoratis, necnon super nominatione ad archiepiscopatus et episcopatus respectu ipsius nova conventio fiet.*

ART. 17. — Il est convenu entre les contractants, que si l'un des successeurs du Premier Consul actuel n'était pas catholique, les droits et privilèges rappelés dans l'article ci-dessus et la nomination aux archevêchés et évêchés seraient réglés vis-à-vis de lui par une nouvelle convention.

Ainsi donc, s'il arrivait que le Congrès nommât Président de la République un juif ou un protestant, cette élection n'amènerait pas, comme on l'a soutenu, le dénonciation du Concordat, mais simplement une modification de l'article 5.

Tel est l'acte qui, aujourd'hui encore, règle les rapports de l'Eglise et de l'Etat, et dont la conclusion fut célébrée avec la plus grande solennité, le 18 avril 1802, dans l'église Notre-Dame.

*
*
*

Aussitôt le Concordat signé, Napoléon nomma aux sièges vacants une dizaine d'évêques constitutionnels, alors qu'un grand nombre de non assermentés se voyaient repoussés par le Premier Consul. Le légat Caprara s'opposa à l'installation des constitutionnels, à moins qu'ils ne déclarassent publiquement renier leurs erreurs. Sur l'affirmation de Bernier, que sa nomination à l'évêché d'Orléans n'avait pas rendu plus loyal, le légat voulut bien croire que ceux-ci avaient promis au légat cette abjuration (1), mais une fois en possession de leurs bulles, ils démentirent cette affirmation.

Cependant, le 18 mai 1804, Bonaparte était proclamé

(1) M^{sr} Bernier, venu hier en qualité de témoin, en compagnie de M^{sr} de Pancemont pour le procès des constitutionnels a déposé qu'ils ont été réellement touchés de l'indulgence dont on a usé envers eux, qu'ils ont avoué avoir erré, qu'ils ont détesté leur erreur, et il a dit qu'ils avaient promis, les larmes aux yeux et en l'embrassant, de se conduire comme il convenait à des évêques catholiques, le remerciant de s'être employé à leur réconciliation (D'Haussonville, t. I, p. 509 pièces justificatives).

empereur des Français, sous le nom de Napoléon I^{er}. Il avait fait confirmer son élection à l'empire par un plébiscite, mais il voulait y ajouter la consécration de l'Eglise et, dans cette intention, il pria le Souverain Pontife de venir le sacrer à Paris (1). Pie VII, heureux du rétablissement en France de la religion, et espérant obtenir pour le clergé un meilleur régime, répondit favorablement aux avances de l'Empereur, malgré les conseils opposés que lui donnait le Sacré-Collège. « Dieu, devant qui nous » nous avons souvent élevé nos mains dans son saint temple, Dieu de qui nous avons imploré l'assistance, nous » a dit de partir (2) », et à Bonaparte, en arrivant à Paris, le 13 novembre 1804, il avoua le but de son voyage: « Nous » sommes stimulés dans ce voyage par le vif désir de connaître personnellement votre Majesté, et de procurer à la » religion et à l'Eglise des avantages qui marqueront, » dans l'histoire des temps, une époque glorieuse pour » votre Majesté et pour nous (3). »

(1) « L'heureux effet, écrivait-il, qu'éprouvent la morale et le caractère de mon peuple par le rétablissement de la religion chrétienne me porte à prier Votre Sainteté de me donner une nouvelle preuve de l'intérêt qu'elle prend à ma destinée et à celle de cette grande nation dans une des circonstances les plus importantes qu'offrent les annales du monde. Je la prie de venir donner, au plus éminent degré, le caractère de la religion à la cérémonie du sacre, et du couronnement du premier Empereur des Français. Cette cérémonie acquerra un nouveau lustre lorsqu'elle sera faite par Votre Sainteté elle-même. Elle attirera sur nous et nos peuples la bénédiction de Dieu, dont les décrets règlent à sa volonté le sort des empires et des familles ». Artaud t. I, p. 477.

(2) M^{sr} Baunard, p. 11.

(3) *Ibid.*

Le Pape ne tarda pas à s'apercevoir que ses espérances étaient vaines. En 1806, au mois de mars, Joseph Bonaparte se jeta sur les principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo pour les donner à Talleyrand et à Bernadotte; au mois de mai suivant, le général Lemarrois s'empara du duché d'Urbino, d'Ancône et de Civita-Vecchia; puis, il somma le Souverain Pontife d'entrer dans le blocus continental et de chasser d'Italie les Russes et les Anglais. Comme Pie VII ne voulait pas répondre à ces injonctions, le 2 juin 1808, le général Miollis occupa la ville de Rome; et, dans la nuit du 5 au 6 juillet, le Souverain Pontife fut surpris dans sa chambre, jeté, à cinq heures du matin, dans une chaise de poste, promené, sous les ordres du général Radet, de Rome à Florence, de Florence à Gênes, de Gênes à Alexandrie, d'Alexandrie à Grenoble, enfin conduit, par Valence, Avignon, Aix et Nice, à Savone où il fut enfermé comme prisonnier d'Etat (1). C'est alors qu'allait s'engager la lutte provoquée par le refus des bulles d'institution canonique aux évêques nommés par l'Empereur.

Déjà en 1807, Napoléon avait prétendu choisir lui-même les titulaires des évêchés vacants dans les provinces vénitiennes qui avaient été enlevées à l'Autriche, et Pie VII avait refusé d'instituer ces prélats, parce qu'à l'époque du

(1) Napoléon, un moment effrayé de sa conduite, nia l'ordre donné : « Je suis fâché qu'on ait arrêté le Pape, c'est une grande faute; il fallait arrêter le cardinal Pacca et laisser le Pape tranquille à Rome, mais enfin il n'y a pas de remède, ce qui est fait est fait... Mon intention est que le Pape n'entre pas en France; s'il est encore dans la rivière de Gênes, le meilleur endroit pour le placer serait Savone. Quant à Pacca, faites-le enfermer à Fenestrelle. Schœnbrunn, le 18 juillet 1809 ». *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. XIX, p. 265.

Concordat, la Vénétie n'avait pas encore été annexée; mais, pour éviter un conflit, il avait nommé de lui-même, c'est-à-dire sans paraître tenir compte de la présentation de l'Empereur, les prêtres qui avaient été proposés par lui.

Quand le Pape fut enfermé à Savone, il y avait, tant en France qu'en Italie, vingt-sept évêchés privés de leur chef, et, entre autres, celui de Paris, dont le titulaire, le cardinal du Belley, venait de mourir (1). Napoléon le remplaça (2) par le cardinal Maury, évêque de Montefiascone, qui jadis, à la Constituante, s'était fait le défenseur éloquent de l'Eglise et de la royauté. Mais Maury, comme Bernier, se souciait fort peu des défections, pourvu qu'il obtint des honneurs. Après avoir reçu ses pouvoirs du chapitre, Maury écrivit au Souverain Pontife. Pie VII lui répondit (5 novembre 1810) qu'il était étonné que le cardinal ait accepté sa nomination, et pris la direction du diocèse, en vertu seulement du pouvoir donné par le chapitre. « Nous ne rappellons pas qu'il est inouï » dans les annales ecclésiastiques, qu'un prêtre nommé » à un évêché quelconque ait été engagé par les vœux du » chapitre à prendre le gouvernement du diocèse avant » d'avoir reçu l'institution canonique (3) ». Pour les mêmes raisons, et à la même époque, le Pape refusa également ses bulles à M. d'Osmond, transféré de Nancy à l'archevêché de Florence. Il prétendait que son emprisonnement ne lui laissait aucune liberté pour prendre les informations nécessaires. « Si l'Empereur a un véritable

(1) Le 10 juin 1808.

(2) Le 14 octobre 1810.

(3) De Pradt, les quatre Concordats, t. II, p. 359.

» attachement pour l'Eglise, disait-il, qu'il commence par
» se réconcilier avec son Chef, ou qu'il me rende ma
» liberté, mon siège, mes officiers; qu'il restitue les pro-
» priétés qui formaient, non mon patrimoine, mais celui
» de Saint-Pierre, qu'il replace sur la chaire de Saint-
» Pierre son chef suprême, dont elle est veuve depuis ma
» captivité, qu'il ramène auprès de moi quarante cardi-
» naux que ses ordres en ont arrachés, qu'il rappelle à
» leurs diocèses tous les évêques exilés, et sur le champ
» l'harmonie sera rétablie (1) ». L'Empereur, au lieu de
chercher à adoucir les souffrances du Pape, répondit par
un régime plus sévère (2). A ce moment, l'ingénieux
Maury, reprenant une idée de Louis XIV, suggéra à
l'Empereur la pensée de n'avoir plus à recourir au Saint-
Siège, de faire nommer par les chapitres les évêques
choisis par l'Empereur, et de les charger du gouverne-
ment du diocèse en qualité de vicaires capitulaires (3).

Cependant, le sénatus-consulte du 17 février 1810
mentionnait l'annexion des Etats romains à l'Empire
français, et prescrivait pour le Pape l'obligation d'avoir un

(1) Lettre de Pie VII au cardinal Caprara, archevêque de Milan, 26 août 1809, de Pradt, t. II, p. 359

(2) « Vous ferez connaître au Préfet et au prince Borghèse que mon intention est que l'intérieur du Pape se ressente du mécontentement que j'ai de sa conduite, et que l'état de sa maison soit réglé de façon à ne pas dépenser plus de 12 à 1,500 fr. par mois. Les voitures qui avaient été mises à sa disposition, pour lui et sa maison, seront renvoyées à Turin. Recommandez au sieur Chabrol de ne plus rien dire dans ses discours qui tende à faire croire au Pape que je désire un accommodement ». Lettre de l'Empereur à M. de Prémeneu, 31 décembre 1810 D'Haussonville, t. III. p. 440).

(3) Gosselin, *Vie de M. Emery*, t. II, p. 287.

palais dans tous les lieux où il voudrait résider, et tout au moins deux, un à Rome et un à Paris, avec deux millions de revenus (1). Le Pape lança, le lendemain, une bulle d'excommunication (2).

En réponse à ce décret, la colère de l'Empereur ne fit qu'augmenter : « Je reçois, à l'instant, la nouvelle que » le Pape nous a tous excommuniés. C'est une excommu- » nication qu'il a portée contre lui-même. Plus de ména- » gements, c'est un fou furieux qu'il faut enfermer. Faites » arrêter le cardinal Pacca et autres adhérents du » Pape (3). » Rien toutefois ne laissait supposer que le Chef de la chrétienté fut soumis à un tel régime : la presse se taisait par ordre de Fouché, et le clergé restait muet par peur des foudres impériales. Bientôt, on interdit au Pape toute communication avec le dehors, on écartera de lui tous ses conseillers, voire même son valet de chambre ; on alla plus loin encore : le Préfet de Montenotte pénétra, au cours d'une promenade du Pape, dans la chambre de Pie VII, força son secrétaire, fractura ses tiroirs, saisit

(1) ARTICLE 1. — L'Etat de Rome est réuni à l'Empire français et en fait partie intégrante.

ARTICLE 15. — Il sera préparé plusieurs palais du Pape dans les différents lieux de l'Empire où il voudrait résider. Il en aura nécessairement un à Paris et à Rome.

ARTICLE 16. — 2 millions de revenus en biens ruraux, francs de toute imposition et sis dans les différentes parties de l'Empire, seront assignés au Pape. (*Collection des lois*, t. XXI, p. 180 et 181).

(2) « Lettres apostoliques en forme de bref, par lesquelles sont déclarés excommuniés et de nouveau excommuniés Bonaparte et autres exécuteurs et fauteurs de l'usurpation de l'Etat de Rome. De Pradt, t. II, p. 330. »

(3) Lecestre, t. I, p. 317. — Pacca resta plus de deux ans, à Fenestrelle.

son encre, ses papiers, ses plumes et jusqu'à son bréviaire ; ses vêtements furent décousus et fouillés. On enferma l'abbé d'Astros, vicaire général de Paris, parce qu'il avait eu connaissance d'un bref du Pape, interdisant au cardinal Maury d'exercer son ministère (1), et peu s'en fallut qu'on ne le passât par les armes. On emprisonna à Vincennes les cardinaux di Pietro, Gabrielli, Oppizoni, le prélat de Grégorio et le général des Barnabites, Fontana ; le prélat Doria fut envoyé à Naples, et plusieurs ecclésiastiques et laïques conduits à Fenestrelle (2).

Mais le nombre de diocèses sans évêques ou dont les évêques n'avaient pas reçu l'institution canonique grandissait tous les jours. Il fallait donc à tout prix trouver un moyen de donner à ceux-ci l'institution canonique par une autre voie que celle du Pape et, au besoin, malgré le Pape. Dans ce but, Napoléon allait recourir à une commission. Déjà en 1809, il en avait formé une (3) ; il en composa une nouvelle qui comprit : le cardinal Fesch,

(1) Pie VII disait dans ce bref, que « pour enlever tout sujet de doute et pour plus grande précaution, il ôtait à l'archevêque nommé tout pouvoir et toute juridiction, déclarant nul et sans effet tout ce qui serait fait de contraire sciemment et par ignominie. (D'Haussonville, t. III, p. 425). »

(2) Artaud, t. II, p. 277. — Mon fils, on vient de découvrir ici une clique du Pape. Un abbé Fontana et un abbé Gregori, que j'avais fait venir de Rome étaient les intermédiaires de la correspondance du Pape avec les vicaires généraux de Paris pour semer le désordre. Ils ont été arrêtés tous avec leurs papiers ; il en résulte que le Pape, à la plus horrible conduite, joint la plus grande hypocrisie. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. XXI, p. 351 (à Eugène Napoléon, 3 janvier 1811.)

(3) Elle était composée des cardinaux Fesch et Maury, de l'archevêque de Tours, des évêques de Nantes, Trèves, Verceil, Evreux, de l'abbé Emery et du Père Fontana. De Pradt, t. 2, p. 446.

archevêque de Lyon, grand aumônier de l'Empire, le cardinal Maury, archevêque de Paris, le comte du Barral, archevêque de Tours, le comte de Pradt, archevêque de Malines, le baron Bourlier, évêque d'Evreux, le baron Duvoisin, évêque de Nantes, le baron Mannay, évêque de Trèves, et M. Emery, supérieur de Saint-Sulpice (1). Il leur posá, entre autres, la question suivante : « Quand le » Pape refuse persévéramment d'accorder des bulles aux » évêques nommés par l'Empereur pour remplir les sièges » vacants, quel est le moyen de leur donner l'institution » canonique ? » La réponse fut que « le Pape refusant, » sans alléguer aucun motif canonique de son refus, le » moyen le plus simple serait de faire ajouter au Concor- » dat une clause portant que Sa Sainteté donnerait » l'institution dans un temps déterminé, faute de quoi le » droit d'instituer serait dévolu au comité de la province. » Que si le Pape refuse d'acquiescer à cette modification » du Concordat, il n'y a rien de mieux à faire que de réta-
« blir, pour ce qui concerne l'institution des évêques, les » règlements de la pragmatique sanction, rédigés dans » l'Assemblée de Bourges, en 1438 » (2). Cette réponse ne donna pas satisfaction à l'Empereur ; aussi, le 17 mars, il assembla la Commission en audience solennelle dans le palais des Tuileries. Là, au milieu de la cour en grand costume (on sait combien Napoléon aimait ces manifestations), il prononça contre le Pape un discours des plus violents. Tout à coup, interpellant, au milieu de sa harangue, le supérieur de Saint-Sulpice, l'abbé Emery :

(1) De Pradt y ajoute le cardinal Caselli.

(2) *Vie de M. Emery*, t. II, p. 301 et suivantes.

» Que pensez-vous de cela ? » lui demanda-t-il. « Que je
» ne puis avoir d'autre sentiment sur ce point que celui
» qui est contenu dans le Catéchisme enseigné par vos
» ordres dans toutes les églises de l'Empire. Or, on lit,
» dans plusieurs endroits de ce Catéchisme, que le Pape
» est chef visible de l'Eglise, à qui tous les fidèles doivent
» l'obéissance comme au successeur de saint Pierre,
» d'après l'institution même de Jésus-Christ » (1). Et après
avoir dit quelques mots de la déclaration des quatre
articles : « Eh bien, s'écria-t-il, je ne conteste pas la puis-
» sance spirituelle du Pape, puisqu'il l'a reçue de Jésus-
» Christ. Mais Jésus-Christ ne lui a pas donné la puissance
» temporelle, c'est Charlemagne qui la lui a donnée et
» moi, comme successeur de Charlemagne, je veux la lui
» ôter, parce qu'il ne sait pas en user et qu'elle l'empêche
» d'exercer ses fonctions spirituelles. M. Emery, qu'avez-
» vous à dire à cela ? — Sire, je ne puis avoir là-dessus
» d'autre sentiment que celui de Bossuet... or, ce grand
» prélat, dans sa défense de la Déclaration du clergé de
» France, soutient expressément que l'indépendance et
» la pleine liberté du chef de la religion sont nécessaires
» pour le libre exercice de sa suprématie spirituelle dans
» tout l'univers » (2). Enfin, après avoir posé encore
d'autres questions au supérieur, il lui demanda s'il n'avait
pas le droit de déclarer au Pape qu'il se servirait d'un
concile provincial s'il ne voulait pas instituer ses évêques
dans un temps donné. M. Emery lui répondit qu'il ne
pensait pas que le Pape ferait cette concession (3).

(1) *Vie de M. Emery*, t. II, p. 317.

(2) *Ibid.*

(3) L. Bourgain, t. I, p. 87. Napoléon disait de M. Emery : « Il est

Napoléon ne se dissimulait pas la gravité de la situation. Il résolut alors de convoquer un Concile national (1). Cependant, il ne voulait pas aller plus loin dans la voie des brusques solutions, sans avoir tenté auprès du Pape une dernière démarche. MM. du Barral, Duvoisin et Mannay partirent donc pour Rome, avec les instructions suivantes : « Nous entendons que nos évêques soient institués comme « ils l'étaient avant le Concordat de François I^{er} que nous « avons renouvelé, et de la manière qui sera établie par « le Concile et qui aura reçu notre approbation. Cependant, « on pourrait revenir au Concordat aux conditions suivantes : 1^o que le Pape instituerait tous les évêques « que nous avons nommés ; 2^o qu'à l'avenir notre nomination serait communiquée au Pape dans la forme ordinaire ; qu'elle serait en même temps notifiée au métropolitain. Que si, trois mois après, la Cour de Rome n'avait pas institué, l'institution devrait être donnée par le métropolitain, à l'égard de ses suffragants, ou par le plus ancien des suffragants à défaut du métropolitain lorsqu'il s'agirait de son siège, le tout sans qu'on puisse alléguer aucune raison de non-communications, d'empêchement de territoire, d'interception de courriers... Vous ne manquerez pas de prévenir le Pape de la réunion du Concile et de ce que fera l'Eglise de France, conduite par l'exemple des temps antérieurs et

le seul homme qui me fasse peur », et encore : « C'est un homme qui me ferait faire tout ce qu'il voudrait et peut-être plus que je ne devrais ». Mgr Baunard, p. 31.

(1) Circulaire pour les convocations du Concile national. Saint-Cloud, 25 avril 1811, *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. XXII, p. 111.

» par la nécessité du salut et du bien de la religion (1). » A Savone, où ils arrivèrent le 9 mai 1811, les délégués de l'Empereur essayèrent d'abord un refus formel. Puis, pour des raisons que peuvent seuls expliquer la lassitude et l'affaiblissement, le Pape consentit à donner sa signature. Mais, dès le lendemain même, alors que les ambassadeurs étaient déjà repartis pour la France, Pie VII écrivit à Napoléon qu'il avait donné son consentement dans un moment de folie, ajoutant qu'il fallait qu'il fut à moitié dans l'ivresse, et qu'il le retirait (2). L'Empereur eut alors recours au Concile.

L'ouverture eut lieu à Notre-Dame de Paris, le 17 juin 1811 sous la présidence du cardinal Fesch, archevêque de Lyon, qui n'avait pas voulu jadis abandonner son archevêché et son titre de primat des Gaules pour recueillir la succession du cardinal de Belley. Le discours d'ouverture fut prononcé par M^{sr} de Boulogne, évêque de Troyes, qui fit ressortir la nécessité de se rapprocher du Saint-Siège (3), et comme si un souffle de rébellion eut passé sur la tête de l'assemblée, tout à coup, au milieu de la discussion d'une adresse envoyée par l'Empereur, l'évêque de Chambéry, M^{sr} Des-solles, déclara : « Que faisons-nous, Messeigneurs, pouvons-nous délibérer sous ces voûtes sacrées, nous, membres » de l'Eglise, lorsque le vénérable chef de l'Eglise est dans » les chaînes ? Je demande que le concile se rende en corps » à Saint-Cloud, et qu'il réclame de l'Empereur la liberté

(1) Instructions pour M. l'Archevêque de Tours et MM. les Evêques de Nantes et de Trèves, Saint-Cloud, 26 avril 1811, *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. XXII, p. 112.

(2) D'Haussonville, t. IV, p. 405 (pièces justificatives).

(3) L. Bourgain, t. I, p. 89.

» du pape. Alors, et seulement alors, nous pourrons
» délibérer. » — « Oui, oui, à Saint-Cloud », s'écrièrent les
membres du concile, et, malgré l'opposition du ministre
des cultes, la séance fut levée (1). Napoléon devait avoir
d'autres déboires. Le véritable but de la réunion avait été de
savoir si le concile était compétent pour modifier la manière
d'instituer les évêques quand le pape refusait les bulles.
Une commission, nommée à cet effet, déclara, par neuf
voix contre trois, que le concile était incompétent. Et comme
le cardinal Fesch allait porter cette nouvelle à l'Empereur (2):
« Je n'aurai pas le dessous, sachez-le. Qu'on appelle
» Montalivet ou Merlin; ils présenteront un décret au Corps
» législatif pour forcer les métropolitains à donner
» l'institution aux évêques, et nous verrons s'il ne sera pas
» exécuté dans toutes les provinces de l'Empire et du
» royaume d'Italie (3) ».

Le concile se réunit à nouveau le 26 juin et fit entendre
des protestations de fidélité au Souverain Pontife. Napoléon,
sentant bien quelles résistances il avait à vaincre, fut
obligé de dissoudre l'assemblée (10 juillet) (4). Le même
jour MM. de Boulogne, de Broglie et Hirn, évêques de
Troyes, de Gand et de Tournai se virent emprisonnés à
Vincennes. L'Empereur comptait, par ce coup de force,
impressionner les esprits; il y réussit. Après avoir con-
féré avec chacun des membres de l'ancien concile, il les
réunit le 5 août 1811, et leur fit voter les articles
suivants (5) :

(1) M^{sr} Baunard, p. 33.

(2) Bourgain, t. I, p. 91.

(3) *Ibid.*, p. 92.

(4) *Ibid.*, p. 93.

(5) D'Haussonville, t. IV, p. 367.

ARTICLE PREMIER. — Conformément à l'esprit des saints canons, les archevêchés et évêchés ne pourront rester vacants plus d'un an, pour tout délai ; dans cet espace de temps, la nomination, l'institution et la consécration devront avoir lieu.

ARTICLE 2. — L'Empereur sera supplié de continuer à nommer aux sièges vacants, conformément aux concordats, et les évêques nommés par l'Empereur s'adresseront à Notre Saint-Père le Pape pour l'institution canonique.

ARTICLE 3. — Dans les six mois qui suivront la signification faite au Pape par les voies d'usage de ladite nomination, le Pape donnera l'institution canonique conformément aux concordats.

ARTICLE 4. — Les six mois expirés sans que le Pape ait accordé l'institution, le métropolitain ou, à son défaut, le plus ancien évêque de la province ecclésiastique, procédera à l'institution de l'évêque nommé. S'il s'agit d'instituer le métropolitain, le plus ancien évêque conférera l'institution.

ARTICLE 5. — Le présent décret sera soumis à l'approbation de Notre Saint-Père le Pape, et, à cet effet, sa Majesté sera suppliée de permettre qu'une députation de six évêques se rende auprès de Sa Sainteté pour la prier de confirmer ce décret, qui seul peut mettre un terme aux maux des églises de France et d'Italie.

Une députation fut donc encore une fois envoyée à Savone (1) ; le pape accepta le décret, mais à une condition

(1) Elle était composée des archevêques de Tours, Malines, Venise, Nantes, Plaisance et Feltre. Dans ses instructions l'Empereur déclarait :

cependant, c'est qu'il ne serait pas applicable à l'Italie. L'Empereur répondit aux évêques qu'il entendait que les sièges des Etats Romains fussent compris dans sa décision. Pie VII s'y refusa, et quand l'ambassadeur revint à Paris, Napoléon était parti pour la Russie. De Dresde il envoya l'ordre de transporter le Souverain-Pontife à Fontainebleau (1). Le 27 mai 1812, le pape était une fois encore saisi dans sa chambre, conduit par le Mont-Cenis, où il faillit mourir de fatigues morales et physiques, au palais impérial; là, il passa la nuit dans la loge du concierge, qui n'avait reçu aucun ordre pour la réception. Napoléon fit alors préparer un autre projet de traité qui fut présenté au Pape par Duvoisin, le 14 janvier 1813 (2). Le 18 au soir, l'Empereur en personne entra en coup de vent dans le salon du Souverain Pontife et commençait avec lui une série de conférences, qui se continuèrent pendant six jours. Pie VII consentit enfin à signer un nouveau concordat, qu'on a appelé Concordat de Fontainebleau, et dont voici la teneur (3) :

ARTICLE PREMIER. — Sa Sainteté exercera le pontificat en France et dans le royaume d'Italie de la même manière et avec les mêmes formes que ses prédécesseurs.

« Cette approbation doit être pure et simple... Vous refuserez de recevoir l'approbation du pape, si le pape veut la donner avec des réserves. Saint-Cloud, le 17 août 1811 ». *Correspondance de Napoléon I^{er}* t. XXII, p. 413.

(1) Au prince Borghèse, gouverneur général des départements au-delà des Alpes, à Turin. Dresde le 21 mai 1812, *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. XXIII, p. 417.

(2) D'Haussonville, t. V, p. 212 et suivantes.

(3) Arlaud, t. II, p. 307.

ARTICLE 2. — Les ambassadeurs, ministres, chargés d'affaires des puissances près le Saint-Père, et les ambassadeurs, ministres ou chargés d'affaires que le pape pourrait avoir près des puissances étrangères jouiront des immunités et privilèges dont jouissent les membres du corps diplomatique.

ARTICLE 3. — Les domaines que le Saint-Père possédait et qui ne sont pas aliénés seront exempts de toute espèce d'impôt; ils seront administrés par ses agents ou chargés d'affaires. Ceux qui seraient aliénés seront remplacés jusqu'à la concurrence de 2 millions de francs de revenus.

ARTICLE 4. — Dans les six mois qui suivront la notification d'usage de la nomination par l'Empereur aux archevêchés et évêchés de l'empire et du royaume d'Italie, le pape donnera l'institution canonique, conformément aux concordats, et en vertu du présent indult. L'information préalable sera faite par le métropolitain. Les six mois expirés sans que le pape ait accordé l'institution, le métropolitain et, à son défaut, ou s'il s'agit du métropolitain, l'évêque le plus ancien de la province, procédera à l'institution de l'évêque nommé, de manière qu'un siège ne soit jamais vacant plus d'une année.

ARTICLE 5. — Le pape, nommera, soit en France, soit dans le royaume d'Italie, à dix évêchés qui seront ultérieurement désignés de concert.

ARTICLE 6. — Les six évêchés sururbicaires seront rétablis; ils seront à la nomination du pape. Les biens actuellement existants seront restitués et il sera pris des

mesures pour les biens vendus. A la mort des évêques d'Anagni et du Rieti, leurs diocèses seront réunis auxdits six évêchés, conformément au concert qui aura lieu entre sa Majesté et le Saint-Père.

ARTICLE 7. — A l'égard des évêques des Etats Romains, absents de leurs diocèses, par les circonstances, le Saint-Père pourra exercer en leur faveur son droit de donner des évêques *in partibus*. Il leur sera fait une pension égale aux revenus dont ils jouissaient, et ils pourront être remplacés aux sièges vacants, soit de l'empire, soit du royaume d'Italie.

ARTICLE 8. — Sa Majesté et Sa Sainteté se concerteront en temps opportun sur la réduction à faire, s'il y a lieu, aux évêchés de la Toscane et du pays de Gênes, ainsi que pour les évêchés à établir en Hollande et dans les départements hanséatiques.

ARTICLE 9. — La propagande, la pénitencerie, les archives seront établis dans le lieu du séjour du Saint-Père.

ARTICLE 10. — Sa Majesté rend ses bonnes grâces aux cardinaux, évêques, prêtres, laïques, qui ont encouru sa disgrâce par suite des évènements actuels.

ARTICLE 11. — Le Saint-Père se porte aux dispositions ci-dessus, en considération de l'état actuel de l'Eglise et dans la confiance que lui a inspirée Sa Majesté qu'elle accordera sa puissante protection aux besoins si nombreux qu'a la religion dans les temps où nous vivons.

Cependant Pie VII avait obtenu de l'Empereur que, pour la validité du décret, il fut autorisé à prendre le conseil du collège des cardinaux. Or, pendant que Napoléon faisait

entonner le *Te Deum* dans les églises de France, de la plus grande à la plus humble, pour célébrer la conclusion de sa paix avec le Pape, celui-ci réunissait son entourage, et lui faisait part de son anxiété, des scrupules qu'il éprouvait d'avoir notamment abandonné les Etats de l'Eglise, abandon qui se trouvait implicitement contenu dans l'extension du droit de nomination donné à l'Empereur. Il écrivit alors à Napoléon qu'il rétractait sa signature et demanda que des négociations fussent recommencées (24 mars 1813) (1). Mais l'Empereur avait déjà, à la date du 13 février, fait publier le nouveau Concordat (2), et le

(1) On lit notamment dans cette lettre : « Bien qu'elle coûte à notre cœur, la confession que nous allons faire à Votre Majesté, la crainte des jugements divins dont nous sommes si près, attendu notre âge avancé, doit nous rendre supérieurs à toute autre considération. Contraint par nos devoirs, avec cette sincérité, cette franchise qui conviennent à notre dignité et à notre caractère, nous déclarons à Votre Majesté que, depuis le 25 janvier, jour où nous signâmes les articles qui devaient servir de base à ce traité définitif dont il y est fait mention, les plus grands remords et le plus vif repentir ont continuellement déchiré notre esprit, qui n'a plus ni repos ni paix. . Comme nous reconnaissons que notre écrit fait mal, nous le confessons fait mal, et avec l'aide du Seigneur, nous désirons qu'il soit cassé tout-à-fait, afin qu'il n'en résulte aucun dommage pour l'Eglise, et aucun préjudice pour notre âme... Comment pourriez-vous admettre un règlement tellement subversif de la constitution divine de l'Eglise de Jésus-Christ, qui a établi la primauté de saint Pierre et de ses successeurs, comme l'est évidemment celui qui soumet notre puissance à celle du métropolitain, et qui permet à celui-ci d'instituer les évêques nommés, que le Souverain Pontife aurait cru, en divers cas et circonstances, et dans sa sagesse, ne pas devoir instituer?... Nous offrons à Dieu nos vœux les plus ardents afin qu'il daigne répandre lui-même sur Votre Majesté l'abondance de ses bénédictions. Fontainebleau, le 24 mars de l'an 1813. » Artaud, t. II, p. 324.

(2) *Collection des lois*, t. XXIII, p. 343.

lendemain du jour où il recevait la lettre du Pape, il y répondait par le décret suivant (25 mars) (1).

ARTICLE PREMIER. — Le Concordat signé à Fontainebleau, qui règle les affaires de l'Église et qui a été publié comme loi de l'état le 13 février 1813, est obligatoire pour nos archevêques, évêques et chapitres qui seront tenus de s'y conformer.

ARTICLE 2. — Aussitôt que nous aurons nommé à un évêché vacant et que nous l'aurons fait connaître au Saint-Père dans les formes voulues par le Concordat, notre ministre des cultes enverra une expédition de la nomination au métropolitain, et s'il est question d'un métropolitain au plus ancien évêque de la province ecclésiastique.

ARTICLE 3. — La personne que nous aurons nommée se pourvoiera par-devant le métropolitain, lequel fera les enquêtes voulues, et en adressera le résultat au Saint-Père.

ARTICLE 4. — Si la personne nommée était dans le cas de quelque exclusion ecclésiastique, le métropolitain nous le ferait connaître sur le champ, et dans le cas où aucun motif d'exclusion ecclésiastique n'existerait, si l'institution n'a pas été donnée par le Pape dans les six mois de la notification de notre nomination aux termes de l'article 4 du Concordat, le métropolitain, assisté des évêques de la province ecclésiastique, sera tenu de donner les institutions.

ARTICLE 5. — Nos cours impériales connaîtront de toutes affaires connues sous le nom d'appels comme d'abus, ainsi

(1) *Collection des Lois*, t. XXIV, p. 407.

que de toutes celles qui résulteraient de la non-exécution des lois des concordats.

ARTICLE 6. — Notre grand juge présentera un projet de loi pour être discuté en notre conseil, qui déterminera la procédure et la peine appliquées dans ces matières.

Dès le lendemain, Napoléon reprenait le commandement de son armée, en même temps que Pie VII était remis au secret, et son conseiller, le cardinal Di Pietro envoyé en prison. A ce moment commença pour l'Empereur cette série de revers, qui allait coûter à la France, tombée sous le poids des désastres, minée d'hommes et d'argent, opprimée par une tyrannie que les victoires d'autrefois ne faisaient plus supporter, les conquêtes extérieures dues à la République, et ramener ses frontières à ses anciennes limites. Cependant, Napoléon pensait toujours à l'institution des évêques. Le 18 décembre 1813, M^{sr} Fallot de Beaumont, archevêque nommé à Bourges, fut chargé par le ministre des cultes de s'informer si le Souverain-Pontife consentirait à un arrangement avec l'Empereur, mais Pie VII lui répondit qu'il ne parlerait d'affaires que lorsqu'il serait rentré dans son palais du Vatican (1). Le 18 janvier de l'année suivante, le même prélat fut de nouveau envoyé à Fontainebleau informer le pape qu'il avait demandé son départ : « Assurez l'Empereur, répondit Pie VII, que » je ne suis point un ennemi ; la religion ne me le permettrait » pas ; j'aime la France, et quand je serai à Rome ou venu » que je ferai tout ce qui sera convenable (2) ».

Le 24 janvier, avant de partir pour Châlons, Napoléon

(1) *L'Ami de la Religion*, t. I, p. 102.

(2) *Ibid.*

donna l'ordre de transporter le Souverain Pontife dans un lieu éloigné du théâtre de la guerre. Mais l'ennemi envahissait le territoire, et bientôt les alliés apparaissaient aux pieds des hauteurs de Montmartre. Malgré une défense héroïque, il fallut céder au nombre. La défaite de l'Empereur était irréparable, et justifiait ce mot que depuis quelque temps on ne cessait de répéter autour de lui : « Cet homme est fou, il se perd et il nous perd avec lui (1) ». Le jour même où l'Empereur faisait ses adieux à sa vieille garde, le Souverain Pontife reprenait la route de Rome, et le 24 mai 1814, rentrait dans son palais, après cinq années de captivité.

Sur son rocher de Saint-Hélène, Napoléon dictant ses Mémoires à ses compagnons d'exil, rencontra le nom de Pie VII, et s'arrêtant devant lui : « C'est véritablement un » agneau, leur dit-il, tout-à-fait un bon homme et qui me » le rend un peu, j'en suis sûr (2) ». Le repentir était un peu tardif pour être bien sincère. En tout cas, il ne se trompait pas sur les sentiments du Saint Père, car celui-ci, volontairement oublieux du passé, recueillit à Rome la vieille mère de l'Empereur, ses frères, ses sœurs et leurs enfants ; il empêcha même la publication d'un livre dans lequel était outragé le nom de Napoléon (3). Enfin il

(1) Dareste, *Histoire de France*, t. VIII, p. 552.

(2) M^{sr} Baunard, p. 16.

(3) Ce livre ne doit pas voir le jour, écrivit-il ; Napoléon est malheureux, très malheureux ; nous avons oublié ses torts : l'Eglise ne doit jamais oublier ses services. Et puis, ajouta-t-il, ce livre pourrait aller à Sainte-Hélène, et les Anglais auraient bien soin de lui mettre sous les yeux, en lui apprenant que j'en ai autorisé la publication. Or, savoir que cet infortuné souffrirait par nous est déjà presque un

intervint personnellement auprès du prince régent d'Angleterre pour demander un adoucissement à sa captivité ajoutant : « Vous lui demanderez cette grâce en mon nom (1). »

supplice, surtout au moment où il nous demande un prêtre pour se réconcilier avec Dieu » (M^{sr} Baunard, p. 17.)

(1) *Ibid.*, p. 17.

LIVRE VII

LES NOMINATIONS ÉPISCOPALES DE 1813

A NOS JOURS

L'Empire était tombé. Le 3 avril 1814, le Sénat avait prononcé la déchéance de l'Empereur, et appelé au trône le comte de Provence, frère de Louis XVI, qui vivait retiré en Angleterre, et que les légitimistes, depuis la mort du dernier souverain, considéraient comme le roi Louis XVIII.

Celui-ci ne pouvait rentrer en France sans une charte constitutionnelle. La charte contenait trois chapitres : les droits publics des Français, les formes du gouvernement du Roi, et la garantie des droits particuliers.

Pour les droits publics, on s'en rapporta à la déclaration de Saint-Ouen, qui était l'expression exacte des vœux du Sénat. Il y était dit notamment : Que la liberté de religion était égale pour tous, que tous les cultes auraient la même protection, mais que cependant la religion catholique serait la religion d'État. « Je veux que la religion, à qui « la France doit tout, avait dit le Roi, ses croyances, ses

« lois, ses mœurs, soit reconnue comme la religion de la France (1) ». A peine arrivé au pouvoir, il tint à manifester ses sentiments vis-à-vis du Souverain Pontife, en donnant l'ordre de renvoyer à Rome tous les ornements et archives que Napoléon avait fait saisir et transporter à Paris, « Désirant, par la promptitude d'une trop juste restitution, manifester au Saint Père notre zèle et notre dévouement, et prouver à l'Europe et à la chrétienté combien les excès passés ont été et sont loin de notre pensée et de notre cœur, de la pensée et du cœur des Français (2) ». Pour assurer le bon recrutement de l'épiscopat, alors que Napoléon s'était surtout attaché à ce que les prélats fussent dans les bons principes, Louis XVIII, par une ordonnance du 24 septembre 1814 (3), décida : « Notre cousin, l'archevêque de Reims, notre Grand Aumônier, est chargé de nous présenter dorénavant les sujets qui lui paraîtront les plus dignes d'être promus aux archevêchés, évêchés et autres titres ecclésiastiques. » Pour ce faire, le Grand Aumônier devait écrire à tous les évêques de lui faire connaître, sous le sceau du secret, les trois prêtres les plus méritants de leur diocèse, de manière à pouvoir faire un choix éclairé. Et, pour exécuter les réformes nécessaires, le nouveau Roi nomma une commission ecclésiastique qui comprit M^{sr} de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, grand aumônier; M^{sr} de Bausset, ancien évêque d'Alais; M^{sr} de Pressigny, ancien évêque de Saint-Malo; M^{sr} de Boulogne, évêque de Troyes; M. du Bréau, chapelain de la Cour; M. de

(1) L. Bourgain, t. I, p. 107.

(2) *Moniteur*, du 22 avril 1814.

(3) Non insérée au *Bulletin officiel*.

Latil, premier aumônier de Monsieur; M. Breluque, vicaire général de Bordeaux; M. d'Artros, vicaire général de Paris, et M. Perrault.

Mais la Monarchie ne tarda pas à perdre la confiance de la nation par différentes mesures qui froissèrent l'opinion publique : faveurs exagérées accordées à la noblesse, dédain hautement manifesté pour les articles de la charte; et par divers actes de réaction, qui semblaient préparer le retour de l'ancien régime. Au commencement de l'année 1815, le mécontentement général augmentait. Un certain nombre d'officiers supérieurs ourdissaient des complots, dans le but de provoquer l'abdication de Louis XVIII. Les Bourbons ne s'inquiétaient nullement de ces manifestations hostiles; seul le prisonnier de l'île d'Elbe leur donnait quelque inquiétude, et ils croyaient suffisant d'exercer sur sa personne une active surveillance.

De son côté, Napoléon ne se résignait pas à sa déchéance, et comme il n'ignorait pas l'impopularité des Bourbons, il n'eut qu'une pensée : reconquérir son trône. Il prépara donc un plan d'évasion, et le 26 février, profitant de l'absence du commissaire anglais de Livourne, il s'embarqua avec neuf cents hommes sur le brick *l'Inconstant*, en compagnie de Drouot, Bertrand et Cambronne, et, le 1^{er} mars suivant, débarqua au golfe Juan. De là, illança deux proclamations à l'armée et à la nation, et poursuivant sa marche à travers la France, arriva le 20 mars à Paris, en même temps que Louis XVIII reprenait le chemin de l'exil.

Pour donner un semblant de liberté au peuple, il fit rédiger l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire, qui reproduisaient les principales dispositions de la charte,

mais, s'il y proclamait la liberté des cultes, il supprimait la religion d'État. Pour s'attirer le clergé, il se déclara son défenseur. « Le souverain qui a relevé les autels, écrit le « conseiller de préfecture d'Angers, Leterme-Saulnier, a « rendu à la religion sa splendeur, continuera à protéger « ses ministres (1). » Mais le clergé demeura sceptique, et, le jour où, « pour renouveler le pacte d'un grand peuple avec son monarque, » il organisa l'assemblée du Champ-de-Mai et invita les évêques à se rendre à la cérémonie, ceux-ci refusèrent en grande partie de se déranger, les uns alléguant une mauvaise santé, comme le cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen, les autres prenant prétexte de leur éloignement de Paris. Alors recommencèrent les procédés vexatoires et les mauvais traitements. « La tyrannie, écrit « l'évêque d'Angers (2), se montre partout avec son affreux cortège, ses craintes, ses vengeances, ses délateurs, ses prisons, ses bourreaux. »

Toutefois, les souverains étrangers, réunis à Vienne au moment du retour de l'Empereur, ne croyaient guère aux intentions pacifiques de celui que, dans leur déclaration, ils appelaient le « galérien évadé (3). » « L'Europe, écrit Thiers, ne le croyait pas plus quand il parlait de paix, que la France quand il parlait de liberté (4). » Aussi une coalition se trouva-t-elle bien vite formée contre l'ennemi commun. Vainqueur à Ligny, Napoléon connut à Waterloo la plus terrible des défaites. Contraint de signer une nou-

(1) *Journal de Maine-et-Loire*, 31 mars 1815.

(2) Mandement du 1^{er} septembre 1816.

(3) H. Houssaye, 1815, p. 498.

(4) *Histoire du Consulat et de l'Empire*.

velle abdication, il renonça au trône en faveur de son fils Napoléon II. Saisi par les croisières anglaises, il fut transporté à Sainte-Hélène, où il mourut quelques années après. Le 8 juillet 1815, Louis XVIII rentrait à nouveau dans sa capitale, exactement cent jours après son départ.

. .

L'Empire avait semé derrière lui bien des ruines; l'Eglise de France n'avait pas échappé à la tempête, et se trouvait dans une situation des plus précaires : un grand nombre de sièges épiscopaux attendaient leur pasteur et beaucoup d'évêques nommés réclamaient encore leur institution. Louis XVIII, lors de son premier retour en France, avait demandé au Souverain Pontife d'abolir le Concordat de 1801. Il avait désiré que tous les évêques lui remissent leur démission, et il aurait choisi de nouveaux titulaires à sa convenance, que le Pape aurait institués. Dans cette intention, il avait proposé à Pie VII d'anéantir tout ce qui s'était fait en France depuis 1797, et lui avait envoyé Courtois de Pressigny, ancien évêque de Saint-Malo, pour entamer des négociations. Consalvi voulait que l'on respectât les droits des évêques concordataires, auxquels on n'avait aucun reproche à adresser, et demander à ceux qui avaient encore des opinions constitutionnelles une nouvelle profession de foi; il exigeait enfin la démission des évêques qui avaient protesté contre le Concordat de 1801.

Les Cent-Jours arrêtaient les négociations. Lors de la

seconde Restauration, le roi dépêcha à Rome le duc de Blacas pour traiter d'un nouveau Concordat, et le 11 juin, l'ambassadeur français signa avec le cardinal Consalvi le projet suivant :

CONVENTION

Entre le Souverain Pontife PIE VII
et Sa Majesté LOUIS XVIII, roi de France
et de Navarre

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité,

Sa Sainteté le Souverain Pontife Pie VII, et Sa Majesté très chrétienne, animés du plus vif désir que les maux qui depuis tant d'années affligent l'Église, cessent entièrement en France, et que la religion recouvre dans ce royaume son ancien éclat, puisqu'enfin l'heureux retour du petit-fils de Saint-Louis sur le trône de ses aïeux permet que le régime ecclésiastique y soit plus convenablement réglé, ont en conséquence résolu de faire une Convention solennelle, se réservant de pourvoir ensuite plus amplement et d'un commun accord aux intérêts de la religion catholique.

En conséquence, Sa Sainteté le Souverain Pontife Pie VII a nommé pour son plénipotentiaire Son Eminence Monseigneur Hercule Consalvi, cardinal de la sainte Église romaine, diacre de Saint-Agathe, *ad Suburram*, son secrétaire d'État,

Et Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, son Excellence monsieur Pierre Louis Jean Casimir comte de

Blacas, marquis d'Aulpts et des Rolands, pair de France, grand maître de la garde-robe, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Saint-Siège.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1^{er}. — Le Concordat passé entre le Souverain Pontife Léon X et le Roi de France François I^{er} est rétabli.

ARTICLE 2. — En conséquence de l'article précédent, le Concordat du 15 juillet 1801 cesse d'avoir son effet.

ARTICLE 3. — Les articles dits organiques qui furent faits à l'insu de Sa Sainteté, et publiés sans son aveu, le 8 avril 1802, en même temps que ledit Concordat du 15 juillet 1801 sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la doctrine et aux lois de l'Église.

ARTICLE 4. — Les sièges qui furent supprimés dans le royaume de France par la bulle de Sa Sainteté, du 29 novembre 1801, seront rétablis en tel nombre qui sera convenu d'un commun accord, comme étant le plus avantageux pour le bien de la religion.

ARTICLE 5. — Toutes les églises archiépiscopales érigées par ladite bulle du 29 novembre 1801, sont conservées, ainsi que leurs titulaires actuels.

ARTICLE 6. — La disposition de l'article précédent relatif à la conservation desdits titulaires actuels dans les archevêchés et évêchés qui existent maintenant en France ne

pourra empêcher des exceptions particulières fondées sur des causes graves et légitimes, ni que quelques-uns desdits titulaires actuels ne puissent être transférés à d'autres sièges.

ARTICLE 7. — Les diocèses, tant des sièges actuellement existants, que de ceux qui seront de nouveau érigés, après avoir demandé le consentement des titulaires actuels et des chapitres des sièges vacants, seront circonscrits de la manière la plus adaptée à leur meilleure administration.

ARTICLE 8. — Il sera assuré à tous lesdits, sièges tant existants qu'à ériger de nouveau, une dotation convenable en biens fonds et en rentes sur l'État, aussitôt que les circonstances le permettront, et en attendant il sera donné à leurs pasteurs un revenu suffisant pour améliorer leur sort.

Il sera pourvu également à la dotation des chapitres, des cures et des séminaires tant existants que de ceux à établir.

ARTICLE 9. — Sa Sainteté et Sa Majesté très chrétienne connaissent tous les maux qui affligent l'Église de France. Elles savent également combien la prompte augmentation du nombre des sièges qui existent maintenant sera utile à la religion. En conséquence, pour ne pas retarder un avantage aussi éminent, Sa Sainteté publiera une bulle pour procéder sans retard à l'érection et à la nouvelle circonscription des diocèses.

ARTICLE 10. — Sa Majesté très chrétienne voulant donner un témoignage de son zèle pour la religion, emploiera,

de concert avec le Saint-Père, tous les moyens qui sont en son pouvoir pour faire cesser, le plus tôt possible, les désordres et les obstacles qui s'opposent au bien de la religion et à l'exécution des lois de l'Église.

ARTICLE 11. — Les territoires des anciennes abbayes, dites *nullius*, seront unis aux diocèses dans les limites desquels ils se trouveront enclavés à la nouvelle circonscription.

ARTICLE 12. — Le rétablissement du Concordat qui a été suivi en France jusqu'en 1789 (stipulé par l'article 1^{er} de la présente Convention) n'entraînera pas celui des abbayes, prieurés et autres bénéfices qui existaient à cette époque. Toutefois, ceux qui pourraient être fondés à l'avenir seront sujets aux règlements prescrits dans ledit Concordat.

ARTICLE 13. — Les notifications de la présente Convention seront échangées dans un mois, ou plutôt, si faire se peut.

ARTICLE 14. — Dès que lesdites notifications auront été échangées, Sa Sainteté confirma par une bulle la présente Convention, et elle publiera aussitôt après une seconde bulle pour fixer la circonscription des diocèses.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Hercule, cardinal CONSALVI.

BLACAS D'AULPTS.

Le 19 juillet suivant, Pie VII donna sa bulle de confirmation de la nouvelle Convention, et le 27 du même mois une seconde bulle pour la circonscription.

Bientôt des objections s'élevèrent contre le Concordat. On prétendit qu'il portait atteinte à l'immovibilité de l'épiscopat. En outre, les évêques nommés en 1801 refusèrent, cela se conçoit, de donner leur démission et plusieurs évêques non concordataires n'accordèrent qu'un semblant de satisfaction à la Cour de Rome dans leur formule de rétractation. Malgré cela, il fut mis en vigueur et les articles organiques furent abrogés. On rétablit les sièges supprimés en 1801, et on décida que les titulaires nommés cette même année seraient maintenus. Le 6 août, une bulle pontificale porta à quatre-vingt-douze le nombre des évêchés, et le Pape donna l'institution à ceux qui ne l'avaient pas encore reçue. Mais une difficulté plus sérieuse allait surgir. Pour que le Concordat fut exécuté en France, il fallait une loi. Richelieu et Lainé prétendaient que c'était un traité qui pouvait se réaliser sans l'intervention des Chambres. Pasquier et Decazes soutenaient le contraire et entraînaient les autres membres du gouvernement. Une Commission, composée de Portalis, Ravez, Beugnot, Royer-Collard et Camille Jordan, fut chargée de préparer la loi; elle parvint, après de vives discussions, à faire approuver un projet par le ministère.

La loi fut présentée aux Chambres à la session qui s'ouvrit le 5 novembre 1817. Lainé soutint le traité conclu avec Pie VII, dans un discours très complet et très net, mais qui ne donnait satisfaction à personne : les partisans de la Cour de Rome accusèrent le Ministère de chercher à rétablir, par un moyen détourné, les articles organiques, et leurs adversaires protestèrent contre l'érection de nouveaux sièges. Grégoire, Lanjuinais, de Pradt publièrent des écrits violents contre le nouveau traité, qui fut défendu

peut-être un peu timidement, par Frassynous. La Commission nommée par la Chambre, au cours des dix-sept séances qu'elle consacra au Concordat, y apporta quelques modifications. Lors de la discussion publique, les accusations se firent plus nombreuses encore : à la tête des protestataires se signalèrent Royer-Collard et de la Serre. Embarrassé, le ministère annonça, le 2 mars suivant, qu'il avait demandé au Pape une diminution des diocèses, en même temps qu'une assemblée de dix-huit archevêques, réunie à Paris sous la présidence du cardinal de Périgord, donnait son opinion sur la question. Finalement, le gouvernement, persuadé que la loi ne serait pas votée, déclara, le 20 mars, qu'il abandonnait son projet et qu'il se contenterait de demander les bulles des évêchés vacants. Quand Richelieu succéda à Decazes, les difficultés n'étaient pas levées. Le fils de l'ancien ministre qui avait négocié le Concordat de 1801, Portalis, fut chargé de demander au Pape des modifications au traité, parce qu'il ne plaisait pas aux Chambres, et guère plus aux évêques. Mais, à Rome, on objecta que le Concordat avait été régulièrement fait et même exécuté pour partie, puisqu'il y avait eu une nouvelle promotion d'évêques, que le Souverain Pontife avait pris vis-à-vis d'eux certains engagements, et que le Roi ne pouvait retarder plus longtemps la prise de possession des évêques nommés. Enfin, après des négociations assez longues, le Pape ne consentit qu'à deux concessions : à diminuer le nombre des sièges vacants et à signer une nouvelle convention. Mais le Ministère déclara, qu'en présence de ces embarras, il serait difficile d'aboutir à un résultat. Pendant ce temps, les évêques nommés et non investis réclamaient l'exercice

de leur droit. On résolut donc de faire un arrangement. Le Pape voulut bien maintenir les évêques antérieurs à 1817, à la condition d'obtenir le consentement de ceux qui avaient été nommés. Ceux-ci, après de nombreuses hésitations, se soumirent à la décision de la Cour de Rome. Le roi envoya leur lettre au Souverain Pontife, en y joignant la promesse de procéder désormais aux nominations épiscopales suivant les formes constitutionnelles. Toutefois, malgré l'insistance de Portalis, Pie VII refusa de signer un traité : le 23 août, en consistoire public, il déclara que, devant les réponses qu'il avait reçues des évêques, et les promesses que lui avait parvenir le roi de France, il maintiendrait provisoirement le Concordat de 1801. Il n'était nullement question des articles organiques. Le Pape fit connaître aux prélats la décision prise ; trente-sept évêques acceptèrent dans une réunion tenue chez le cardinal de Périgord. En réalité cette solution ne donna satisfaction à aucun parti, mais elle ramena la paix dans l'Eglise et permit de sortir d'une difficulté dont on commençait à ne pas entrevoir l'issue.

*
* *

Le règne de Charles X ne présenta aucun fait particulier sur le sujet qui fait l'objet de notre étude.

Lorsque le duc d'Orléans fut proclamé roi des Français, sous le nom de Louis-Philippe I^{er}, l'épiscopat français, recruté sous la Restauration parmi les grands seigneurs de l'ancien régime, prêta de mauvais gré le serment au nou-

veau prince. La réponse à cette hostilité ne tarda pas à se faire attendre ; ce fut le sac de l'archevêché, puis le pillage de Saint-Germain-l'Auxerrois, les honneurs religieux imposés par le ministère à l'évêque constitutionnel Grégoire, la nomination, à l'évêché de Beauvais, de l'abbé Guillon, qui avait administré les derniers sacrements au même abbé Grégoire, malgré la défense de l'archevêque. Si le Pape put refuser cette nomination, il fut obligé de céder sur celles de M. Rey à Dijon, de M. Dumières à Avignon. Bientôt on fit, comme jadis, de l'évêque un fonctionnaire ; on cessa de lui donner des places au conseil royal, des sièges à la Chambre-Haute et des distinctions honorifiques ; pour le plus futile prétexte, et sous le couvert d'une promotion, on multiplia les changements et les translations.

En dehors des ministres, deux personnes surtout avaient la haute main dans les nominations épiscopales : la reine Amélie, qui s'était choisi comme aumônier ce même abbé Guillon, que nous avons vu refusé par le Pape et qui avait été nommé évêque *in partibus*, et la sœur du Roi, Madame Adélaïde, qui disposait d'une grande influence sur l'esprit de son frère. Leur principal souci était de recruter des prélats absolument dévoués aux volontés royales. C'est contre cette tendance que s'éleva Montalembert quand il s'écria à la tribune de la Chambre : « Non, mille fois non, l'évêque n'est pas » fonctionnaire. . . . Elle est fausse, elle est erronée l'opinion de ceux qui ne voient dans un évêque qu'un » espèce de préfet en soutane, un commissaire de haute » police morale. . . . Les évêques sont les ambassadeurs » de Dieu auprès de nous. Le Roi les désigne, les choi-

» sit, mais ce n'est pas de lui qu'ils tiennent leur pouvoir. Ils tiennent cette autorité de Dieu ou ils ne la tiennent de personne. C'est là leur croyance et la nôtre (1). »

. . .

A son avènement, Napoléon III sembla vouloir accorder à l'Eglise des protections particulières, mais s'il eut sa chapelle aux Tuileries, s'il assista tous les dimanches à une messe solennelle, s'il rendit aux cardinaux les honneurs dont ils avaient été jadis comblés, s'il augmenta le budget des cultes, s'il alla même jusqu'à créer un évêché, il ne lui garantit en revanche aucune liberté nouvelle. Lorsqu'il écrivit à Pie IX pour le prier de venir à Paris le sacrer, le pape lui répondit qu'il ne donnerait une réponse favorable que si l'Empereur abrogeait toute disposition contraire au Concordat (2). Napoléon, après deux années de négociations, déclara qu'il aimait mieux abandonner cet honneur plutôt que de se prêter « à la mutilation de notre droit national (3) ». En 1860 le Ministre de l'Instruction publique et des cultes, Rouland (4), fit un Mémoire sur la politique à suivre vis-à-vis de l'Eglise, et parmi les diverses mesures qu'il préconisa, abrogation de la loi de 1850 sur l'enseignement, expulsion des congré-

(1) M^{er} Baunard, p. 152,

(2) Napoléon avait fait cette promesse avant d'être empereur, le 17 septembre 1849.

(3) L. Bourgain, t. II, p. 152.

(4) Rouland fut ministre du 13 août 1859 au 24 juin 1863.

gations, il pensa qu'il était surtout nécessaire de régler sévèrement la nomination des évêques et « de choisir résolument les évêques parmi les ecclésiastiques pieux et honorables, mais connus par leur attachement sincère à l'Empereur et aux institutions de la France... sans que le Nonce y ait le moindre regard (1) ». En même temps, il supprima l'enquête habituellement faite par les archevêques et évêques qui, tous les cinq ans, se réunissaient au ministère pour présenter les candidats qu'ils estimaient les plus méritants. Il était inévitable que, dans ces conditions, une querelle éclatât un jour ou l'autre. Elle arriva à la fin de l'Empire, à propos de la nomination de l'évêque d'Agen (1869). La Cour de Rome refusa d'accepter le candidat nommé par l'Empereur, sous prétexte qu'il devait être consulté sur toutes les nominations à des sièges vacants. L'Empereur n'alla pas, comme son oncle, jusqu'à faire enlever le pape de Rome, mais il répondit au refus d'institution par l'insertion au *Journal Officiel* du décret de nomination :

« Aux termes du Concordat, écrivit à cette occasion le ministre des cultes, l'Empereur nomme aux évêchés vacants et le Saint-Père confère l'institution canonique aux ecclésiastiques nommés. Il importe de ne pas perdre de vue le caractère véritable de cet acte et des clauses qu'il contient. Ce n'est pas, comme le soutiennent certains écrivains, et comme paraît le supposer son Eminence le cardinal Antonelli, une pure concession ou décision émanant de l'autorité ecclésiastique, concession ou décision qui, en raison de son origine et sa nature

(1) L. Bourgain, t. II, c. 165.

» puisse s'interpréter dans son ensemble et dans ses détails sur les principes du droit canonique synallagmatique, mais un traité conclu entre deux puissances indépendantes, qui doit être appliqué et interprété comme toute convention internationale, dans le sens que chacune des parties contractantes y attachent légitimement (1) ».

A la chute de l'Empire, l'évêque d'Agen n'avait pas reçu ses bulles d'institution. La lutte fut interrompue par la guerre et la Commune, et ce fut un membre de la Défense nationale, Crémieux, délégué aux cultes, qui apaisa la querelle.

En 1871, les nominations de MM. Nouvel, à Quimper ; Duquesnoy, à Belley, et Richard, à Limoges, provoquèrent une nouvelle crise, parce que la Cour de Rome, avait, dans les bulles d'institution de ces prélats, remplacé le mot *nominavit* par l'expression *præsentaverit*. Le 22 juillet, le président du conseil des ministres protesta à la tribune de l'Assemblée nationale : « Le Gouvernement ne présente pas — il est utile que je le dise hautement aujourd'hui — le Gouvernement ne présente pas, il nomme les archevêques et évêques (2) ». Le Gouvernement fit donc des observations au Saint-Siège, qui répondit que le mot *præsentare* avait été employé par inadvertance et que le cardinal Antonelli se proposait de constater l'erreur dans une communication officielle adressée à l'ambassadeur de France. Les bulles furent enregistrées par le Conseil d'Etat, avec cette réserve : « Sans approbation des clauses, formules ou expressions

(1) *Journal Officiel* du 22 mars 1903.

(2) *Lettres inédites de Jules Simon*, parues dans le journal *Le Temps* du 28 octobre 1903.

» qu'elle renferme, et qui sont ou pourraient être contraires
 » aux lois du pays, aux franchises, libertés et maximes
 » de l'Eglise gallicane (1). »

L'année suivante (1872), par décret du 10 février, M. Delaunay avait été promu au siège de la Réunion, en même temps que MM. Robert et Gaffori à ceux de Constantinople et d'Ajaccio. Cette fois, le mot *presentare* ne parut pas dans la bulle pontificale, mais la formule *nobis nominavit*. Le ministre des cultes, Jules Simon, protesta, de nouveau, auprès de son collègue des affaires étrangères, M. de Rémusat: « Le 19 novembre, écrivit-il, je vous ai prié de protester contre cette interdiction, (il s'agissait du mot *nobis*). Vous voulez bien me faire connaître, par votre dépêche du 11 mai courant, que la Cour de Rome prétend établir, par l'examen des bulles, que l'interdiction du mot *nobis* est la règle générale, non seulement pour nous, mais pour les autres pays concordataires. Il serait regrettable qu'on s'obstinât à élever cette difficulté dans un moment où le Concordat est très vivement attaqué par la presse française, et quand on doit prévoir que la question sera portée à la tribune aussitôt après le renouvellement de la Chambre actuelle. C'est une difficulté de pure forme, mais elle constitue une altération du Concordat et une diminution au moins apparente de nos droits, à laquelle je ne crois pas pouvoir consentir. Et, après avoir examiné la formule de la bulle de notification du Concordat, Jules Simon continue: Voici la formule qui fut alors adoptée pour l'institution des nouveaux prélats: *Constito nobis de fidei, doctrinae ac morum integritate,*

(1) *Bulletin des Lois*. Décret du 3 avril 1872.

deque vero idoneitate tui quem inclytus Napoleon Bonaparte, primus consul dictæ Gallicanæ républicæ, « ad hanc Ecclesiam nominavit. » On retrouve cette rédaction en 1802, en 1809, en 1870. Le Gouvernement, monsieur et cher collègue, a incontestablement le droit et le devoir de réclamer la stricte observation du Concordat et cette formule qui reproduit exactement la disposition des articles IV et V du traité (1). »

Cependant, le Pape ne voulut pas céder, et voici, résumés, les arguments que fit valoir la chancellerie pontificale, par la bouche du cardinal Antonelli, secrétaire d'Etat ; toutes les bulles parues avant la Révolution portent le *nobis* ; quarante-quatre bulles envoyées de Rome après le Concordat renferment le même mot et c'est par inadvertance qu'il a été omis dans quelques autres ; la suppression du *nobis* dans les lettres d'institution données par le cardinal Caprara s'expliquent par ce fait, que celui-ci n'était que légat apostolique, et que la nomination qui devait être faite par le Chef de l'Etat au Pape ne pouvant s'adresser qu'à ce dernier, il lui était impossible de dire *nobis nominavit* ; les lettres par lesquelles le chef de l'Etat français demande l'institution canonique contiennent la formule : Nous le nommons et présentons à Votre Sainteté, et les bulles ne font que traduire cette phrase, en disant : *Quem nobis nominavit et presentavit*. Enfin, d'après l'article IV du Concordat, l'institution doit avoir lieu d'après les formules, *juxta formas*, établies par rapport à la France avant le changement de Gouvernement.

Jules Simon entreprit de réfuter ces arguments et déclara : que la rédaction du texte du Concordat était

(1) Lettres du 22 mai 1872.

précise, *Consul primus ad episcopales sedes..... nominabit*, que si 44 bulles seulement portaient le *nobis*, il y avait là une exception, puisque, depuis le Concordat, il y en avait eu 435, que si le formulaire de Caprara ne mentionnait ce mot, c'est que celui-ci en comprenait l'importance, que la formule « nous le nommons et présentons » était une simple habitude protocolaire et que l'expression *juxta formas* signifiait bien « formes » et non « formules », et il terminait sa lettre en disant : « Les nouveaux arguments de la chancellerie pontificale ne me paraissent donc pas plus sérieux que les précédents ; je m'explique difficilement, si la Cour de Rome, comme elle le déclare, n'entend rien changer au fond des choses, qu'elle insiste avec tant d'ardeur sur une modification de pure forme, au risque de prolonger indéfiniment la vacance des sièges épiscopaux. Il y a aujourd'hui deux ans que la Corse est sans évêque (1). »

La chancellerie romaine fournit de nouvelles explications, qui furent jugées suffisantes, car la bulle fut enregistrée avec le *nobis*. « Considérant, dit le décret, qu'il résulte du texte de la convention du 26 messidor an IX que la nomination des évêques appartient exclusivement au gouvernement, et que l'institution canonique est seule réservée au Souverain Pontife, que dès lors la formule *nominavit* souvent employée dans les bulles pontificales est rigoureusement conforme au Concordat et plus exacte que la formule *nobis nominavit*; considérant que cette dernière formule, qui a

(1) Lettre du 12 juin 1872.

» été le plus habituellement employée dans les bulles
» depuis 1803 n'avait pas été considérée jusqu'en 1872
» comme pouvant contredire au droit du Gouvernement;
» considérant que les explications fournies par la chan-
» cellerie pontificale ont suffisamment éclairci l'incident
» qui avait provoqué les observations du Gouvernement
» français, qu'il résulte de ces explications que le droit
» du pouvoir public n'est nullement contesté et que la for-
» mule *nobis nominavit* est employée dans un sens qui
» ne peut y préjudicier en rien; considérant d'ailleurs
» que la réserve insérée à l'article 2 de tous les décrets de
» publication de bulles, brefs et autres actes de la Cour
» de Rome sauvegarde tous les droits et permet de rece-
» voir et publier les bulles d'institution canonique.....,
» le Conseil d'Etat entendu, décrète, etc. (1) ».

Le ministre Dufaure s'occupait tout particulièrement du recrutement de l'épiscopat, et se montra soucieux de choisir les évêques les plus dignes. Dans ce but, il envoya, au cours de l'année 1873, une circulaire à tous les évêques français, pour les prier de lui désigner les membres du clergé qu'ils leur paraîtraient, par leur mérite, pouvoir remplir avec zèle, les fonctions épiscopales. « Il était précédemment » d'usage au ministère, écrit-il, d'inviter tous les cinq ans » NN. SS. les archevêques et évêques à désigner confi- » dentiellement les ecclésiastiques qu'ils croiraient les plus » dignes d'être promus à l'épiscopat. Cette enquête, si » utile et si convenable à tous égards, n'a pas eu lieu » depuis 1861. Pendant ces douze années, l'Eglise de » France a éprouvé des pertes sensibles, et le gouver-

(1) *Bulletin des Lois*. Décret du 20 novembre 1872.

» nement a dû pourvoir à de nombreuses vacances. Les
» ecclésiastiques qui avaient réuni le plus grand nombre
» de suffrages sont aujourd'hui à la tête d'un diocèse,
» ou trop âgés pour être chargés utilement du lourd far-
» deau d'une administration épiscopale. Quelques pré-
» lats ont bien voulu me donner de précieuses indications
» pour l'avenir; mais ces renseignements isolés peuvent
» avoir l'inconvénient d'attribuer à telle province ecclé-
» siastique une part plus large dans les promotions qu'il
» ne conviendrait équitablement de le faire. Le clergé
» français n'est pas seulement à la tête du clergé catho-
» lique par son zèle, ses vertus et son exacte discipline;
» ce n'est pas seulement le clergé missionnaire par excel-
» lence qu'on retrouve sur tous les points du globe; il a
» repris ses traditions de travail et de science que des
» devoirs plus urgents encore avaient pu faire négliger au
» commencement de ce siècle, et il est permis d'affirmer
» qu'il n'y a pas aujourd'hui un seul diocèse qui ne
» compte plusieurs ecclésiastiques dignes à tous égards
» des premières fonctions de l'Eglise, mais le plus sou-
» vent inconnus de l'administration centrale. J'ai donc
» cru opportun de vous prier, Monseigneur, ainsi que vos
» vénérables collègues, de vouloir bien coopérer plus effi-
» cacement à l'œuvre importante que les conventions con-
» clues avec le Saint-Siège ont attribuée au chef de l'Etat
» en désignant à son choix les membres de votre clergé
» ou de tout autre diocèse, dont vous pourrez personnel-
» lement garantir les mérites et les vertus (1) ».

La question du *nobis nominavit* semblait avoir été défi-

(1) L. Bourgain. t. II, c. 285.

nitivement résolue en 1872, lorsque sous le ministère de M. Waldeck-Rousseau, et à l'occasion de sept nominations épiscopales, le Conseil d'Etat, tout en enregistrant les bulles d'institution, signala au Gouvernement, dans une note annexée au projet de décret, l'inexactitude de la rédaction; il attira l'attention du Ministre des Cultes sur la nécessité de s'en tenir à la formule légale *nominavit*, et lui conseilla de faire des observations dans ce sens à la Cour de Rome. Le Président du Conseil pria son collègue des Affaires étrangères de conférer à ce sujet avec le Vatican. Le 26 mai 1902, en notifiant au Ministère des Affaires étrangères les nominations de M. Campistron à Annecy, et de M. Beauvain de Beauséjour à Carcassonne, il insista de nouveau sur la nécessité d'un accord. Deux mois après les bulles revinrent de Rome, sans aucune modification, et au mois de novembre suivant, le Conseil d'Etat rédigea un projet de refus d'enregistrement. Le nouveau ministre des Cultes, M. Combes, retourna les bulles au Ministère des Affaires étrangères pour qu'on effaçât le *nobis*. Le différend s'est compliqué de la nomination de MM. Gazaniol, Tournier et Mazeran aux évêchés de Bayonne, Constantine et Saint-Jean-de-Maurienne, et il est encore pendant aujourd'hui .

CONCLUSION

Le grave conflit qui vient de s'élever entre le gouvernement français et la cour de Rome, à propos de l'investiture des évêques, servira vraisemblablement de prétexte dans un avenir prochain, à la dénonciation du Concordat, depuis longtemps déjà réclamée par les esprits avancés.

En 1883, M. Paul Bert déposait sur le bureau de la Chambre, comme président d'une Commission parlementaire, un certain nombre de projets tendant à modifier la situation de l'Eglise dans l'Etat, et dès cette époque, il prévoyait que la séparation n'était qu'une question de temps. « Le mouvement naturel des civilisations modernes, écrivait-il alors, pousse les sociétés à la séparation. Un jour les Concordats iront rejoindre dans l'oubli les constitutions civiles et les religions ». Depuis l'idée a fait du chemin, et elle avance d'autant plus que le parti socialiste, qui grossit de jour en jour, pousse avec acharnement le pays à une rupture aussi rapide que possible avec le Saint-Siège. Il y a quelques mois la question était de nouveau portée à la tribune du Sénat, lors de la discussion du budget des cultes ; et l'un des membres les plus écoutés de la Haute-Assemblée déclarait « qu'autant il était logique de conclure un accord de cette nature

(le Concordat) entre les deux puissances signataires au temps de la royauté, au temps du premier Empire», autant il était « illogique et irrationnel que cette convention soit maintenue au temps où nous sommes ». Tout récemment enfin, le Parlement chargeait une Commission de résoudre la question de la séparation; cette Commission réunit une majorité peu imposante, il est vrai, puisque les séparatistes ne disposent que d'une voix de plus que leurs adversaires, mais néanmoins réelle, et ces jours derniers, paraissait à l'*Officiel*, sous la plume des députés Reveillaud, Braud, Bernard, Astier, Gras, Torchut et autres, une proposition de loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat.

Nous ne rechercherons pas si le nouveau régime sera pour l'Eglise un bienfait ou un mal, d'autant mieux que nous ignorons encore qu'elles conditions d'existence lui seront offertes, et que nous sommes médiocrement rassurés sur les intentions pacifiques des auteurs du projet de loi. Cens-ci font bien, en effet, ressortir que la séparation fonctionne déjà à l'approbation générale et a fait ses preuves dans de grands pays, comme les Etats-Unis, « placés sans conteste à l'avant de la civilisation ». Oui, certes, sous un régime de liberté entière et complète, sous un régime sincèrement appliqué, comme en Amérique, la meilleure solution serait peut-être la séparation, surtout, comme le disait récemment l'évêque de la Rochelle dans un de ses mandements, dans l'état actuel des populations et des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Mais nous doutons fort que l'on dote de semblable liberté l'Eglise de France, et nous ne pensons pas que le principal inspirateur du projet souscrive aujourd'hui à l'opinion que son père émettait, il y a

quelques quarante ans, lorsqu'il définissait une église libre : « Une association qui se réunit à intervalles réguliers et qui use de la liberté d'écrire et de parler, une association qui ne peut se passer des droits les plus essentiels d'un peuple affranchi, le droit d'association et le droit de réunion ». Nous nous demanderons seulement ce que deviendront, dans le cas où la séparation de l'Eglise et de l'Etat serait décidée, les nominations épiscopales ; le Saint - Siège serait-il le seul maître du choix des évêques ; faudrait-il, au contraire, revenir à l'ancien système électif ?

Les élections ne nous paraissent pas impraticables, même à notre époque. Elles subsistent d'ailleurs encore aujourd'hui chez la plupart de nos voisins, et notamment en Suisse, en Angleterre, en Belgique, où l'Etat n'intervient en aucune façon dans la nomination et l'installation des évêques, et dans certaines parties de l'Allemagne. Aux Etats-Unis, les évêques sont nommés par le Pape, sur une liste de présentation dressée par les évêques de la province et comprenant trois noms avec cette mention : *dignissimus, dignior, dignus*. Mais, il serait évidemment indispensable de les rétablir sur des bases plus sérieuses et qui pussent offrir des garanties plus sûres aux consciences catholiques que ne l'avait fait la Constituante.

En principe, nous n'admettrions pas l'intervention de l'élément laïc dans les élections. Nous n'ignorons pas à quels abus elle a jadis donné lieu, et nous sommes en droit de penser que la corruption et l'intrigue, qui se pratiquaient alors sur une si large échelle, ne seraient pas moindres de nos jours, sans parler des difficultés sérieuses que son admission rencontrerait dans la pratique. L'évêque serait choisi non seulement par les dignitaires

ecclésiastiques, mais par tout le clergé du diocèse : chanoines, curés et desservants, directeurs et professeurs d'institutions ecclésiastiques, aumôniers, vicaires. Nul ne pourrait être élu s'il n'était âgé de trente-cinq ans et originaire français. Ces deux conditions réunies, il faudrait en outre avoir exercé pendant dix ans des fonctions ecclésiastiques quelconques. Le collège électoral serait convoqué par les vicaires capitulaires, dans les trois mois de la vacance du siège, et présidé par le premier d'entre eux. Le vote aurait lieu dans l'église cathédrale et au scrutin secret ; les prêtres empêchés ne pourraient voter par procuration, ce qui constituerait une longue et gênante formalité. Enfin, l'évêque serait institué par le Pape, qui choisirait parmi trois noms, comme cela se pratique aux Etats-Unis (si ce n'est que la présentation est faite par les mêmes com provinciaux), et comme nous en avons eu tout récemment un exemple en Angleterre, lors de la nomination du successeur du cardinal Vaughan, archevêque de Westminster.

Voilà, il nous semble, un système qui pourrait fonctionner sans grands inconvénients.

Mais peut-être augurons-nous trop vite d'une situation qu'un nouveau pontificat cherchera sans doute à améliorer. La situation est grave néanmoins parce que la difficulté repose, non pas tant sur une question de mots que sur une question de principes. La Cour de Rome pourrait certes se montrer d'autant plus conciliante sur ce petit *nobis*, qu'en réalité, il n'est pas concordataire, et que si Léon X a mis ce pronom dans le Concordat de 1516, Pie VII ne l'a pas maintenu dans celui de 1802, dont le texte latin porte simplement *nominabit* et non *nomi-*

nabit nobis. Mais, il n'en reste pas moins vrai que l'évêque nommé par le Gouvernement ne pourra entrer en fonctions, sans avoir reçu du Saint-Siège l'institution canonique, et qu'à ce moment le Pape sera libre de refuser cette investiture pour des motifs de moralité ou de doctrine; et il n'est pas douteux que Rome ne consente jamais à abandonner ce droit indispensable au gouvernement de l'Eglise. « Le droit de nomination des évêques ou l'*indultum* est accordé au chef de l'Etat par le Concordat; mais un évêque n'est pas un simple fonctionnaire, et par conséquent, il n'est pas à nommer simplement par un décret, comme un préfet ou un général; il n'est évêque, pour les fidèles, en vue desquels le Gouvernement le choisit, et d'après le Concordat lui-même, qu'autant que le Souverain Pontife lui a donné l'institution canonique. Or, le Pape ne peut lui conférer cette institution qu'autant qu'il est à sa parfaite connaissance, *ex conscientia bene informata* que par ses mérites, la pureté de sa doctrine et ses vertus, il honorera le siège auquel il est appelé ». Cela nous paraît évident. Aussi est-il regrettable que dans un esprit de conciliation, on n'ait pas continué à pratiquer le système de l'entente préalable, inauguré, il y a un demi-siècle, par les hommes d'Etat français. Nous n'ignorons pas qu'en droit strict le gouvernement peut se refuser à accepter cette entente, qui n'a pas été prévue par la loi de Messidor; mais on conviendra que, tant qu'il sera nécessaire, pour créer un évêque, de marier un décret et une bulle, elle sera la seule solution raisonnable, et l'unique manière d'éviter des querelles comme celle que nous avons sous les yeux, et qui ne semble pas devoir bientôt s'apaiser.

ADDITIONS & CORRECTIONS

- P. 12, n. 2. — Labbe et Conart, *lire* Labbe et Cossart.
P. 20, l. 19. — Qu'on pourra nommer, *lire* qu'on pourrait nommer.
P. 15, l. 17. — *Lire* n. 4 au lieu de n. 1.
P. 15, l. 22. — Après *Saintes* *ajouter* n. 6.
P. 32, l. 8 et 12. — *Intervertir* les n. 1 et 2.
P. 52, l. 9. — Elle fait, *lire* elle se fait.
P. 53, l. 8 et 26. — *Intervertir* les n. 1 et 2.
P. 66, l. 4. — Benoist XII (1333-1342), *lire* (1334-1342).
P. 98, l. 4. — Ludivocus, *lire* Ludovicus.
P. 70, l. 8. — Aniquorum, *lire* antiquorum.
P. 73, l. 5. — Se serait plainte, *lire* plaint.
P. 77, l. 23; p. 78, l. 17 et p. 79, l. 9. — Elut *lire* élit.
P. 82, l. 8. — Lettres de pression, *lire* jussion.
P. 92, n. 1. — Année 1420, *lire* 1439.
P. 95, n. 1. — Et regno *lire* a regno.
P. 108, l. 28. — Vaactionis, *lire* vacationis.
P. 241, l. 11. — Lesdits, sièges, *lire* lesdits sièges.
P. 225, l. 5. — Ne mentionnait ce mot, *lire* ne mentionnait pas.
-

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.....	v
PRÉFACE.....	ix

LIVRE PREMIER

Les Elections Episcopales jusqu'à la mort de Charle- magne.....	1
CHAPITRE PREMIER. — Election, Confirmation et Sacre	1
§ 1 Nomination ou désignation de la personne.....	1
§ 2 Confirmation et Sacre.....	11
CHAPITRE II. — La Royauté et les Elections.....	14
CHAPITRE III. — Rôle de la Papauté.....	22

LIVRE II

Transformations successives du Droit Electoral.....	25
CHAPITRE PREMIER. — Les Elections sous les Succes-	
seurs de Charlemagne.....	25
CHAPITRE II. — Le Pouvoir Métropolitain et le Pouvoir	
Seigneurial. L'Election, la Concession et l'Inves-	
titure	32
CHAPITRE III. — La Royauté Capétienne et la Réforme.	
La Querelle des Investitures.....	37
CHAPITRE IV. — Les Elections aux mains des Chapitres.	
Le Concile de Latran.....	48

LIVRE III

Les Pragmatiques Sanctions de saint Louis et de Charles VII.....	55
---	-----------

	PAGES
LIVRE IV	
Le Concordat de 1516	103
LIVRE V	
La Constitution Civile du Clergé	145
LIVRE VI	
Les Concordats de 1802 et de 1813	159
LIVRE VII	
Les Nominations Episcopales de 1813 à nos jours ...	207
CONCLUSION	229
Additions et corrections.....	234
Table des matières.....	235

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

L. DEBRAY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

